

# SENATO DELLA REPUBBLICA

VI LEGISLATURA

(N. 694)

## DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 14 dicembre 1972  
(V. Stampato n. 918)*

**presentato dal Ministro degli Affari Esteri  
(MEDICI)**

**di concerto col Ministro delle Poste e delle Telecomunicazioni  
(GIOIA)**

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 18 dicembre 1972*

**Ratifica ed esecuzione dell'Accordo relativo all'Organizzazione  
internazionale di telecomunicazioni a mezzo satelliti INTELSAT,  
adottato a Washington il 20 agosto 1971**

## DISEGNO DI LEGGE

### Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo relativo all'Organizzazione internazionale di telecomunicazioni a mezzo satelliti « INTELSAT », adottato a Washington il 20 agosto 1971.

### Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo XX dell'Accordo stesso.

ALLEGATO

**ACCORD**  
**RELATIF A L'ORGANISATION INTERNATIONALE**  
**DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITES « INTELSAT »**

**P R E A M B U L E**

Les Etats Parties au présent Accord,

Considérant le principe énoncé dans la Résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale des Nations Unies selon lequel les nations du monde doivent pouvoir dès que possible communiquer au moyen de satellites sur une base mondiale et non discriminatoire,

Considérant les dispositions pertinentes du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes et, en particulier, l'article I qui affirme que l'espace extra-atmosphérique doit être utilisé pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays,

Prenant acte du fait que, conformément à l'Accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunications par satellites et à l'Accord spécial y afférent, un système commercial mondial de télécommunications par satellites a été mis sur pied,

Désirant poursuivre le développement de ce système de télécommunications par satellites dans le but de parvenir à un système commercial mondial unique de télécommunications par satellites faisant partie d'un réseau mondial perfectionné de télécommunications qui assurera à toutes les régions du monde des services plus étendus de télécommunications et qui contribuera à la paix et à l'entente mondiales,

Résolus à cet effet à fournir pour le bien de l'humanité tout entière, grâce aux techniques les plus avancées dont on dispose, les installations les plus efficaces et les plus économiques possibles, compatibles avec l'utilisation la plus rationnelle et la plus équitable des fréquences du spectre radio-électrique et de l'espace orbital,

Estimant que les télécommunications par satellites doivent être organisées de telle façon que tous les peuples puissent avoir accès au système mondial de satellites et que les Etats membres de l'Union internationale des télécommunications qui le souhaitent puissent y investir des capitaux et participer ainsi à la conception, à la mise au point, à la construction, y compris la fourniture de matériel, à la mise en place, à l'exploitation, à l'entretien et à la propriété du système,

En vertu de l'Accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunications par satellites,

Sont convenus de ce qui suit:

## ARTICLE I

*(Définitions)*

Aux fins du présent Accord:

a. le terme « Accord » désigne le présent accord, y compris ses annexes, mais à l'exclusion des titres des articles, ouvert à la signature des Gouvernements le 20 août 1971, à Washington, et établissant l'organisation internationale de télécommunications par satellites « INTELSAT »;

b. les termes « Accord d'exploitation » désignent l'accord, y compris son annexe, mais à l'exclusion des titres des articles, ouvert à la signature des Gouvernements ou des organismes de télécommunications désignés par les Gouvernements, conformément aux dispositions de l'Accord, le 20 août 1971, à Washington;

c. les termes « Accord provisoire » désignent l'accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunications par satellites, signé par les Gouvernements à Washington le 20 août 1964;

d. les termes « Accord spécial » désignent l'accord signé le 20 août 1964 par les Gouvernements ou les organismes de télécommunications désignés par les Gouvernements, conformément aux dispositions de l'Accord provisoire;

e. les termes « Comité intérimaire des télécommunications par satellites » désignent le Comité institué par l'article IV de l'Accord provisoire;

f. le terme « Partie » désigne un Etat à l'égard duquel l'Accord est entré en vigueur ou est appliqué à titre provisoire;

g. le terme « Signataire » désigne une Partie ou l'organisme de télécommunications désigné par une Partie, qui a signé l'Accord d'exploitation et à l'égard desquels ce dernier est entré en vigueur ou est appliqué à titre provisoire;

h. les termes « secteur spatial » désignent les satellites de télécommunications ainsi que les installations de poursuite, de télémessure, de télécommande, de contrôle, de surveillance et les autres équipements associés, nécessaires au fonctionnement de ces satellites;

i. les termes « secteur spatial d'INTELSAT » désignent le secteur spatial qui appartient à INTELSAT;

j. le terme « télécommunication » désigne toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques;

k. les termes « services publics de télécommunications » désignent les services de télécommunications fixes ou mobiles qui peuvent être assurés par satellites et qui sont accessibles aux fins d'utilisation par le public tels que le téléphone, le télégraphe, le télex, la transmission de fac-similés, la transmission de données, la transmission de programmes de radiodiffusion et de télévision entre des stations terriennes approuvées ayant accès au secteur spatial d'INTELSAT en vue d'une transmission ultérieure au public, ainsi que les circuits loués pour l'une quelconque des utilisations ci-dessus

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

mentionnées; ces termes excluent les services mobiles d'une catégorie qui n'a pas été fournie en application de l'Accord provisoire et de l'Accord spécial préalablement à l'ouverture de l'Accord à la signature et qui sont assurés par des stations mobiles opérant directement avec un satellite conçu en tout ou en partie pour assurer des services ayant trait à la sécurité ou au contrôle en vol d'aéronefs, ou à la radionavigation aérienne ou maritime;

l. les termes « services spécialisés de télécommunications » désignent les services de télécommunications, autres que ceux définis au paragraphe k du présent article, qui peuvent être assurés par satellites, y compris, sans que cette liste soit limitative, les services de radionavigation, de radiodiffusion par satellites destinés à être reçus par le public en général, de recherche spatiale, de météorologie et de télédétection des ressources terrestres;

m. le terme « biens » comprend tout élément, quelle qu'en soit la nature, à l'égard duquel un droit de propriété peut être exercé, ainsi que tout droit contractuel;

n. les termes « conception » et « mise au point » comprennent la recherche directement liée aux objectifs d'INTELSAT.

## ARTICLE II

*(Création d'INTELSAT)*

a. Tenant dûment compte des principes énoncés ci-dessus dans le Préambule, les Parties créent par le présent Accord l'organisation internationale de télécommunications par satellites « INTELSAT », dont le but principal est de poursuivre à titre définitif la conception, la mise au point, la construction, la mise en place, l'exploitation et l'entretien du secteur spatial du système commercial mondial de télécommunications par satellites établi aux termes de l'Accord provisoire et de l'Accord spécial.

b. Chaque Etat Partie signe l'Accord d'exploitation conclu conformément aux dispositions de l'Accord et ouvert à la signature en même temps que celui-ci, ou désigne l'organisme de télécommunications, public ou privé, qui signera l'Accord d'exploitation. Les rapports entre tout organisme, agissant en qualité de Signataire, et la Partie qui l'a désigné, sont régis par le droit national applicable.

c. Les administrations et organismes de télécommunications peuvent, sous réserve de leur droit national applicable, négocier et conclure directement les accords de trafic appropriés portant sur l'utilisation qu'ils feront des voies de télécommunications fournies en vertu du présent Accord et de l'Accord d'exploitation, ainsi que sur les services destinés au public, les installations, la répartition de bénéfices et les dispositions commerciales qui s'y rapportent.

## ARTICLE III

*(Domaine des activités d'INTELSAT)*

a. En poursuivant à titre définitif les activités relatives au secteur spatial du système commercial mondial de télécommunications par satellites, visées au paragraphe « a » de l'article II de l'Accord, INTELSAT a pour objectif premier la fourniture, sur une base commerciale et, sans discrimination, à toutes les régions du monde, du secteur spatial néces-

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

saire à des services publics de télécommunications internationales de haute qualité et de grande fiabilité.

b. Sont assimilés aux services publics de télécommunications internationales:

i. les services publics de télécommunications nationales entre des régions séparées par des régions qui ne sont pas sous la juridiction de l'Etat intéressé ou entre des régions séparées par la haute mer;

ii. les services publics de télécommunications nationales entre des régions qui ne sont reliées par aucune installation terrestre à bande large et qui sont séparées par des obstacles naturels d'un caractère si exceptionnel qu'ils excluent la création viable d'installations terrestres à bande large entre ces régions, à condition que la Réunion des Signataires, compte tenu de l'avis exprimé par le Conseil des Gouverneurs, ait donné préalablement l'autorisation appropriée.

c. Le secteur spatial d'INTELSAT, établi afin d'atteindre son objectif premier, est également fourni sans discrimination aux fins d'autres services publics de télécommunications nationales dans la mesure où cela ne porte pas préjudice à la réalisation de l'objectif premier d'INTELSAT.

d. Le secteur spatial d'INTELSAT peut être, en outre, sur demande et selon des modalités et à des conditions appropriées, utilisé pour les besoins de services spécialisés de télécommunications, internationales ou nationales, autres qu'à des fins militaires, sous réserve que:

i. la fourniture de services publics de télécommunications n'en subisse pas d'effets défavorables;

ii. les dispositions adoptées soient par ailleurs acceptables des points de vue technique et économique.

e. INTELSAT peut, sur demande et selon des modalités et à des conditions appropriées, fournir des satellites ou des installations connexes distincts du secteur spatial d'INTELSAT aux fins:

i. de services publics de télécommunications nationales à l'intérieur de territoires relevant de la juridiction d'une ou plusieurs Parties;

ii. de services publics de télécommunications internationales entre des territoires relevant de la juridiction de deux ou plus de deux Parties;

iii. de services spécialisés de télécommunications, autres qu'à des fins militaires;

sous réserve que l'exploitation efficace et économique du secteur spatial d'INTELSAT n'en subisse pas d'effets défavorables.

f. L'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT aux fins de services spécialisés de télécommunications prévue au paragraphe « d » du présent article, et la fourniture de satellites ou d'installations connexes distincts du secteur spatial d'INTELSAT, prévue au paragraphe « e » du présent article, font l'objet de contrats conclus entre INTELSAT et les demandeurs intéressés. L'utilisation des installations du secteur spatial d'INTELSAT aux fins de services spécialisés de télécommunications prévue au paragraphe « d » du présent article, et la fourniture de satellites ou d'installations connexes distincts du secteur spatial d'INTELSAT aux fins de services spécialisés de télécommunications prévue à l'alinéa « iii » du pa-

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ragraphe « e » du présent article, doivent être conformes aux autorisations appropriées, au stade de la planification, de l'Assemblée des Parties, en application de l'alinéa « iv » du paragraphe « c » de l'article VII de l'Accord. Si l'utilisation d'installations du secteur spatial d'INTELSAT aux fins de services spécialisés de télécommunications implique des dépenses supplémentaires qui résultent des modifications à apporter aux installations existantes ou prévisibles du secteur spatial d'INTELSAT, ou si la fourniture de satellites ou d'installations connexes distincts du secteur spatial d'INTELSAT est demandée pour des services spécialisés de télécommunications conformément à l'alinéa « iii » du paragraphe « e » du présent article, l'autorisation visée à l'alinéa « iv » du paragraphe « c » de l'article VII doit être obtenue de l'Assemblée des Parties dès que le Conseil des Gouverneurs est en mesure d'informer celle-ci en détail du coût estimatif de la proposition, des avantages que l'on peut en attendre, des problèmes techniques ou d'autre nature qu'elle soulève et de ses incidences probables sur les services existants ou prévisibles d'INTELSAT. Une telle autorisation doit être obtenue avant que la procédure de passation des marchés pour l'acquisition des installations concernées ne soit entamée. Avant d'accorder de telles autorisations, l'Assemblée des Parties, suivant les cas, entre en consultation ou veille à ce que des consultations aient lieu avec les institutions spécialisées des Nations Unies directement intéressées par la fourniture des services spécialisés de télécommunications en cause.

## ARTICLE IV

*(Personnalité juridique)*

a. INTELSAT a la personnalité juridique. Elle a toute la capacité requise pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs, y compris celle:

- i. de conclure des accords avec des Etats ou des organisations internationales;
- ii. de contracter;
- iii. d'acquérir des biens et d'en disposer;
- iv. d'ester en justice.

b. Chaque Partie prend toute mesure qui s'impose dans le cadre de sa juridiction afin de donner effet aux dispositions du présent article en fonction de son propre droit.

## ARTICLE V

*(Principes financiers)*

a. INTELSAT est propriétaire du secteur spatial d'INTELSAT et de tout autre bien acquis par INTELSAT. L'intérêt financier dans INTELSAT de chaque Signataire est égal au montant obtenu en appliquant sa part d'investissement, exprimée en pourcentage, à l'évaluation effectuée conformément à l'article 7 de l'Accord d'exploitation.

b. Chaque Signataire a une part d'investissement correspondant à son pourcentage d'utilisation totale du secteur spatial d'INTELSAT par tous

les Signataires, déterminée conformément aux dispositions de l'Accord d'exploitation. Toutefois, aucun Signataire, même si son utilisation du secteur spatial d'INTELSAT est nulle, ne doit avoir une part d'investissement inférieure à la part d'investissement minimale fixée par l'Accord d'exploitation.

c. Chaque Signataire contribue aux besoins en capital d'INTELSAT et reçoit le remboursement et la rémunération du capital, conformément aux dispositions de l'Accord d'exploitation.

d. Tous les usagers du secteur spatial d'INTELSAT versent les redevances d'utilisation fixées conformément aux dispositions du présent Accord et de l'Accord d'exploitation. Le taux de redevance d'utilisation du secteur spatial pour chaque catégorie d'utilisation est le même pour tous les demandeurs de capacité du secteur spatial pour ladite catégorie.

e. Les satellites distincts et les installations connexes visés au paragraphe « e » de l'article III de l'Accord peuvent être financés par INTELSAT et lui appartenir en tant que partie du secteur spatial d'INTELSAT avec l'approbation unanime de tous les Signataires. Si cette approbation n'est pas donnée, ils sont distincts du secteur spatial d'INTELSAT et financés par ceux qui en font la demande, dont ils deviennent la propriété. Dans ce cas, les modalités financières fixées par INTELSAT doivent être de nature à couvrir intégralement les frais découlant directement de la conception, de la mise au point, de la construction et de la fourniture de ces satellites et des installations connexes distincts de même qu'une part adéquate des frais généraux et administratifs d'INTELSAT.

#### ARTICLE VI

##### *(Structure d'INTELSAT)*

a. INTELSAT comprend les organes suivants:

- i. l'Assemblée des Parties;
- ii. la Réunion des Signataires;
- iii. le Conseil des Gouverneurs;
- iv. un organe exécutif responsable devant le Conseil des Gouverneurs.

b. Sauf dans la mesure où le présent Accord ou l'Accord d'exploitation le prévoit expressément, aucun organe ne prend de décision ou n'entreprend d'action propre à modifier, annuler, différer ou entraver de toute autre manière l'exercice d'une attribution, d'une responsabilité ou d'une fonction attribuée à un autre organe par le présent Accord ou par l'Accord d'exploitation.

c. Sous réserve des dispositions du paragraphe « b » du présent article, l'Assemblée des Parties, la Réunion des Signataires et le Conseil des Gouverneurs prennent acte et tiennent dûment compte, chacun en ce qui le concerne, de toute résolution ou recommandation adoptée ou de tout point de vue exprimé par un autre de ces organes lorsqu'il assume les responsabilités ou exerce les fonctions qui lui ont été attribuées par le présent Accord ou par l'Accord d'exploitation.

## ARTICLE VII

*(Assemblée des Parties)*

a. L'Assemblée des Parties est composée de toutes les Parties et est le principal organe d'INTELSAT.

b. L'Assemblée des Parties prend en considération les questions relatives à INTELSAT qui intéressent particulièrement les Parties en tant qu'Etats souverains. Elle a le pouvoir de prendre en considération la politique générale et les objectifs à long terme d'INTELSAT qui sont compatibles avec les principes, les buts et le domaine des activités d'INTELSAT, prévus par l'Accord. Conformément aux dispositions des paragraphes « b » et « c » de l'article VI de l'Accord, l'Assemblée des Parties prend dûment en considération les résolutions, recommandations et vues qui lui sont transmises par la Réunion des Signataires ou le Conseil des Gouverneurs.

c. L'Assemblée des Parties a les fonctions et pouvoirs suivants:

i. dans l'exercice de son pouvoir ayant trait à la considération de la politique générale et des objectifs à long terme d'INTELSAT, elle exprime ses vues ou adopte des recommandations, si elle le juge opportun, à l'intention des autres organes d'INTELSAT;

ii. elle décide que des mesures doivent être prises pour éviter que les activités d'INTELSAT ne soient en conflit avec toute convention multilatérale générale compatible avec l'Accord et à laquelle au moins deux tiers des Parties ont adhéré;

iii. elle délibère et statue sur les propositions d'amendement à l'Accord, conformément aux dispositions de l'article XVII de celui-ci; elle propose des amendements à l'Accord d'exploitation, exprime ses vues et adopte des recommandations à ce sujet;

iv. elle donne, par voie de règlement général ou de décisions spécifiques, les autorisations relatives à l'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT et à la fourniture de satellites et d'installations connexes distincts du secteur spatial d'INTELSAT aux fins de services spécialisés de télécommunications dans le domaine des activités visées au paragraphe « d » et à l'alinéa « iii » du paragraphe « e » de l'article III de l'Accord;

v. elle examine, afin d'assurer l'application du principe de non-discrimination, les règles générales instituées en application de l'alinéa « v » du paragraphe « b » de l'article VIII de l'Accord;

vi. elle étudie les rapports présentés par la Réunion des Signataires et le Conseil des Gouverneurs, concernant la mise en oeuvre de la politique générale, les activités et le programme à long terme d'INTELSAT et exprime ses vues sur ces rapports;

vii. elle exprime, sous forme de recommandations, en vertu des dispositions de l'article XIV de l'Accord, ses avis sur la mise en place, l'acquisition ou l'utilisation envisagée des installations de secteur spatial distinctes de celles du secteur spatial d'INTELSAT;

viii. elle adopte, en vertu des dispositions de l'alinéa « i » du paragraphe « b » de l'article XVI de l'Accord, les décisions concernant le retrait d'une Partie d'INTELSAT;



## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ix. elle adopte les décisions concernant les questions relatives aux relations officielles entre INTELSAT et les Etats, qu'ils soient ou non Parties, ou les organisations internationales;

x. elle examine les réclamations qui lui sont soumises par les Parties;

xi. elle choisit les experts juridiques mentionnés à l'article 3 de l'annexe C de l'Accord;

xii. elle adopte toute décision concernant la nomination du Directeur général conformément aux articles XI et XII de l'Accord;

xiii. elle adopte, conformément aux dispositions de l'article XII de l'Accord, la structure de l'organe exécutif;

xiv. elle exerce tout autre pouvoir relevant de la compétence de l'Assemblée des Parties conformément aux dispositions de l'Accord.

d. La première session ordinaire de l'Assemblée des Parties est convoquée par le Secrétaire général et a lieu dans l'année qui suit la date d'entrée en vigueur de l'Accord. Les sessions ordinaires doivent être organisées par la suite tous les deux ans. Toutefois, l'Assemblée des Parties peut en décider autrement d'une session à une autre.

e. i. En plus des sessions ordinaires prévues au paragraphe précédent, l'Assemblée des parties peut tenir des sessions extraordinaires convoquées, soit à la demande du Conseil des Gouverneurs, agissant en vertu des dispositions des articles XIV ou XVI de l'Accord, soit à la demande d'une ou plusieurs Parties sous réserve de l'acceptation d'au moins un tiers des Parties, y compris celles qui ont présenté la demande;

ii. les demandes de sessions extraordinaires doivent être motivées et adressées par écrit au Secrétaire général ou au Directeur général qui prend les mesures nécessaires pour que la session ait lieu dès que possible conformément aux dispositions du règlement intérieur de l'Assemblée des Parties applicables à la convocation de telles sessions.

f. Pour toute session de l'Assemblée des Parties, le *quorum* est constitué par les représentants d'une majorité des Parties. Chaque Partie dispose d'une voix. Toute décision sur une question de fond est adoptée par un vote affirmatif émis par au moins les deux tiers des Parties dont les représentants sont présents et votant. Toute décision sur une question de procédure est adoptée par un vote affirmatif émis à la majorité simple des Parties dont les représentants sont présents et votant. Tout différend sur le point de savoir si une question est de procédure ou de fond est réglé par un vote émis à la majorité simple des Parties dont les représentants sont présents et votant.

g. L'Assemblée des Parties adopte son règlement intérieur qui comprend notamment des dispositions concernant l'élection du président et des autres membres du bureau.

h. Chaque Partie fait face à ses propres frais de représentation lors des réunions de l'Assemblée des Parties. Les dépenses relatives aux réunions de l'Assemblée des Parties sont considérées comme faisant partie des dépenses administratives d'INTELSAT aux fins d'application de l'article 8 de l'Accord d'exploitation.

## ARTICLE VIII

*(Réunion des Signataires)*

a. La Réunion des Signataires est composée de tous les Signataires. Conformément aux dispositions des paragraphes « b » et « c » de l'article VI de l'Accord, la Réunion des Signataires prend dûment en considération les résolutions, recommandations et vues qui lui sont transmises par l'Assemblée des Parties ou le Conseil des Gouverneurs.

b. La Réunion des Signataires a les fonctions et pouvoirs suivants:

i. elle étudie le rapport et les états financiers annuels qui lui sont soumis par le Conseil des Gouverneurs et exprime à ce dernier ses vues à ce sujet;

ii. elle exprime ses vues et formule des recommandations sur les amendements proposés à l'Accord en vertu de l'article XVII ci-après; elle procède à une étude et arrête des décisions, conformément aux dispositions de l'article 22 de l'Accord d'exploitation, en tenant compte de toutes vues et recommandations exprimées par l'Assemblée des Parties ou le Conseil des Gouverneurs, sur les amendements proposés à l'Accord d'exploitation qui sont compatibles avec l'Accord;

iii. elle procède à une étude et exprime ses vues au sujet des rapports sur les programmes futurs, qui lui sont soumis par le Conseil des Gouverneurs, y compris au sujet des implications financières probables de ces programmes;

iv. elle procède à une étude et adopte toute décision au sujet des recommandations faites par le Conseil des Gouverneurs concernant l'élévation de la limite visée à l'article 5 de l'Accord d'exploitation;

v. elle établit, sur recommandation du Conseil des Gouverneurs et aux fins d'orientation de celui-ci, les règles générales concernant:

A. l'approbation des stations terriennes devant avoir accès au secteur spatial d'INTELSAT;

B. l'attribution de la capacité du secteur spatial d'INTELSAT;

C. l'établissement et le réajustement des taux de redevance d'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT sur une base non discriminatoire;

vi. elle prend toutes décisions, en vertu des dispositions de l'article XVI de l'Accord, concernant le retrait d'un Signataire d'INTELSAT;

vii. elle procède à un examen et exprime ses vues au sujet des réclamations soumises par les Signataires, directement ou par l'intermédiaire du Conseil des Gouverneurs, ainsi qu'au sujet de celles soumises, par l'intermédiaire du Conseil des Gouverneurs, par les usagers du secteur spatial d'INTELSAT qui ne sont pas Signataires;

viii. elle prépare, à l'intention de l'Assemblée des Parties ainsi que des Parties elles-mêmes, les rapports concernant la mise en oeuvre de la politique générale, les activités et le programme à long terme d'INTELSAT;

ix. elle prend toutes décisions concernant les autorisations visées à l'alinéa « ii » du paragraphe « b » de l'article III de l'Accord;

x. elle procède à une étude et exprime ses vues au sujet du rapport sur les dispositions définitives relatives à la gestion présenté par le Conseil

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

des Gouverneurs à l'Assemblée des Parties en vertu des dispositions du paragraphe « g » de l'article XII de l'Accord;

xi. elle procède annuellement à la détermination prévue à l'article IX de l'Accord aux fins de la représentation au sein du Conseil des Gouverneurs;

xii. elle exerce tous autres pouvoirs relevant de la compétence de la Réunion des Signataires en vertu du présent Accord et de l'Accord d'exploitation.

c. La première session ordinaire de la Réunion des Signataires est convoquée par le Secrétaire général à la demande du Conseil des Gouverneurs dans les neuf mois qui suivent l'entrée en vigueur de l'Accord. Une session ordinaire a lieu par la suite au cours de chaque année civile.

d. i. En plus des sessions ordinaires prévues au paragraphe précédent, la Réunion des Signataires peut tenir des sessions extraordinaires convoquées, soit à la demande du Conseil des Gouverneurs, soit à la demande d'un ou de plusieurs Signataires sous réserve de l'acceptation d'au moins un tiers des Signataires, y compris ceux qui ont présenté la demande;

ii. les demandes de sessions extraordinaires doivent être motivées et adressées par écrit au Secrétaire général ou au Directeur général qui prend les mesures nécessaires pour que la session ait lieu dès que possible, conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Réunion des Signataires applicables à la convocation de telles sessions. L'ordre du jour d'une telle session est limité aux questions pour lesquelles la Réunion des Signataires a été convoquée.

e. Pour toute session de la Réunion des Signataires, le *quorum* est constitué par les représentants d'une majorité des Signataires. Chaque Signataire dispose d'une voix. Toute décision sur une question de fond est adoptée par un vote affirmatif émis par au moins les deux tiers des Signataires dont les représentants sont présents et votant. Toute décision sur une question de procédure est adoptée par un vote affirmatif émis à la majorité simple des Signataires dont les représentants sont présents et votant. Tout différend sur le point de savoir si une question est de procédure ou de fond est réglé par un vote émis à la majorité simple des Signataires dont les représentants sont présents et votant.

f. La Réunion des Signataires adopte son règlement intérieur qui comprend notamment des dispositions concernant l'élection du président et des autres membres du bureau.

g. Chaque Signataire fait face à ses propres frais de représentation lors des réunions de la Réunion des Signataires. Les dépenses relatives aux réunions de la Réunion des Signataires sont considérées comme faisant partie des dépenses administratives d'INTELSAT aux fins d'application de l'article 8 de l'Accord d'exploitation.

## ARTICLE IX

(Conseil des Gouverneurs: composition et vote)

a. Le Conseil des Gouverneurs est composé:

i. d'un Gouverneur représentant chaque Signataire dont la part d'investissement n'est pas inférieure à la part minimale déterminée conformément au paragraphe « b » du présent article;

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ii. d'un Gouverneur représentant chaque groupe de deux Signataires ou plus qui ne sont pas représentés en vertu de l'alinéa précédent, dont le total des parts d'investissement n'est pas inférieur à la part minimale déterminée conformément au paragraphe « b » du présent article et qui ont convenu d'être ainsi représentés;

iii. d'un Gouverneur représentant chaque groupe comprenant au moins cinq Signataires qui ne sont pas représentés en vertu des alinéas « i » ou « ii » du présent paragraphe et qui font partie de l'une des régions définies lors de la Conférence plénipotentiaire de l'Union internationale des télécommunications réunie à Montreux en 1965, quel que soit le total des parts d'investissement détenues par les Signataires qui composent le groupe. Toutefois, le nombre de Gouverneurs appartenant à cette catégorie ne doit pas être supérieur à deux pour une région ou à cinq pour toutes les régions définies par l'Union.

b. i. Pendant la période séparant l'entrée en vigueur de l'Accord de la première session de la Réunion des Signataires, la part d'investissement minimale qui donne le droit à un Signataire ou à un groupe de Signataires d'être représenté au Conseil des Gouverneurs est égale à celle du Signataire qui occupe la treizième place sur la liste établie dans l'ordre décroissant des parts d'investissement initiales de tous les Signataires.

ii. Après la fin de la période visée à l'alinéa « i » du présent paragraphe, la Réunion des Signataires fixe annuellement la part d'investissement minimale qui permet à un Signataire ou à un groupe de Signataires d'être représenté au Conseil des Gouverneurs. A cet effet, la Réunion des Signataires s'efforce de maintenir à vingt environ le nombre des Gouverneurs, non compris ceux choisis conformément à l'alinéa « iii » du paragraphe « a » du présent article.

iii. Aux fins d'effectuer la détermination visée à l'alinéa « ii » du présent paragraphe, la Réunion des Signataires fixe la part d'investissement minimale conformément aux dispositions suivantes:

A. si le Conseil des Gouverneurs, au moment d'une telle détermination, comprend de vingt à vingt-deux Gouverneurs, la Réunion des Signataires fixe une part d'investissement minimale égale à celle que détient le Signataire qui, sur la liste en vigueur à ce moment, occupe la place qu'occupait, sur la liste en vigueur au moment de la détermination antérieure, le Signataire choisi à cette occasion;

B. si le Conseil des Gouverneurs, au moment d'une telle détermination, comprend plus de vingt-deux Gouverneurs, la Réunion des Signataires fixe une part d'investissement minimale égale à celle que détient le Signataire qui, sur la liste en vigueur à ce moment, occupe une place au-dessus de celle qu'occupait, sur la liste en vigueur au moment de la détermination antérieure, le Signataire choisi à cette occasion;

C. si le Conseil des Gouverneurs, au moment d'une telle détermination, comprend moins de vingt Gouverneurs, la Réunion des Signataires fixe une part d'investissement minimale égale à celle que détient le Signataire qui, sur la liste en vigueur à ce moment, occupe une place au-dessous de celle qu'occupait, sur la liste en vigueur au moment de la détermination antérieure, le Signataire choisi à cette occasion.

iv. Si l'application des dispositions des sous-alinéas « B » ou « C » de l'alinéa « iii » du présent paragraphe paraît conduire à un nombre de Gouverneurs respectivement inférieur à vingt ou supérieur à vingt-deux,

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

la Réunion des Signataires fixe une part d'investissement minimale de telle sorte que dans toute la mesure du possible, le nombre des Gouverneurs soit égal à vingt.

v. Pour l'application des dispositions des alinéas « iii » et « iv » du présent paragraphe, les Gouverneurs choisis conformément à l'alinéa « iii » du paragraphe « a » du présent article n'entrent pas en ligne de compte.

vi. Pour l'application des dispositions du présent paragraphe, les parts d'investissement déterminées périodiquement conformément à l'alinéa « ii » du paragraphe « c » de l'article 6 de l'Accord d'exploitation prennent effet à compter du premier jour de la session ordinaire de la Réunion des Signataires qui suit ladite détermination.

c. Dès qu'un Signataire ou un groupe de Signataires remplit les conditions en matière de représentation visées aux alinéas « i », « ii » ou « iii » du paragraphe « a » du présent article, il est en droit d'être représenté au sein du Conseil des Gouverneurs. En ce qui concerne tout groupe de Signataires visé à l'alinéa « iii » du paragraphe « a » du présent article, l'exercice de ce droit est sujet à réception par l'organe exécutif d'une demande écrite émanant dudit groupe, sous réserve que le nombre des groupes ainsi représentés au Conseil des Gouverneurs n'ait pas, au moment de la réception de la demande écrite, atteint les limites fixées à l'alinéa « iii » du paragraphe « a » du présent article. Si au moment de la réception d'une telle demande écrite, les limites fixées à l'alinéa « iii » du paragraphe « a » du présent article sont déjà atteintes au sein du Conseil des Gouverneurs, le groupe de Signataires peut présenter sa demande lors de la session ordinaire de la Réunion des Signataires qui suit afin que celle-ci se prononce conformément aux dispositions du paragraphe « d » du présent article.

d. A la demande d'un ou plusieurs groupes de Signataires visés à l'alinéa « iii » du paragraphe « a » du présent article, la Réunion des Signataires détermine annuellement ceux de ces groupes qui seront représentés au Conseil des Gouverneurs ou continueront à l'être. A cette fin, si plus de deux groupes proviennent de la même région, telle que définie par l'Union internationale des télécommunications ou plus de cinq groupes, de toutes les régions définies par ladite Union, la Réunion des Signataires choisit en premier lieu pour chaque région définie par l'Union internationale des télécommunications le groupe ayant le total de parts d'investissement le plus élevé duquel émane une demande écrite conformément au paragraphe « c » du présent article. Si le nombre de groupes ainsi obtenu est inférieur à cinq, d'autres groupes sont choisis dans l'ordre décroissant du total des parts d'investissement de chaque groupe, sans dépasser les limites fixées à l'alinéa « iii » du paragraphe « a » du présent article.

e. Afin d'assurer une continuité au sein du Conseil des Gouverneurs, chaque Signataire ou groupe de Signataires représenté en vertu des alinéas « i », « ii » et « iii » du paragraphe « a » du présent article continue à être représenté, soit individuellement, soit en tant que membre d'un tel groupe, jusqu'à la détermination qui suit, effectuée en vertu des paragraphes « b » ou « d » du présent article, sans tenir compte des changements qui peuvent intervenir dans sa part d'investissement ou dans celle dudit groupe du fait de tout réajustement des parts d'investissement. Toutefois, la représentation d'un groupe cesse au moment où le retrait d'un ou de plusieurs Signataires dudit groupe ne permet plus à ce dernier d'être représenté au Conseil des Gouverneurs en vertu des dispositions des alinéas « ii » ou « iii » du paragraphe « a » du présent article.

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

f. Sous réserve des dispositions du paragraphe « g » du présent article, chaque Gouverneur a une voix pondérée correspondant à la portion de la part d'investissement du Signataire ou du groupe de Signataires qu'il représente, calculée en fonction de l'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT à des fins de services des catégories suivantes:

- i. les services publics de télécommunications internationales;
- ii. les services publics de télécommunications nationales entre des régions séparées par des régions qui ne sont pas sous la juridiction de l'Etat intéressé ou entre des régions séparées par la haute mer;
- iii. les services publics de télécommunications nationales entre des régions qui ne sont reliées par aucune installation terrestre à bande large et qui sont séparées par des obstacles naturels d'un caractère si exceptionnel qu'ils excluent la création viable d'installations terrestres à bande large entre ces régions, à condition que la Réunion des Signataires ait donné préalablement l'autorisation appropriée prévue à l'alinéa « ii » du paragraphe « b » de l'article III de l'Accord.

g. Aux fins d'application du paragraphe « f » du présent article, les dispositions suivantes sont prises en considération:

- i. au cas où un Signataire bénéficie d'une réduction de sa part d'investissement conformément aux dispositions du paragraphe « d » de l'article 6 de l'Accord d'exploitation, la réduction s'applique proportionnellement à tous les types de son utilisation;
- ii. au cas où un Signataire bénéficie d'un accroissement de sa part d'investissement conformément aux dispositions du paragraphe « d » de l'article 6 de l'Accord d'exploitation, l'accroissement s'applique proportionnellement à tous les types de son utilisation;
- iii. au cas où un Signataire a une part d'investissement de 0,05 pour cent conformément aux dispositions du paragraphe « h » de l'article 6 de l'Accord d'exploitation en fait partie d'un groupe aux fins de représentation au Conseil des Gouverneurs conformément aux dispositions des alinéas « ii » ou « iii » du paragraphe « a » du présent article, sa part d'investissement est considérée comme étant calculée en fonction de l'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT pour des services dont les catégories sont énumérées au paragraphe « f » du présent article;
- iv. aucun Gouverneur ne peut utiliser plus de quarante pour cent du total des voix pondérées de tous les Signataires et groupes de Signataires représentés au Conseil des Gouverneurs. Dans la mesure où la voix pondérée d'un Gouverneur excède quarante pour cent dudit total, l'excédent est réparti de façon égale entre les autres membres du Conseil des Gouverneurs.

h. Aux fins de fixer la composition du Conseil des Gouverneurs et de calculer la pondération des voix des Gouverneurs, les parts d'investissement déterminées conformément à l'alinéa « ii » du paragraphe « c » de l'article 6 de l'Accord d'exploitation prennent effet à compter du premier jour de la session ordinaire de la Réunion des Signataires qui suit ladite détermination.

i. Pour toute réunion du Conseil des Gouverneurs, le *quorum* est constitué soit par la majorité des membres du Conseil des Gouverneurs si cette majorité dispose au moins des deux tiers du total des voix pondérées de tous les Signataires et groupes de Signataires représentés au Conseil

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

des Gouverneurs, soit par le nombre total des Gouverneurs moins trois, quel que soit le total des voix pondérées dont ces derniers disposent.

j. Le Conseil des Gouverneurs s'efforce de prendre ses décisions à l'unanimité. A défaut d'accord unanime, il décide:

i. sur toute question de fond, par un vote affirmatif émis soit par au moins quatre Gouverneurs disposant des deux tiers du total des voix pondérées de tous les Signataires et groupes de Signataires représentés au Conseil des Gouverneurs, en tenant compte de la répartition de l'excédent des voix pondérées visée à l'alinéa « iv » du paragraphe « g » du présent article, soit par un vote affirmatif émis par au moins le nombre total des Gouverneurs moins trois, quel que soit le total des voix pondérées dont ils disposent;

ii. sur toute question de procédure, par un vote affirmatif émis à la majorité simple des Gouverneurs présents et votant, chacun disposant d'une voix.

k. Tout différend sur le point de savoir si une question est de procédure ou de fond fait l'objet d'une décision du président du Conseil des Gouverneurs. Une telle décision peut être rejetée par la majorité des deux tiers des Gouverneurs présents et votant, chacun disposant d'une voix.

l. Le Conseil des Gouverneurs peut, s'il le juge utile, créer des commissions consultatives pour l'aider à remplir ses fonctions.

m. Le Conseil des Gouverneurs adopte son règlement intérieur qui prévoit le mode d'élection du président et de tous les autres membres du bureau. Nonobstant les dispositions du paragraphe « j » du présent article, ledit règlement peut prévoir toute procédure de vote que le Conseil des Gouverneurs juge appropriée pour l'élection des membres de son bureau.

n. La première réunion du Conseil des Gouverneurs est convoquée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Annexe à l'Accord d'exploitation. Le Conseil des Gouverneurs se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire, mais au moins quatre fois par an.

## ARTICLE X

*(Conseil des Gouverneurs: fonctions)*

a. Le Conseil des Gouverneurs est chargé de la conception, de la mise au point, de la construction, de la mise en place, de l'exploitation et de l'entretien du secteur spatial d'INTELSAT et, conformément au présent Accord, à l'Accord d'exploitation et à toute décision éventuellement prise à cet égard par l'Assemblée des Parties en vertu de l'article VII de l'Accord, de mener à bien toutes autres activités entreprises par INTELSAT. Afin d'assumer ces responsabilités, le Conseil des Gouverneurs a les pouvoirs et les fonctions relevant de sa compétence en vertu du présent Accord et de l'Accord d'exploitation, y compris les suivants:

i. il adopte les lignes directrices, les plans et les programmes relatifs à la conception, la mise au point, la construction, la mise en place, l'exploitation et l'entretien du secteur spatial d'INTELSAT et relatifs, le cas échéant, à toute autre activité qu'INTELSAT est autorisée à entreprendre;

ii. il adopte les procédures, règles et modalités concernant la pas-sation des marchés conformément aux dispositions de l'article XIII de l'Accord, et approuve les marchés;

iii. il adopte, en matière financière, les lignes directrices et les états annuels et approuve les budgets;

iv. il adopte les principes généraux et les procédures relatifs à l'acquisition, la protection et la diffusion des droits relatifs aux inventions et renseignements techniques, conformément aux dispositions de l'article 17 de l'Accord d'exploitation;

v. il formule des recommandations destinées à la Réunion des Signa-taires en ce qui concerne l'établissement des règles générales visées à l'alinéa « v » du paragraphe « b » de l'article VIII de l'Accord;

vi. il adopte des critères et des procédures, conformément aux règles générales qui peuvent être établies par la Réunion des Signataires, pour l'approbation des stations terriennes devant avoir accès au secteur spatial d'INTELSAT, pour la vérification et le contrôle des caractéristiques de fonctionnement des stations terriennes qui ont accès à ce secteur et pour la coordination de l'accès au secteur spatial d'INTELSAT et de l'utilisa-tion de ce secteur en ce qui concerne lesdites stations terriennes;

vii. il adopte les conditions régissant l'attribution de la capacité du secteur spatial d'INTELSAT conformément aux règles générales qui peu-vent être établies par la Réunion des Signataires;

viii. il fixe périodiquement les taux de redevance d'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT conformément aux règles générales qui peu-vent être établies par la Réunion des Signataires;

ix. il adopte toute mesure appropriée, en vertu des dispositions de l'article 5 de l'Accord d'exploitation, en ce qui concerne le relèvement de la limite visée audit article;

x. il dirige des négociations avec la Partie sur le territoire de laquelle le siège d'INTELSAT est situé, en vue de la conclusion d'un Accord de siège comportant les privilèges, exemptions et immunités visés au para-graphe « c » de l'article XV de l'Accord et présente ledit Accord aux fins de décision à l'Assemblée des Parties;

xi. il approuve les stations terriennes non normalisées devant avoir accès au secteur spatial d'INTELSAT, conformément aux règles générales que la Réunion des Signataires peut établir;

xii. il détermine les conditions d'accès au secteur spatial d'INTEL-SAT des organismes de télécommunications qui ne sont pas placés sous la juridiction d'une Partie, conformément aux règles générales établies par la Réunion des Signataires en application des dispositions de l'ali-néa « v » du paragraphe « b » de l'article VIII de l'Accord et conformément aux dispositions du paragraphe « d » de l'article V de l'Accord;

xiii. il prend des décisions en matière de conclusion d'accords por-tant sur des découverts et en matière d'émission d'emprunts conformé-ment aux dispositions de l'article 10 de l'Accord d'exploitation;

xiv. il soumet à la Réunion des Signataires un rapport annuel sur les activités d'INTELSAT ainsi que des états financiers annuels;



## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

xv. il soumet à la Réunion des Signataires des rapports sur les programmes futurs, y compris les implications financières probables de ces derniers;

xvi. il soumet à la Réunion des Signataires des rapports et des recommandations sur toute autre question qu'il estime devoir être examinée par la Réunion des Signataires;

xvii. il fournit tout renseignement demandé par toute Partie ou tout Signataire pour permettre à ladite Partie ou audit Signataire de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord ou de l'Accord d'exploitation;

xviii. il nomme et révoque le Secrétaire général en vertu de l'article XII et le Directeur général en vertu des articles VII, XI et XII de l'Accord;

xix. il désigne un haut fonctionnaire de l'organe exécutif pour assumer, selon le cas, les fonctions de Secrétaire général par intérim, conformément aux dispositions de l'alinéa « i » du paragraphe « d » de l'article XII ou de Directeur général par intérim, conformément aux dispositions de l'alinéa « i » du paragraphe « d » de l'article XI de l'Accord;

xx. il détermine les effectifs, le statut et les conditions d'emploi de tout le personnel de l'organe exécutif sur recommandation du Secrétaire général ou du Directeur général;

xxi. il approuve la nomination par le Secrétaire général ou le Directeur général des hauts fonctionnaires qui relèvent directement de son autorité;

xxii. il suit la passation des contrats visés à l'alinéa « ii » du paragraphe « c » de l'article XI de l'Accord;

xxiii. il fixe les règles intérieures générales et prend des décisions, cas par cas, sur la notification à l'Union internationale des télécommunications, conformément aux règles de procédure de celle-ci, des fréquences qui doivent être utilisées pour le secteur spatial d'INTELSAT;

xxiv. il exprime à la Réunion des Signataires l'avis visé à l'alinéa « ii » du paragraphe « b » de l'article III de l'Accord;

xxv. il fait part, conformément aux dispositions du paragraphe « c » de l'article XIV de l'Accord, de ses vues, sous forme de recommandations et exprime son avis à l'Assemblée des Parties, conformément aux paragraphes « d » ou « e » du même article, sur les projets de mise en place, d'acquisition ou d'utilisation d'installations de secteur spatial distinctes de celles du secteur spatial d'INTELSAT;

xxvi. il adopte les mesures prévues à l'article XVI de l'Accord et à l'article 21 de l'Accord d'exploitation en cas de retrait d'un Signataire d'INTELSAT;

xxvii. il exprime ses vues et fait des recommandations au sujet des propositions d'amendements à l'Accord conformément au paragraphe « b » de l'article XVII de l'Accord; il propose des amendements à l'Accord d'exploitation conformément au paragraphe « a » de l'article 22 de l'Accord d'exploitation, exprime ses vues et fait des recommandations au sujet des propositions d'amendements à l'Accord d'exploitation conformément au paragraphe « b » de l'article 22 de celui-ci.

b. Conformément aux dispositions des paragraphes « b » et « c » de l'article VI de l'Accord, le Conseil des Gouverneurs:

i. tient dûment compte des résolutions, des recommandations, et des vues qui lui sont transmises par l'Assemblée des Parties ou par la Réunion des Signataires;

ii. informe, dans ses rapports à ces organes, l'Assemblée des Parties et la Réunion des Signataires sur les mesures ou décisions prises au sujet de ces résolutions, recommandations et vues en exposant les motifs de ces mesures ou décisions.

#### ARTICLE XI

(*Directeur général*)

a. L'organe exécutif est dirigé par le Directeur général et sa structure est mise en place six ans au plus tard après l'entrée en vigueur de l'Accord.

b. i. Le Directeur général est le fonctionnaire de rang le plus élevé du personnel et le représentant légal d'INTELSAT; il est directement responsable devant le Conseil des Gouverneurs de l'exécution de toutes les fonctions de gestion;

ii. le Directeur général agit conformément aux principes directeurs et aux instructions du Conseil des Gouverneurs;

iii. le Directeur général est nommé par le Conseil des Gouverneurs, sous réserve de la confirmation de l'Assemblée des Parties. Il peut être relevé de ses fonctions par décision motivée du Conseil des Gouverneurs agissant de sa propre autorité;

iv. les considérations principales qui doivent entrer en ligne de compte pour la nomination du Directeur général et le recrutement des autres membres du personnel de l'organe exécutif doivent être de nature à assurer les normes les plus élevées d'intégrité, de compétence et d'efficacité. Le Directeur général et les autres membres du personnel de l'organe exécutif doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leurs responsabilités envers INTELSAT.

c. i. Les dispositions définitives relatives à la gestion doivent être compatibles avec les buts et les objectifs fondamentaux d'INTELSAT, ainsi qu'avec son caractère international et l'obligation qui lui incombe de fournir, sur une base commerciale, des services de télécommunications de haute qualité et de grande fiabilité;

ii. le Directeur général confie par contrat, pour le compte d'INTELSAT, à un ou plusieurs organismes compétents, des fonctions techniques et d'exploitation, dans toute la mesure du possible en tenant compte des coûts et de façon compatible avec les normes de compétence, de rendement et d'efficacité. Ces organismes peuvent être de diverses nationalités ou avoir la forme d'une société internationale appartenant à INTELSAT et placée sous son contrôle. Ces contrats sont négociés, conclus et gérés par le Directeur général.

d. i. Le Conseil des Gouverneurs désigne un haut fonctionnaire de l'organe exécutif pour assumer les fonctions de Directeur général par intérim lorsque le Directeur général est absent, empêché de remplir ses fonctions ou lorsque son poste devient vacant. Le Directeur général par intérim

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

détient les compétences attribuées au Directeur général en vertu du présent Accord et de l'Accord d'exploitation. En cas de vacance, le Directeur général par intérim assume ses fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions d'un Directeur général nommé et confirmé, dans les meilleurs délais, conformément à l'alinéa « iii » du paragraphe « b » du présent article;

ii. le Directeur général peut accorder à d'autres fonctionnaires de l'organe exécutif les délégations de pouvoirs nécessaires pour répondre aux exigences du moment.

## ARTICLE XII

*(Gestion pendant la période transitoire et Secrétaire général)*

a. Dès l'entrée en vigueur de l'Accord, le Conseil des Gouverneurs adopte, en priorité, les mesures suivantes:

i. il nomme le Secrétaire général et autorise le recrutement du personnel nécessaire pour le seconder;

ii. il prépare le contrat relatif aux services de gestion visé au paragraphe « e » du présent article;

iii. il fait entreprendre l'étude concernant les dispositions définitives relatives à la gestion, visée au paragraphe « f » du présent article.

b. Le Secrétaire général est le représentant légal d'INTELSAT jusqu'à ce que le premier Directeur général assume ses fonctions. Conformément aux principes directeurs et aux instructions du Conseil des Gouverneurs, le Secrétaire général a la responsabilité de tous les services de gestion à l'exception de ceux qui sont prévus par le contrat relatif aux services de gestion, conclu en application du paragraphe « e » du présent article, y compris ceux mentionnés à l'Annexe A de l'Accord. Le Secrétaire général tient le Conseil des Gouverneurs pleinement au courant de l'exécution des services de gestion par le contractant conformément à son contrat. Dans toute la mesure du possible, le Secrétaire général doit être présent ou représenté, sans toutefois y participer, aux négociations des contrats importants, conduites pour le compte d'INTELSAT par le contractant chargé des services de gestion. A cette fin, le Conseil des Gouverneurs peut autoriser le recrutement par l'organe exécutif d'un personnel limité qualifié, sur le plan technique, pour seconder le Secrétaire général. Le Secrétaire général ne doit pas s'interposer entre le Conseil des Gouverneurs et le contractant chargé des services de gestion ni exercer de contrôle sur ledit contractant.

c. Les considérations principales qui doivent entrer en ligne de compte pour la nomination du Secrétaire général et le recrutement des autres membres du personnel de l'organe exécutif doivent être de nature à assurer les normes les plus élevées d'intégrité, de compétence et d'efficacité. Le Secrétaire général et les autres membres du personnel de l'organe exécutif doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leurs responsabilités envers INTELSAT. Le Secrétaire général peut être, par décision motivée, relevé de ses fonctions par le Conseil des Gouverneurs. Le poste de Secrétaire général est supprimé lors de l'entrée en fonctions du premier Directeur général.

d. i. Le Conseil des Gouverneurs désigne un haut fonctionnaire de l'organe exécutif pour assumer les fonctions de Secrétaire général par intérim lorsque le Secrétaire général est absent, empêché de remplir ses

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

fonctions ou lorsque son poste devient vacant. Le Secrétaire général par intérim détient les compétences attribuées au Secrétaire général en vertu du présent Accord et de l'Accord d'exploitation. En cas de vacance, le Secrétaire général par intérim assume ses fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions d'un Secrétaire général nommé par le Conseil des Gouverneurs dans les meilleurs délais;

ii. le Secrétaire général peut accorder à d'autre fonctionnaires de l'organe exécutif les délégations de pouvoirs nécessaires pour répondre aux exigences du moment.

e. Le contrat, visé à l'alinéa « ii » du paragraphe « a » du présent article, est conclu entre la « Communications Satellite Corporation », dénommée dans le présent Accord le contractant chargé des services de gestion, et INTELSAT; il porte sur l'exécution, pendant une période se terminant à la fin de la sixième année qui suit la date d'entrée en vigueur de l'Accord, de services de gestion technique et d'exploitation pour le compte d'INTELSAT, ainsi que prévu à l'Annexe B de l'Accord et conformément aux directives énoncées dans ladite Annexe. Ledit contrat contient des dispositions en vertu desquelles le contractant chargé des services de gestion:

i. agit conformément aux principes directeurs et aux instructions pertinentes du Conseil des Gouverneurs;

ii. est responsable devant le Conseil des Gouverneurs jusqu'à ce que le premier Directeur général entre en fonctions et, ultérieurement, par l'intermédiaire du Directeur général;

iii. fournit au Secrétaire général tous les renseignements nécessaires pour permettre à celui-ci de tenir le Conseil des Gouverneurs au courant de l'exécution des services de gestion par le contractant et pour permettre au Secrétaire général d'être présent ou représenté, sans toutefois y participer, aux négociations de contrats importants, conduites pour le compte d'INTELSAT par le contractant chargé des services de gestion.

Le contractant chargé des services de gestion négocie, attribue, amende et gère les contrats pour le compte d'INTELSAT dans le domaine de ses responsabilités conformément aux dispositions du contrat relatif aux services de gestion ou à des autorisations accordées par le Conseil des Gouverneurs. En vertu du pouvoir conféré par le contrat relatif aux services de gestion, ou sur autorisation du Conseil des Gouverneurs, le contractant chargé des services de gestion signe des contrats pour le compte d'INTELSAT dans le domaine de ses responsabilités. Tous autres contrats sont signés par le Secrétaire général.

f. L'étude visée à l'alinéa « iii » du paragraphe « a » du présent article est entreprise dès que possible et, en tout cas, au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent Accord. Elle est effectuée par le Conseil des Gouverneurs et a pour but de fournir les renseignements nécessaires à l'établissement de dispositions définitives relatives à la gestion de nature à assurer le meilleur rendement et la plus grande efficacité et compatibles avec les dispositions de l'article XI de l'Accord. L'étude doit notamment tenir dûment compte:

i. des principes énoncés à l'alinéa « i » du paragraphe « c » de l'article XI et des lignes de conduite formulées à l'alinéa « ii » du paragraphe « c » de l'article XI de l'Accord;

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ii. de l'expérience acquise pendant la période d'application, d'une part, de l'Accord provisoire et, d'autre part, des dispositions relatives à la gestion pendant la période transitoire prévues au présent article;

iii. de l'organisation et des procédures adoptées par les organismes de télécommunications dans le monde en ce qui concerne particulièrement l'application des principes directeurs à la gestion ainsi que l'efficacité de la gestion;

iv. de renseignements analogues à ceux visés à l'alinéa précédent, sur les entreprises multinationales visant à mettre en oeuvre des techniques perfectionnées;

v. des rapports d'au moins trois experts-conseils en gestion, choisis dans différentes régions du monde.

g. Quatre ans au plus tard après l'entrée en vigueur de l'Accord, le Conseil des Gouverneurs soumet à l'Assemblée des Parties un rapport complet et détaillé qui présente les résultats de l'étude visée à l'alinéa « iii » du paragraphe « a » du présent article et dans lequel figurent les recommandations du Conseil des Gouverneurs concernant la structure de l'organe exécutif. Il transmet également les exemplaires de ce rapport, dès sa parution, à la Réunion des Signataires ainsi qu'à toutes les Parties et à tous les Signataires.

h. Cinq ans au plus tard après l'entrée en vigueur de l'Accord, l'Assemblée des Parties, après avoir examiné le rapport du Conseil des Gouverneurs visé au paragraphe « g » du présent article et pris connaissance de toutes vues exprimées par la Réunion des Signataires au sujet dudit rapport, adopte la structure de l'organe exécutif, laquelle doit être compatible avec les dispositions de l'article XI de l'Accord.

i. Le Directeur général entre en fonctions à celle des deux échéances suivantes qui survient la première, soit un an avant l'expiration du contrat de services de gestion visé à l'alinéa « ii » du paragraphe « a » du présent article, soit le 31 décembre 1976. Le Conseil des Gouverneurs nomme le Directeur général et l'Assemblée des Parties confirme ladite nomination en temps voulu pour que le Directeur général entre en fonctions conformément au présent paragraphe. Dès son entrée en fonctions, le Directeur général est responsable de tous les services de gestion, y compris l'exécution des fonctions qui étaient exercées jusqu'à cette date par le Secrétaire général, et du contrôle des services exécutés par le contractant chargé des services de gestion.

j. Le Directeur général, agissant en vertu des principes directeurs et des instructions pertinentes du Conseil des Gouverneurs, prend toute mesure nécessaire pour assurer la mise en application intégrale des dispositions définitives relatives à la gestion au plus tard à la fin de la sixième année qui suit la date d'entrée en vigueur de l'Accord.

## ARTICLE XIII

*(Passation des marchés)*

a. Sous réserve des dispositions du présent article, les biens et les prestations de services nécessaires à INTELSAT sont obtenus par attribution de contrats, à la suite d'appels d'offres internationaux publics, aux

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

soumissionnaires qui offrent la meilleure conjugaison de qualité, de prix et de délais de livraison optimaux. Les services visés au présent article sont ceux assurés par des personnes morales.

b. S'il existe plus d'une offre répondant auxdites conditions, le contrat est attribué de manière à encourager, conformément aux intérêts d'INTELSAT, une concurrence à l'échelle mondiale.

c. Il peut y avoir dispense de recourir à la procédure des appels d'offres internationaux publics dans les cas expressément visés à l'article 16 de l'Accord d'exploitation.

## ARTICLE XIV

*(Droits et obligations des membres)*

a. Les Parties et les Signataires exercent leurs droits et exécutent leurs obligations découlant de l'Accord d'une manière propre à respecter pleinement et à promouvoir les principes énoncés dans le Préambule et les dispositions de l'Accord.

b. Toutes les Parties et tous les Signataires doivent être autorisés à assister et à participer à toutes les conférences et réunions auxquelles ils sont en droit d'être représentés conformément aux dispositions du présent Accord et de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à toute autre réunion organisée par INTELSAT ou tenue sous ses auspices, conformément aux dispositions prises par INTELSAT pour ces réunions, indépendamment du lieu où elles se tiennent. L'organe exécutif veille à ce que les dispositions arrêtées avec la Partie ou le Signataire invitant pour chaque conférence ou réunion comportent une clause relative à l'admission dans le pays invitant et au séjour pour la durée de ladite conférence ou de ladite réunion des représentants de toutes les Parties et de tous les Signataires en droit d'y assister.

c. Dans la mesure où toute Partie, tout Signataire ou toute personne relevant de la juridiction d'une Partie se propose de mettre en place, d'acquérir ou d'utiliser des installations de secteur spatial distinctes de celles du secteur spatial d'INTELSAT pour répondre à ses besoins en matière de services publics de télécommunications nationales, la Partie ou le Signataire intéressé consulte avant la mise en place, l'acquisition ou l'utilisation de telles installations, le Conseil des Gouverneurs qui fait part, sous forme de recommandations, de ses vues quant à la compatibilité technique desdites installations et de leur exploitation avec l'utilisation par INTELSAT du spectre des fréquences radio-électriques et de l'espace orbital pour son secteur spatial existant ou planifié.

d. Dans la mesure où toute Partie, tout Signataire ou toute personne relevant de la juridiction d'une Partie se propose individuellement ou conjointement de mettre en place, d'acquérir ou d'utiliser des installations de secteur spatial distinctes de celles du secteur spatial d'INTELSAT pour répondre à ses besoins en matière de services publics de télécommunications internationales, la Partie ou le Signataire intéressé doit, avant la mise en place, l'acquisition ou l'utilisation de telles installations, fournir tous renseignements pertinents à l'Assemblée des Parties et la consulter, par l'intermédiaire du Conseil des Gouverneurs, afin d'assurer la compatibilité technique desdites installations et de leur exploitation avec l'utilisation par INTELSAT du spectre des fréquences radio-électriques et de

l'espace orbital pour son secteur spatial, existant ou planifié, ainsi que d'éviter tout préjudice économique considérable au système mondial d'INTELSAT. Après une telle consultation, l'Assemblée des Parties, tenant compte de l'avis du Conseil des Gouverneurs, fait part, sous forme de recommandations, de ses vues quant aux considérations énoncées dans le présent paragraphe ainsi qu'à l'assurance que la fourniture ou l'utilisation desdites installations ne pourra compromettre l'établissement de liaisons directes de télécommunications entre tous les participants par le secteur spatial d'INTELSAT.

e. Dans la mesure où toute Partie, tout Signataire ou toute personne relevant de la juridiction d'une Partie se propose de mettre en place, d'acquérir ou d'utiliser des installations de secteur spatial distinctes de celles du secteur spatial d'INTELSAT pour répondre à ses besoins en matière de services de télécommunications spécialisées, nationales ou internationales, la Partie ou le Signataire intéressé doit, avant la mise en place, l'acquisition ou l'utilisation de telles installations, fournir tous renseignements pertinents à l'Assemblée des Parties par l'intermédiaire du Conseil des Gouverneurs. L'Assemblée des Parties, tenant compte de l'avis de ce dernier, fait part, sous forme de recommandations, de ses vues quant à la compatibilité technique desdites installations et de leur exploitation avec l'utilisation par INTELSAT du spectre des fréquences radio-électriques et de l'espace orbital pour son secteur spatial existant ou planifié.

f. Les recommandations de l'Assemblée des Parties ou du Conseil des Gouverneurs, visées au présent article, sont formulées dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle la procédure prévue aux paragraphes précédents a été engagée. L'Assemblée des Parties peut être convoquée en session extraordinaire à cette fin.

g. L'Accord ne s'applique pas à la mise en place, à l'acquisition ou à l'utilisation, uniquement à des fins de sécurité nationale, d'installations de secteur spatial distinctes de celles du secteur spatial d'INTELSAT.

#### ARTICLE XV

##### *(Siège d'INTELSAT, privilèges, exemptions et immunités)*

a. Le siège d'INTELSAT est situé à Washington.

b. Dans le cadre des activités autorisées par l'Accord, INTELSAT et ses biens sont exonérés, par tous les Etats parties à l'Accord, de tout impôt national sur le revenu et impôt direct national sur les biens et de tous droits de douane sur les satellites de télécommunications ainsi que sur les éléments et les pièces desdits satellites qui doivent être lancés en vue de leur utilisation dans le système mondial. Chaque Partie s'engage à agir au mieux pour faire accorder, conformément à la procédure nationale applicable, toutes autres exonérations d'impôts sur les revenus et sur les biens jugées souhaitables en gardant présent à l'esprit le caractère spécifique d'INTELSAT.

c. Toute Partie autre que la Partie sur le territoire de laquelle est situé la siège d'INTELSAT ou, suivant le cas, la Partie sur le territoire de laquelle est situé la siège d'INTELSAT, accorde, conformément au Protocole ou à l'Accord de siège visés au présent paragraphe, les privilèges, exemptions et immunités nécessaires à INTELSAT, à ses hauts fonctionnaires, aux autres catégories de son personnel spécifiées audit Protocole et audit Accord de siège, aux Parties et aux représentants de Parties, aux

Signataires et aux représentants de Signataires ainsi qu'aux personnes participant aux procédures d'arbitrage. En particulier, toute Partie accorde aux personnes visées ci-dessus dans la mesure et dans les cas qui seront prévus par l'Accord de siège et le Protocole visés au présent paragraphe, l'immunité de juridiction pour les actes accomplis, les écrits ou les propos émis dans l'exercice de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions. La Partie sur le territoire de laquelle est situé le siège d'INTELSAT doit, dès que possible, conclure un Accord de siège avec INTELSAT portant sur les privilèges, exemptions et immunités. Ledit Accord comportera une disposition exonérant de tout impôt national sur le revenu les sommes versées par INTELSAT, dans le territoire de ladite Partie, aux Signataires, agissant en cette qualité, à l'exception du Signataire désigné par la Partie sur le territoire de laquelle le siège est situé. Les autres Parties doivent également, dès que possible, conclure un Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités. L'Accord de siège et le Protocole sont indépendants de l'Accord et chacun d'eux prévoit les conditions selon lesquelles il prend fin.

#### ARTICLE XVI

##### *(Retrait)*

a. i. Toute Partie ou tout Signataire peut se retirer volontairement d'INTELSAT. La Partie qui se retire notifie par écrit sa décision au Dépôttaire. La décision de retrait d'un Signataire est notifiée par écrit à l'organe exécutif par la Partie qui l'a désigné et ladite notification emporte acceptation par la Partie de ladite notification de la décision de retrait.

ii. Le retrait volontaire, notifié conformément aux dispositions de l'alinéa ci-dessus, prend effet, et le présent Accord ainsi que l'Accord d'exploitation cessent d'être en vigueur à l'égard de la Partie ou du Signataire qui se retire, trois mois après la date de réception de la notification, ou, si la notification le spécifie, à la date de la détermination des parts d'investissement qui suit l'expiration desdits trois mois, conformément aux dispositions de l'alinéa « ii » du paragraphe « c » de l'article 6 de l'Accord d'exploitation.

b. i. Si une Partie paraît avoir manqué à l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes de l'Accord, l'Assemblée des Parties, après avoir reçu une notification à cet effet ou agissant de sa propre initiative et après avoir examiné toute observation présentée par ladite Partie, peut décider, si elle constate qu'il y a eu manquement à une obligation, que la Partie est réputée s'être retirée d'INTELSAT. A partir de la date d'une telle décision, l'Accord cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie. L'Assemblée des Parties peut être convoquée en session extraordinaire à cette fin.

ii. Si un Signataire, agissant en cette qualité, paraît avoir manqué à l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes du présent Accord ou de l'Accord d'exploitation, autres que les obligations imposées par le paragraphe « a » de l'article 4 de l'Accord d'exploitation, et s'il n'a pas remédié audit manquement dans les trois mois qui suivent la notification écrite qui lui est faite par l'organe exécutif d'une résolution du Conseil des Gouverneurs prenant note dudit manquement, le Conseil des Gouverneurs peut, après examen des observations présentées par le Signataire ou la Partie qui l'a désigné, suspendre les droits du Signataire



défaillant et peut recommander à la Réunion des Signataires de décider qu'il est réputé s'être retiré d'INTELSAT. Si la Réunion des Signataires, après examen des observations présentées par le Signataire ou la Partie qui l'a désigné, approuve la recommandation du Conseil des Gouverneurs, le retrait du Signataire prend effet à la date de l'approbation et le présent Accord ainsi que l'Accord d'exploitation cessent d'être en vigueur à l'égard du Signataire à partir de cette date.

c. Si un Signataire s'abstient de payer toute somme dont il est redevable, conformément au paragraphe « a » de l'article 4 de l'Accord d'exploitation, dans les trois mois qui suivent l'échéance, les droits du Signataire en vertu du présent Accord et de l'Accord d'exploitation sont de ce fait suspendus. Si, dans les trois mois qui suivent la suspension, le Signataire n'a pas versé toutes les sommes dues ou si la Partie qui a désigné le Signataire n'a pas effectué une substitution conformément au paragraphe « f » du présent article, le Conseil des Gouverneurs, après examen de toute observation présentée par le Signataire ou par la Partie qui l'a désigné, peut recommander à la Réunion des Signataires de décider que le Signataire est réputé s'être retiré d'INTELSAT. La Réunion des Signataires, après examen des observations présentées par le Signataire, peut décider qu'il est réputé s'être retiré d'INTELSAT et, à la date de la décision, le présent Accord et l'Accord d'exploitation cessent d'être en vigueur à l'égard du Signataire.

d. Le retrait d'une Partie, agissant en cette qualité, entraîne le retrait simultané du Signataire désigné par la Partie, ou de la Partie en sa qualité de Signataire, selon le cas, et le présent Accord ainsi que l'Accord d'exploitation cessent d'être en vigueur à l'égard du Signataire à la date où l'Accord cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie qui l'a désigné.

e. Dans tout cas de retrait d'un Signataire d'INTELSAT, la Partie qui a désigné le Signataire assume la qualité de Signataire ou désigne un nouveau Signataire dont la désignation prend effet à la date du retrait, ou se retire d'INTELSAT.

f. Si, pour quelque raison que ce soit, une Partie désire se substituer au Signataire qu'elle a désigné, ou désigner un nouveau Signataire, elle doit notifier par écrit sa décision au Dépositaire; le présent Accord et l'Accord d'exploitation entrent en vigueur à l'égard du nouveau Signataire et cessent de l'être à l'égard du Signataire précédent dès que le nouveau Signataire assume toutes les obligations non satisfaites du Signataire précédent et signe l'Accord d'exploitation.

g. Dès la réception par le Dépositaire ou l'organe exécutif, selon le cas, de la notification d'une décision de retrait conformément aux dispositions de l'alinéa « i » du paragraphe « a » du présent article, la Partie qui la notifie et le Signataire qu'elle a désigné, ou le Signataire pour le compte duquel la notification est donnée, selon le cas, cessent d'avoir tout droit de représentation et de vote au sein des organes d'INTELSAT, quels qu'ils soient, et ils n'acquièrent aucune obligation ou responsabilité après la réception de la notification, sous réserve de l'obligation pour le Signataire, à moins que le Conseil des Gouverneurs n'en décide autrement conformément aux dispositions du paragraphe « d » de l'article 21 de l'Accord d'exploitation, de verser sa part des contributions en capital nécessaires pour faire face à la fois aux engagements contractuels expressément autorisés avant la réception de la notification et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé ladite réception.

h. Pendant la période de suspensions des droits d'un Signataire en vertu de l'alinéa « ii » du paragraphe « b » ou du paragraphe « c » du présent article, le Signataire continue d'assumer toute obligation et responsabilité d'un Signataire découlant du présent Accord et de l'Accord d'exploitation.

i. Si la Réunion des Signataires décide, en vertu de l'alinéa « ii » du paragraphe « b » ou du paragraphe « c » du présent article, de ne pas approuver la recommandation du Conseil des Gouverneurs selon laquelle le Signataire est réputé s'être retiré d'INTELSAT, la suspension est levée dès la date de cette décision et le Signataire bénéficie aussitôt de tous les droits prévus au présent Accord et à l'Accord d'exploitation, sous réserve que lorsqu'un Signataire est suspendu conformément aux dispositions du paragraphe « c » du présent article, la suspension n'est levée que lorsque le Signataire a versé les sommes dont il est redevable en vertu des dispositions du paragraphe « a » de l'article 4 de l'Accord d'exploitation.

j. Si la Réunion des Signataires approuve la recommandation du Conseil des Gouverneurs visée à l'alinéa « ii » du paragraphe « b » ou au paragraphe « c » du présent article selon laquelle un Signataire est réputé s'être retiré d'INTELSAT, le Signataire n'assume aucune obligation ou responsabilité après ladite approbation, sous réserve de l'obligation qui revient au Signataire, à moins que le Conseil des Gouverneurs n'en décide autrement conformément aux dispositions du paragraphe « d » de l'article 21 de l'Accord d'exploitation, de verser sa part des contributions en capital nécessaires pour faire face à la fois aux engagements contractuels expressément autorisés avant ladite approbation et aux responsabilités, découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé celle-ci.

k. Si l'Assemblée des Parties décide, en vertu de l'alinéa « i » du paragraphe « b » du présent article, qu'une Partie est réputée s'être retirée d'INTELSAT, la Partie, en sa qualité de Signataire ou le Signataire qu'elle a désigné, selon le cas, n'assume aucune obligation ou responsabilité après la décision, sous réserve de l'obligation pour la Partie, en sa qualité de Signataire ou pour le Signataire qu'elle a désigné, selon le cas, de verser, à moins que le Conseil des Gouverneurs n'en décide autrement conformément aux dispositions du paragraphe « d » de l'article 21 de l'Accord d'exploitation, sa part des contributions en capital nécessaires pour faire face à la fois aux engagements contractuels expressément autorisés avant ladite décision et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé celle-ci.

l. Tout règlement financier entre INTELSAT et un Signataire à l'égard duquel le présent Accord et l'Accord d'exploitation ont cessé d'être en vigueur, sauf dans le cas d'une substitution conformément aux dispositions du paragraphe « f » du présent article, doit être effectué conformément aux dispositions stipulées à l'article 21 de l'Accord d'exploitation.

m. i. La notification de la décision de retrait d'une Partie en vertu des dispositions de l'alinéa « i » du paragraphe « a » du présent article est transmise par le Dépositaire à toutes les Parties et à l'organe exécutif, lequel la transmet à tous les Signataires.

ii. Si l'Assemblée des Parties décide qu'une Partie est réputée s'être retirée d'INTELSAT conformément aux dispositions de l'alinéa « i » du paragraphe « b » du présent article, l'organe exécutif en avise tous les Signataires et le Dépositaire, lequel transmet la notification à toutes les Parties.

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

iii. La notification de la décision d'un Signataire de se retirer conformément aux dispositions de l'alinéa « i » du paragraphe « a » du présent article, ou du retrait d'un Signataire conformément aux dispositions de l'alinéa « ii » du paragraphe « b » ou des paragraphes « c » ou « d » du présent article, est transmise par l'organe exécutif à tous les Signataires et au Dépositaire, lequel la transmet à toutes les Parties.

iv. La suspension d'un Signataire, conformément aux dispositions de l'alinéa « ii » du paragraphe « b » ou du paragraphe « c » du présent article, est notifiée par l'organe exécutif à tous les Signataires et au Dépositaire, lequel la notifie à toutes les Parties.

v. Le remplacement d'un Signataire, conformément aux dispositions du paragraphe « f » du présent article, est notifié par le Dépositaire à toutes les Parties et à l'organe exécutif, lequel le notifie à tous les Signataires.

n. Aucune Partie ou aucun Signataire désigné par celle-ci n'est tenu de se retirer d'INTELSAT en conséquence directe de toute modification du statut de cette Partie vis-à-vis de l'Union internationale des télécommunications.

## ARTICLE XVII

## (Amendements)

a. Toute Partie peut proposer des amendements au présent Accord. Les propositions d'amendements sont transmises à l'organe exécutif qui les distribue dans les meilleurs délais à toutes les Parties et à tous les Signataires.

b. L'Assemblée des Parties examine toute proposition d'amendement lors de la session ordinaire qui suit la distribution de la proposition par l'organe exécutif ou lors d'une session extraordinaire convoquée antérieurement conformément aux dispositions de l'article VII de l'Accord, sous réserve que la proposition d'amendement soit distribuée par l'organe exécutif quatre-vingt-dix jours au moins avant la date d'ouverture de la session. L'Assemblée des Parties examine toutes vues et recommandations concernant une proposition d'amendement qui lui sont transmises par la Réunion des Signataires ou le Conseil des Gouverneurs.

c. L'Assemblée des Parties prend une décision sur toute proposition d'amendement selon les règles de *quorum* et de vote prévues à l'article VII de l'Accord. Elle peut modifier toute proposition d'amendement distribuée conformément au paragraphe « b » du présent article, et prendre une décision sur toute proposition d'amendement qui n'a pas été distribuée en conformité avec ledit paragraphe mais qui se rapporte directement à une proposition d'amendement ainsi distribuée.

d. Un amendement approuvé par l'Assemblée des Parties entre en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe « e » du présent article après réception par le Dépositaire de la notification d'approbation, d'acceptation ou de ratification de l'amendement:

i. soit par les deux tiers des Etats qui étaient Parties à la date à laquelle l'amendement a été approuvé par l'Assemblée des Parties, à condition que lesdits deux tiers comprennent des Parties qui détenaient, ou des Parties dont les Signataires qu'elles ont désignés détenaient alors au moins les deux tiers du total des parts d'investissement;

ii. soit par un nombre d'Etats égal ou supérieur à quatre-vingt-cinq pour cent du total des Etats qui étaient Parties à la date à laquelle l'amendement a été approuvé par l'Assemblée des Parties, quel que soit le montant des parts d'investissement qui étaient alors détenues par lesdites Parties ou les Signataires désignés par elles.

e. Le Dépositaire notifie à toutes les Parties, dès leur réception, les acceptations, les approbations ou les ratifications requises en vertu du paragraphe « d » du présent article pour l'entrée en vigueur d'un amendement. Quatre-vingt-dix jours après la date de cette notification, ledit amendement entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties y compris celles qui ne l'ont pas accepté, approuvé, ou ratifié, et qui ne se sont pas retirées d'INTELSAT.

f. Nonobstant les dispositions précédentes des paragraphes « d » et « e » du présent article, aucun amendement n'entre en vigueur moins de huit mois ou plus de dix-huit mois après la date de son approbation par l'Assemblée des Parties.

#### ARTICLE XVIII

##### *(Règlement des différends)*

a. Tout différend d'ordre juridique entre des Parties ou entre INTELSAT et une ou plusieurs Parties et relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord ou relatif aux obligations contractées par les Parties en vertu du paragraphe « c » de l'article 14 ou du paragraphe « c » de l'article 15 de l'Accord d'exploitation, doit, s'il n'a pu être résolu autrement dans un délai raisonnable, être soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe C de l'Accord. Tout différend d'ordre juridique relatif aux droits et obligations découlant du présent Accord ou de l'Accord d'exploitation entre une ou plusieurs Parties et un ou plusieurs Signataires peut être soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe C de l'Accord, si la Partie ou les Parties et le Signataire ou les Signataires intéressés y consentent.

b. Tout différend d'ordre juridique relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord ou relatif aux obligations contractées par des Parties en vertu du paragraphe « c » de l'article 14 ou du paragraphe « c » de l'article 15 de l'Accord d'exploitation, survenu entre une Partie et un Etat qui a cessé d'être Partie, ou entre INTELSAT et un Etat qui a cessé d'être Partie, et qui se produit après que l'Etat a cessé d'être Partie, doit être soumis à l'arbitrage, s'il n'a pu être résolu autrement dans un délai raisonnable. Cet arbitrage a lieu conformément aux dispositions de l'Annexe C de l'Accord, si l'Etat qui a cessé d'être Partie y consent. Si un Etat cesse d'être Partie ou si un Etat ou l'organisme de télécommunications désigné par un Etat cesse d'être Signataire après la soumission à l'arbitrage d'un différend d'ordre juridique auquel il participait conformément au paragraphe « a » du présent article, la procédure arbitrale se poursuit jusqu'à sa conclusion.

c. Tout différend d'ordre juridique découlant d'accords entre INTELSAT et une Partie, quelle qu'elle soit, est soumis aux dispositions sur le règlement des différends contenues dans lesdits accords. En l'absence de telles dispositions, ces différends, s'ils ne sont pas résolus autrement, peuvent être soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe C de l'Accord si les parties au différend y consentent.

## ARTICLE XIX

*(Signature)*

a. Le présent Accord est ouvert à la signature, à Washington du 20 août 1971, jusqu'à son entrée en vigueur ou jusqu'à l'expiration d'un délai de neuf mois selon que l'une ou l'autre période sera la première à échoir:

- i. du gouvernement de tout Etat partie à l'Accord provisoire;
- ii. du gouvernement de tout autre Etat membre de l'Union internationale des télécommunications.

b. Tout gouvernement qui signe le présent Accord peut le faire sans que sa signature soit soumise à ratification, acceptation ou approbation ou en accompagnant sa signature d'une déclaration indiquant qu'elle est soumise à ratification, acceptation ou approbation.

c. Tout Etat visé au paragraphe « a » du présent article peut adhérer au présent Accord après qu'il aura cessé d'être ouvert à la signature.

d. Aucune réserve ne peut être faite au présent Accord.

## ARTICLE XX

*(Entrée en vigueur)*

a. Le présent Accord entre en vigueur soixante jours après la date à laquelle il a été signé, sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou soixante jours après la date à laquelle l'ont ratifié, accepté, approuvé ou y ont adhéré les deux tiers des Etats qui étaient parties à l'Accord provisoire lorsque le présent Accord a été ouvert à la signature pourvu que:

i. dans ces deux tiers soient comprises des parties qui détenaient, ou des parties dont les signataires désignés par elles aux fins de l'Accord spécial détenaient au moins deux tiers des quotes-parts en vertu de l'Accord spécial;

ii. lesdites parties ou les organismes de télécommunications désignés par elles aient en outre signé l'Accord d'exploitation.

Dès le début de la période de soixante jours, les dispositions du paragraphe 2 de l'Annexe à l'Accord d'exploitation entrent en vigueur aux fins d'application des dispositions prévues audit paragraphe. Nonobstant les dispositions ci-dessus, l'Accord n'entre en vigueur en aucun cas moins de huit mois ou plus de dix-huit mois après la date à laquelle il a été ouvert à la signature.

b. Lorsqu'un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion est déposé par un Etat après la date d'entrée en vigueur de l'Accord conformément aux dispositions du paragraphe « a » du présent article, l'Accord entre en vigueur à l'égard de cet Etat à la date du dépôt.

c. Dès son entrée en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe « a » du présent article, l'Accord peut être appliqué à titre provisoire à l'égard de tout Etat dont le gouvernement l'a signé sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation s'il en fait la demande au

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

moment de la signature ou ensuite à tout moment avant l'entrée en vigueur de l'Accord. L'application à titre provisoire cesse:

i. soit lors du dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'Accord par le gouvernement;

ii. soit à l'expiration de la période de deux ans qui suit la date d'entrée en vigueur de l'Accord, si celui-ci n'a pas été ratifié, accepté ou approuvé par le gouvernement;

iii. soit dès notification par le gouvernement, avant l'expiration de la période mentionnée à l'alinéa « ii » de ce paragraphe, de sa décision de ne pas ratifier, accepter ou approuver l'Accord.

Si l'application à titre provisoire cesse en vertu de l'alinéa « ii » ou de l'alinéa « iii » du présent paragraphe, les dispositions des paragraphes « g » et « l » de l'article XVI de l'Accord régissent les droits et obligations de la Partie et du Signataire qu'elle a désigné.

d. Nonobstant toute autre disposition du présent article, l'Accord n'entrera en vigueur à l'égard d'aucun Etat et ne sera appliqué à titre provisoire à l'égard d'aucun Etat tant que le gouvernement de cet Etat, ou l'organisme de télécommunications qu'il a désigné conformément à l'Accord n'aura pas signé l'Accord d'exploitation.

e. Lors de son entrée en vigueur, l'Accord remplace l'Accord provisoire et y met fin.

## ARTICLE XXI

*(Dispositions diverses)*

a. Les langues officielles et de travail d'INTELSAT sont l'anglais, l'espagnol et le français.

b. Le règlement intérieur de l'organe exécutif doit prévoir la distribution rapide à toutes les Parties et à tous les Signataires des exemplaires de tous documents d'INTELSAT conformément à leurs demandes.

c. Conformément aux dispositions de la Résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'organe exécutif adresse à titre d'information au Secrétaire général des Nations Unies et aux institutions spécialisées intéressées un rapport annuel sur les activités d'INTELSAT.

## ARTICLE XXII

*(Dépositaire)*

a. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est le Dépositaire de l'Accord, auprès duquel sont déposés les déclarations au titre du paragraphe « b » de l'article XIX, les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les demandes d'application à titre provisoire, ainsi que les notifications de ratification, d'acceptation ou d'approbation des amendements, de décisions de retrait d'INTELSAT ou des décisions de mettre fin à l'application à titre provisoire de l'Accord.

b. Le présent Accord, dont les textes anglais, espagnol et français font également foi, sera déposé dans les archives du Dépositaire. Celui-ci transmettra des copies certifiées conformes du texte du présent Accord à

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

tous les Gouvernements qui l'auront signé ou qui auront déposé leurs instruments d'adhésion, ainsi qu'à l'Union internationale des télécommunications, et notifiera à tous ces Gouvernements ainsi qu'à l'Union internationale des télécommunications les signatures, les déclarations au titre du paragraphe « b » de l'article XIX de l'Accord, le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les demandes d'application à titre provisoire, le début de la période de soixante jours visée au paragraphe « a » de l'article XX de l'Accord, l'entrée en vigueur de l'Accord, les notifications de ratification, d'acceptation ou d'approbation des amendements, l'entrée en vigueur des amendements, les décisions de retrait d'INTELSAT, les retraits, ainsi que les décisions de mettre fin à l'application à titre provisoire de l'Accord. La notification du début de la période de soixante jours est faite le premier jour de cette période.

c. Lors de l'entrée en vigueur de l'Accord, le Dépositaire fait enregistrer celui-ci auprès du Secrétariat des Nations Unies conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires respectifs, réunis à Washington, ayant présenté leurs pleins pouvoirs reconnus et bonne et due forme, ont signé le présent Accord.

FAIT à Washington le vingtième jour du mois de août mil neuf cent soixante et onze.

**ANNEXE A****FONCTIONS DU SECRETAIRE GENERAL**

En vertu du paragraphe « b » de l'article XII de l'Accord, le Secrétaire général exerce notamment les fonctions suivantes:

1. il tient à jour les prévisions de trafic d'INTELSAT sur la base des données qui lui sont fournies et convoque des réunions périodiques régionales afin d'estimer les demandes de trafic;

2. il approuve les demandes d'accès au secteur spatial d'INTELSAT des stations terriennes normalisées, fait rapport au Conseil des Gouverneurs au sujet des demandes d'accès au secteur spatial des stations terriennes non normalisées; il tient à jour les renseignements relatifs aux dates d'entrée en service des stations terriennes existantes et prévues;

3. il tient à jour des dossiers, sur la base des rapports soumis par les Signataires, les autres propriétaires des stations terriennes et le contractant chargé des services de gestion, relatifs aux possibilités et aux limitations techniques et opérationnelles de toutes les stations terriennes existantes et prévues;

4. il tient un bureau de documentation sur les assignations de fréquences aux usagers; il prend toutes dispositions en vue de la notification des fréquences à l'Union internationale des télécommunications;

5. il prépare les budgets comportant les dépenses en capital et les dépenses courantes ainsi que les estimations des recettes nécessaires, sur la base des hypothèses en matière de planification approuvées par le Conseil des Gouverneurs;

6. il recommande au Conseil des Gouverneurs les taux de redevance pour l'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT;

7. il recommande les règles et pratiques comptables au Conseil des Gouverneurs;

8. il tient des registres de comptabilité qu'il soumet à vérification ainsi que requis par le Conseil des Gouverneurs; il prépare des états financiers mensuels et annuels;

9. il calcule les parts d'investissement des Signataires; il établit les factures des Signataires en ce qui concerne les contributions en capital et celles des usagers pour l'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT; il perçoit les paiements en espèces au nom d'INTELSAT; il distribue les recettes et effectue tous autres déboursements en espèces au profit des Signataires au nom d'INTELSAT;

10. il informe le Conseil des Gouverneurs des retards des Signataires dans le paiement de leurs contributions en capital et des retards des usagers dans leurs paiements pour l'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT;



11. il approuve et paye les factures soumises à INTELSAT consécutives à des achats autorisés et à des contrats conclus par l'organe exécutif; rembourse au contractant chargé des services de gestion les dépenses encourues en ce qui concerne les achats effectués et les contrats conclus pour le compte d'INTELSAT et autorisés par le Conseil des Gouverneurs;
12. il gère les programmes de prestations sociales destinées au personnel d'INTELSAT et paye les salaires ainsi que les remboursements de frais justifiés destinés au personnel d'INTELSAT;
13. il investit ou dépose les fonds disponibles, et prélève les sommes nécessaires sur ces investissements ou ces dépôts pour faire face aux obligations d'INTELSAT;
14. il tient la comptabilité relative aux biens d'INTELSAT et à leurs amortissements; il prend toutes dispositions avec le contractant chargé des services de gestion et les Signataires intéressés afin de dresser les inventaires utiles des biens d'INTELSAT;
15. il fait des recommandations sur les modalités et conditions des accords d'attribution aux fins d'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT;
16. il fait des recommandations sur les programmes d'assurances pour la couverture des risques relatifs aux biens d'INTELSAT et, sur autorisation du Conseil des Gouverneurs, prend toutes dispositions afin d'obtenir la couverture nécessaire;
17. aux fins d'application du paragraphe « d » de l'article XIV de l'Accord, il analyse les effets économiques probables qu'auraient sur INTELSAT toutes installations de secteur spatial distinctes de celles du secteur spatial d'INTELSAT et fait rapport au Conseil des Gouverneurs à ce sujet;
18. il prépare l'ordre du jour provisoire des réunions de l'Assemblée des Parties, de la Réunion des Signataires, du Conseil des Gouverneurs et de leurs comités consultatifs; il prépare les comptes rendus analytiques provisoires de ces réunions; il aide les présidents des comités consultatifs à préparer leurs ordres du jour, leurs dossiers et leurs rapports à l'Assemblée des Parties, à la Réunion des Signataires et au Conseil des Gouverneurs;
19. il prend toutes dispositions en vue d'assurer les services d'interprétation et de traduction, ainsi que la reproduction et la distribution des documents et la préparation des comptes rendus sténographiques des séances;
20. il tient un répertoire des décisions prises par l'Assemblée des Parties, la Réunion des Signataires et le Conseil des Gouverneurs; il prépare les rapports et la correspondance ayant trait aux décisions prises au cours des réunions de l'Assemblée des Parties, de la Réunion des Signataires et du Conseil des Gouverneurs;
21. il contribue à l'interprétation des règlements intérieurs de l'Assemblée des Parties, de la Réunion des Signataires et du Conseil des Gouverneurs, ainsi qu'à l'interprétation du mandat des comités consultatifs;
22. il prend toutes dispositions en vue des réunions de l'Assemblée des Parties, de la Réunion des Signataires, du Conseil des Gouverneurs et des comités consultatifs;
23. il fait des recommandations sur les procédures et les règles relatives à la conclusion de contrats et aux achats effectués au nom d'INTELSAT;

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

24. il tient le Conseil des Gouverneurs informé de l'accomplissement des obligations des contractants, y compris celles incombant au contractant chargé des services de gestion;

25. il établit et tient à jour une liste internationale de soumissionnaires pour toutes les acquisitions d'INTELSAT;

26. il négocie, conclut et gère les contrats nécessaires pour permettre au Secrétaire général d'exécuter les fonctions qui lui sont attribuées, y compris les contrats prévoyant l'assistance à obtenir d'autres organismes afin de remplir les fonctions ainsi attribuées;

27. il prend toutes dispositions en vue de procurer à INTELSAT les conseils juridiques que peuvent exiger les fonctions du Secrétaire général;

28. il assure les services d'information publique appropriés;

29. il prend toutes dispositions pour la convocation de conférences en vue de la négociation du Protocole sur les privilèges, exemptions et immunités visé au paragraphe « c » de l'article XV de l'Accord.

**ANNEXE B****FONCTIONS DU CONTRACTANT CHARGE DES SERVICES DE  
GESTION ET DIRECTIVES AU SUJET DU CONTRAT RELATIF  
AUX SERVICES DE GESTION**

1. En vertu de l'article XII de l'Accord, le contractant chargé des services de gestion exerce les fonctions suivantes:

a. il recommande au Conseil des Gouverneurs des programmes de recherche et de mise au point directement liés aux objectifs d'INTELSAT;

b. en vertu de l'autorisation du Conseil des Gouverneurs:

i. il entreprend des études, des recherches et des travaux de mise au point, directement ou en passant des contrats avec d'autres organismes ou d'autres personnes;

ii. il entreprend des études de systèmes dans les domaines technique, économique et en matière de rationalisation des coûts;

iii. il effectue des essais de simulation de systèmes et évalue les systèmes;

iv. il étudie les demandes potentielles de nouveaux services de télécommunications par satellites et établit des prévisions à cet effet;

c. il tient le Conseil des Gouverneurs informé de la nécessité d'acquérir des installations pour le secteur spatial d'INTELSAT;

d. en vertu de l'autorisation du Conseil des Gouverneurs, il prépare et distribue les appels d'offres, y compris les spécifications pour l'acquisition d'installations pour le secteur spatial;

e. il évalue toutes les propositions présentées à la suite d'appels et fait des recommandations au Conseil des Gouverneurs au sujet de ces propositions;

f. en application des règles régissant la passation des marchés et conformément aux décisions du Conseil des Gouverneurs:

i. il négocie, passe, amende et gère tous les contrats au nom d'INTELSAT pour des secteurs spatiaux;

ii. il prend toutes dispositions pour assurer les services de lancement et les activités d'appui nécessaires et coopère aux lancements;

iii. il prend les dispositions nécessaires afin de souscrire des contrats d'assurances couvrant le secteur spatial d'INTELSAT ainsi que l'équipement destiné au lancement ou aux services de lancement;

iv. il assure ou fait assurer les services de poursuite, de télémé-  
sure, de télécommande et de contrôle des satellites de télécommunications,

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

y compris la coordination des efforts des Signataires et des autres propriétaires de stations terriennes participant à la fourniture de ces services pour la mise en position, les manoeuvres et les essais des satellites;

v. il assure ou fait assurer les services de surveillance des caractéristiques de rendement des satellites, des défaillances, de l'efficacité, ainsi que la surveillance de la puissance des satellites et des fréquences utilisées par les stations terriennes, y compris la coordination des efforts des Signataires et des autres propriétaires de stations terriennes participant à la fourniture de ces services;

g. il recommande au Conseil des Gouverneurs les fréquences devant être utilisées pour le secteur spatial d'INTELSAT ainsi que les plans d'emplacement des satellites de télécommunications;

h. il exploite le Centre d'exploitation d'INTELSAT et le Centre de contrôle technique d'engins spatiaux;

i. il recommande au Conseil des Gouverneurs les caractéristiques de rendement tant obligatoires que non obligatoires pour les stations terriennes normalisées;

j. il apprécie les demandes d'accès au secteur spatial d'INTELSAT des stations terriennes non normalisées;

k. il attribue les unités de capacité du secteur spatial d'INTELSAT conformément aux conditions adoptées par le Conseil des Gouverneurs;

l. il prépare et coordonne les plans d'exploitation du système (y compris les études de la configuration du réseau et les plans de secours), ainsi que les procédures, les directives, les pratiques et les normes d'exploitation, en vue de leur adoption par le Conseil des Gouverneurs;

m. il prépare, coordonne et diffuse les plans d'assignation de fréquences aux stations terriennes qui ont accès au secteur spatial d'INTELSAT;

n. il prépare et diffuse des rapports relatifs à l'état du système, dans lesquels figurent les plans d'utilisation actuelle et prévue du système;

o. il distribue aux Signataires et aux autres usagers les informations portant sur les nouveaux services et les nouvelles méthodes de télécommunications;

p. aux fins du paragraphe « d » de l'article XIV de l'Accord, il analyse les effets techniques et opérationnels probables qu'aurait sur INTELSAT tout projet d'installations de secteur spatial distinctes de celle du secteur spatial d'INTELSAT, y compris les effets sur les plans de fréquence et d'emplacement, et fait rapport au Conseil des Gouverneurs à ce sujet;

q. il fournit au Secrétaire général les renseignements nécessaires à l'accomplissement de ses obligations envers le Conseil des Gouverneurs, aux termes du paragraphe 24 de l'Annexe A de l'Accord;

r. il fait des recommandations relatives à l'acquisition, à la communication, à la diffusion et à la protection des droits afférents aux inventions et aux renseignements techniques conformément aux dispositions de l'article 17 de l'Accord d'exploitation;

s. il prend toutes dispositions, conformément aux décisions du Conseil des Gouverneurs, en vue de mettre à la disposition de Signataires et

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

de tiers, en vertu de l'article 17 de l'Accord d'exploitation, les droits d'INTELSAT afférents aux inventions et aux renseignements techniques et de conclure au nom d'INTELSAT des accords relatifs aux droits afférents aux inventions et renseignements techniques;

t. il prend toutes mesures d'exploitation, techniques, financières, administratives, relatives aux achats et toutes mesures connexes destinées à l'exécution des fonctions énumérées ci-dessus.

2. Le contrat relatif aux services de gestion doit comprendre les clauses destinées à permettre l'application des dispositions pertinentes de l'article XII de l'Accord et prévoir:

a. le remboursement par INTELSAT en dollars des Etats-Unis de toutes les dépenses directes et indirectes justifiées et identifiées dûment encourues par le contractant chargé des services de gestion en vertu du contrat;

b. le paiement au contractant chargé des services de gestion d'une redevance annuelle fixe en dollars des Etats-Unis qui sera fixée par voie de négociation entre le Conseil des Gouverneurs et le contractant;

c. une révision périodique par le Conseil des Gouverneurs, après consultation avec le contractant chargé des services de gestion, des dépenses prévues à l'alinéa « a » du présent paragraphe;

d. le respect des principes généraux et des procédures d'INTELSAT en matière de passation des marchés, conformément aux dispositions pertinentes du présent Accord et de l'Accord d'exploitation, lors de l'appel d'offres et de la négociation de contrats pour le compte d'INTELSAT;

e. des dispositions relatives aux inventions et aux renseignements techniques compatibles avec les dispositions de l'article 17 de l'Accord d'exploitation;

f. la participation du personnel technique, choisi par le Conseil des Gouverneurs, en collaboration avec le contractant chargé des services de gestion, parmi les personnes nommées par les Signataires, à l'appréciation des plans et des spécifications de l'équipement destiné au secteur spatial;

g. le règlement, en vertu des règles de conciliation et d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale, des différends ou des désaccords qui peuvent survenir entre INTELSAT et le contractant chargé des services de gestion dans le cadre du contrat de services de gestion;

h. la mise à la disposition du Conseil des Gouverneurs par le contractant chargé des services de gestion des renseignements qui peuvent être requis par tout Gouverneur pour lui permettre en cette qualité de s'acquitter de ses responsabilités.

**ANNEXE C****DISPOSITIONS RELATIVES AU REGLEMENT DES DIFFERENDS  
VISES A L'ARTICLE XVIII DE L'ACCORD ET A L'ARTICLE 20  
DE L'ACCORD D'EXPLOITATION****ARTICLE 1.**

Les seules parties à une procédure d'arbitrage engagée en application des dispositions de la présente Annexe sont celles visées à l'article XVIII de l'Accord et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci.

**ARTICLE 2.**

Un tribunal d'arbitrage composé de trois membres, dûment institué conformément aux dispositions de la présente Annexe, est compétent pour rendre une sentence au sujet de tout différend dont il peut être saisi en vertu des dispositions de l'article XVIII de l'Accord et de l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci.

**ARTICLE 3.**

a. Soixante jours au plus tard avant la date d'ouverture de la première session ordinaire de l'Assemblée des Parties et de chaque session ordinaire ultérieure de ladite Assemblée, chaque Partie peut soumettre à l'organe exécutif les noms de deux experts juridiques au maximum qui seront disponibles, au cours de la période s'écoulant entre la fin de chaque session et la fin de la session ordinaire suivante de l'Assemblée des Parties, pour assurer la présidence de tribunaux institués en vertu de la présente Annexe ou pour y siéger. Sur la base des noms ainsi soumis, l'organe exécutif établit une liste de toutes ces personnes, y joint toute notice biographique remise par la Partie ayant soumis les noms et distribue ladite liste à toutes les Parties au plus tard trente jours avant la date d'ouverture de ladite session. Si, au cours des soixante jours précédant la date d'ouverture de la session de l'Assemblée des Parties, une personne désignée devient, pour une raison quelconque, indisponible aux fins d'être choisie pour faire partie du groupe d'experts, la Partie ayant soumis le nom de ladite personne peut, au plus tard quatorze jours avant la date d'ouverture de la session de l'Assemblée des Parties, soumettre le nom d'un autre expert juridique.

b. Sur la base de la liste mentionnée au paragraphe « a » du présent article, l'Assemblée des Parties choisit onze personnes en vue de former

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

un groupe d'experts au sein duquel sont choisis les présidents de tribunaux et choisit un suppléant de chacune de ces personnes. Les membres du groupe d'experts et les suppléants assument leurs fonctions pendant la période de temps stipulée au paragraphe « a » du présent article. Si un membre devient indisponible aux fins de siéger au groupe d'experts, il est remplacé par son suppléant.

c. L'organe exécutif invite, aussitôt que possible après qu'ils ont été choisis, les membres du groupe d'experts à se réunir en vue d'élire leur président. Pour toute réunion du groupe d'experts, le *quorum* est atteint lorsque neuf des onze membres sont présents. Le groupe d'experts désigne en son sein le président du groupe qui est élu au scrutin secret à un ou, au besoin, plusieurs tours lorsqu'il a recueilli au moins six voix. Le président du groupe ainsi désigné demeure en fonctions jusqu'au terme de son mandat de membre du groupe d'experts. Les dépenses afférentes à la réunion du groupe d'experts sont considérées comme des dépenses administratives d'INTELSAT aux fins d'application de l'article 8 de l'Accord d'exploitation.

d. Si un membre du groupe d'experts et son suppléant deviennent tous deux indisponibles aux fins de siéger au groupe, l'Assemblée des Parties pourvoit aux sièges vacants sur la base de la liste visée au paragraphe « a » du présent article. Toutefois si l'Assemblée des Parties ne se réunit pas dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la date à laquelle se produisent ces vacances, le Conseil des Gouverneurs pourvoit aux sièges vacants par choix sur la liste visée au paragraphe « a » du présent article, chaque Gouverneur disposant d'une voix. Toute personne choisie pour remplacer un membre ou un suppléant qui n'a pu achever son mandat assure les fonctions de ce dernier jusqu'à expiration du mandat de son prédécesseur. Au cas où le siège de président du groupe d'experts devient vacant, les membres dudit groupe y pourvoient par désignation de l'un d'entre eux selon la procédure décrite au paragraphe « c » du présent article.

e. En choisissant les membres du groupe d'experts et les suppléants, en vertu des paragraphes « b » ou « d » du présent article, l'Assemblée des Parties ou le Conseil des Gouverneurs s'efforcent de faire en sorte que la composition du groupe d'experts puisse toujours refléter une représentation géographique adéquate ainsi que les principaux systèmes juridiques représentés parmi les Parties.

f. Tout membre du groupe d'experts ou tout suppléant siégeant à un tribunal d'arbitrage, lors de l'expiration de son mandat, demeure en fonctions jusqu'à la conclusion de toute procédure d'arbitrage dont ledit tribunal est saisi.

g. Si, entre la date d'entrée en vigueur de l'Accord et la constitution du premier groupe d'experts et de leurs suppléants effectuée conformément aux dispositions du paragraphe « b » du présent article, un différend juridique surgit entre les parties visées à l'article 1 de la présente Annexe, le groupe d'experts constitué en application des dispositions du paragraphe « b » de l'article 3 de l'Accord additionnel sur l'arbitrage du 4 juin 1965 est utilisé en rapport avec le règlement de ce différend. Ledit groupe d'experts agit conformément aux dispositions de la présente Annexe aux fins d'application de l'article XVIII de l'Accord et de l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci.

## ARTICLE 4.

a. Tout demandeur qui désire soumettre un différend d'ordre juridique à l'arbitrage adresse à chaque défendeur et à l'organe exécutif un dossier contenant:

i. un exposé décrivant en détail le différend déféré à l'arbitrage, les raisons pour lesquelles chaque défendeur est requis de participer à l'arbitrage et les chefs de la demande;

ii. un exposé énonçant les raisons pour lesquelles l'objet du différend relève de la compétence du tribunal qui sera institué en vertu de la présente Annexe et les raisons pour lesquelles ce tribunal doit retenir les chefs de la demande s'il se prononce en faveur de la partie demanderesse;

iii. un exposé expliquant pourquoi la partie demanderesse n'a pu régler le différend, dans un délai raisonnable, à l'amiable ou par des moyens autres que l'arbitrage;

iv. la preuve du consentement des parties dans le cas de tout différend où, en vertu de l'article XVIII de l'Accord ou de l'article 20 de l'Accord d'exploitation, leur consentement est une condition de recours à la procédure d'arbitrage décrite à la présente Annexe;

v. le nom de la personne désignée par la partie demanderesse pour siéger au tribunal.

b. L'organe exécutif distribue sans délai à chacune des Parties et à chacun des Signataires ainsi qu'au président du groupe d'experts un exemplaire du dossier remis en application du paragraphe « a » du présent article.

## ARTICLE 5.

a. Dans les soixante jours qui suivent la date de réception des exemplaires du dossier visé au paragraphe « a » de l'article 4 par tous les défendeurs, la partie défenderesse désigne une personne pour siéger au tribunal. Dans le même délai, les défendeurs peuvent, conjointement ou individuellement, fournir à chaque partie et à l'organe exécutif un document contenant leur réponse aux exposés visés au paragraphe « a » de l'article 4, et comprenant toute demande reconventionnelle découlant de l'objet du différend. L'organe exécutif fournit sans délai au président du groupe d'experts un exemplaire dudit document.

b. Au cas où la partie défenderesse n'a pas procédé à cette désignation au cours du délai accordé, le président du groupe d'experts désigne un expert parmi ceux dont les noms ont été soumis à l'organe exécutif conformément au paragraphe « a » de l'article 3 de la présente Annexe.

c. Dans les trente jours qui suivent leur désignation, les deux membres du tribunal s'entendent pour choisir, parmi les membres du groupe d'experts constitué conformément à l'article 3 de la présente Annexe, une troisième personne qui assume les fonctions de président du tribunal. A défaut d'entente dans ce délai, l'un des deux membres désignés peut saisir le président du groupe d'experts lequel, dans un délai de dix jours, désigne un membre du groupe d'experts, autre que lui-même, pour assumer les fonctions de président du tribunal.

d. Le tribunal est constitué dès la nomination de son président.



## ARTICLE 6.

a. Lorsqu'il se produit une vacance au sein du tribunal pour des raisons que le président ou les membres du tribunal restés en fonctions estiment indépendantes de la volonté des parties ou compatibles avec le bon déroulement de la procédure d'arbitrage, le siège vacant est pourvu conformément aux dispositions suivantes:

i. si la vacance résulte du retrait d'un membre nommé par une partie, celle-ci choisit un remplaçant dans les dix jours qui suivent la vacance;

ii. si la vacance résulte du retrait du président du tribunal ou d'un autre membre du tribunal nommé par le président du groupe d'experts, un remplaçant est choisi parmi les membres du groupe selon les modalités prévues respectivement aux paragraphes « c » ou « b » de l'article 5 de la présente Annexe.

b. Si une vacance se produit au sein du tribunal pour toute raison autre que celles prévues au paragraphe « a » du présent article ou s'il n'est pas pourvu à un siège devenu vacant dans les conditions prévues audit paragraphe, les membres du tribunal restés en fonctions peuvent, à la demande de l'une des parties, continuer la procédure et rendre la sentence du tribunal, nonobstant les dispositions de l'article 2 de la présente Annexe.

## ARTICLE 7.

a. Le tribunal décide de la date et du lieu de ses séances.

b. Les débats ont lieu à huis clos et tout ce qui est présenté au tribunal est confidentiel. Toutefois, peuvent assister aux débats et avoir communication de tous documents et pièces présentés INTELSAT, les Parties dont les Signataires qu'elles ont désignés et les Signataires dont les Parties qui les ont désignés sont parties au différend. Lorsqu'INTELSAT est partie à la procédure, toutes les Parties et tous les Signataires peuvent y assister et avoir communication de tout ce qui a été présenté.

c. En cas de controverse au sujet de la compétence du tribunal, le tribunal examine cette question en priorité et rend sa décision le plus tôt possible.

d. La procédure a lieu par écrit et chaque partie est habilitée à présenter des preuves écrites à l'appui de son argumentation en fait et en droit. Toutefois, si le tribunal le juge opportun, des arguments peuvent être présentés verbalement et des témoins entendus.

e. La procédure commence par la présentation du mémoire de la partie demanderesse contenant ses arguments, les faits qui s'y rapportent avec preuves à l'appui et les principes juridiques invoqués. Le mémoire de la partie demanderesse est suivi du contre-mémoire de la partie défenderesse. La partie demanderesse peut présenter une réplique au contre-mémoire de la partie défenderesse. Des plaidoiries additionnelles ne sont présentées que si le tribunal l'estime nécessaire.

f. Le tribunal peut connaître des demandes reconventionnelles découlant directement de l'objet du différend et statuer sur de telles demandes,

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

à condition qu'elles relèvent de sa compétence telle que définie à l'article XVIII de l'Accord et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci.

g. Si, au cours de la procédure, les parties parviennent à un accord, le tribunal consigne celui-ci sous forme d'une sentence rendue avec le consentement des parties.

h. A tout moment de la procédure, le tribunal peut clore celle-ci s'il décide que le différend dépasse les limites de sa compétence telle que définie à l'article XVIII de l'Accord et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci.

i. Les délibérations du tribunal sont secrètes.

j. La sentence et les décisions du tribunal sont rendues et motivées par écrit. Elles doivent être approuvées par au moins deux membres du tribunal. Un membre en désaccord avec la sentence rendue peut présenter séparément son opinion par écrit.

k. Le tribunal communique sa sentence à l'organe exécutif qui la distribue à toutes les Parties et à tous les Signataires.

l. Le tribunal peut adopter les règles de procédure complémentaires nécessaires au déroulement de l'arbitrage et compatibles avec celles qui sont établies par la présente Annexe.

## ARTICLE 8.

Si une partie n'agit pas, l'autre partie peut demander au tribunal de rendre une sentence en sa faveur. Avant de rendre sa sentence, le tribunal s'assure que l'affaire relève de sa compétence et qu'elle est fondée en fait et en droit.

## ARTICLE 9.

a. Toute Partie dont le Signataire désigné est partie à un différend a le droit d'intervenir et de devenir une partie additionnelle à l'affaire. Cette intervention doit être notifiée par écrit au tribunal et aux autres parties au différend.

b. Dans le cas où toute autre Partie, tout Signataire ou INTELSAT estiment avoir un intérêt appréciable dans le règlement de l'affaire, ils peuvent demander au tribunal l'autorisation d'intervenir et de devenir partie additionnelle à l'affaire. Le tribunal fait droit à cette demande s'il estime que le requérant a un intérêt appréciable au règlement de ladite affaire.

## ARTICLE 10.

Le tribunal peut, soit à la demande d'une partie, soit de sa propre initiative, nommer les experts dont il estime l'assistance nécessaire.

## ARTICLE 11.

Chaque Partie, chaque Signataire et INTELSAT fournissent tous les renseignements que le tribunal, soit à la demande d'une partie au différend, soit de sa propre initiative, juge nécessaires au déroulement de la procédure et au règlement du différend.

## ARTICLE 12.

Avant de rendre sa sentence, le tribunal peut, au cours de l'examen de l'affaire, indiquer toutes mesures conservatoires qu'il juge susceptibles de protéger les droits respectifs des parties au différend.

## ARTICLE 13.

a. La sentence du tribunal est fondée sur:

- i. le présent Accord et l'Accord d'exploitation;
- ii. les principes juridiques généralement acceptés.

b. La sentence du tribunal, y compris tout règlement à l'amiable entre les parties visé au paragraphe « g » de l'article 7 de la présente Annexe, est obligatoire pour toutes les parties, qui doivent s'y conformer de bonne foi. Lorsqu'INTELSAT est partie à un différend et que le tribunal juge qu'une décision prise par l'un de ses organes est nulle et non avenue parce qu'elle n'est autorisée ni par l'Accord, ni par l'Accord d'exploitation ou parce qu'elle n'est pas conforme à ces derniers, la sentence du tribunal est obligatoire pour toutes les Parties et tous les Signataires.

c. En cas de désaccord sur la signification ou la portée de la sentence, le tribunal qui l'a rendue l'interprète à la demande de toute partie au différend.

## ARTICLE 14.

A moins que le tribunal n'en décide autrement, en raison de circonstances particulières à l'affaire, les dépens du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont répartis de façon égale de part et d'autre. Lorsqu'il y a du même côté plus d'un demandeur ou plus d'un défendeur, le tribunal répartit les dépens entre les demandeurs ou les défendeurs. Lorsqu'INTELSAT est partie à un différend, les dépens qui lui incombent et qui sont afférents à l'arbitrage sont considérés comme une dépense administrative d'INTELSAT aux fins de l'article 8 de l'Accord d'exploitation.

**ANNEXE D****DISPOSITION TRANSITOIRES****1. Continuité des activités d'INTELSAT.**

Toute décision du Comité intérimaire des télécommunications par satellites prise en vertu de l'Accord provisoire ou de l'Accord spécial, et qui est en vigueur à la date où ces accords prennent fin, demeure pleinement en vigueur, sauf dans le cas et jusqu'au moment où elle est modifiée ou rapportée par le présent Accord ou l'Accord d'exploitation ou en conséquence de l'application desdits accords.

**2. Gestion.**

Durant la période qui suit l'entrée en vigueur de l'Accord, la « Communications Satellite Corporation » continue à assurer la gestion en ce qui concerne la conception, la mise au point, la construction, la mise en place, l'exploitation et l'entretien du secteur spatial d'INTELSAT, conformément aux clauses et conditions de service qui étaient applicables à son rôle de gérant en vertu de l'Accord provisoire et de l'Accord spécial. Dans l'exercice de ses fonctions, elle est liée par toutes les dispositions pertinentes du présent Accord et de l'Accord d'exploitation et est soumise en particulier aux lignes directrices et aux décisions particulières du Conseil des Gouverneurs, jusqu'à ce que:

i. le Conseil des Gouverneurs décide que l'organe exécutif est prêt à assumer la responsabilité de l'exécution de la totalité ou de certaines des fonctions de l'organe exécutif aux termes de l'article XII de l'Accord; la « Communications Satellite Corporation » est alors relevée de la responsabilité qui lui incombe quant à l'exécution de chacune desdites fonctions à mesure que celles-ci sont assumées par l'organe exécutif;

ii. le contrat de services de gestion visé à l'alinéa « ii » du paragraphe « a » de l'article XII de l'Accord entre en vigueur; les dispositions du présent paragraphe cessent alors d'être en vigueur eu égard auxdites fonctions au titre dudit contrat.

**3. Représentation régionale.**

Entre l'entrée en vigueur de l'Accord et l'entrée en fonctions du Secrétaire général, l'habilitation, aux termes du paragraphe « c » de l'article IX de l'Accord, de tout groupe de Signataires désirant être représentés au sein du Conseil des Gouverneurs en application de l'alinéa « iii » du paragraphe « a » dudit article est sujette à réception par la « Communications Satellite Corporation » d'une demande écrite émanant dudit groupe.

*4. Privilèges et immunités.*

Les Parties au présent Accord qui étaient parties à l'Accord provisoire confèrent aux personnels et aux organes correspondant qui leur succèdent, jusqu'au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord de siège et du Protocole, selon le cas, ainsi que prévu à l'article XV de l'Accord, les privilèges, les exemptions et les immunités qui étaient conférés par lesdites Parties, immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'Accord, au Consortium international de télécommunications par satellites, aux signataires de l'Accord spécial, au Comité intérimaire des télécommunications par satellites et à ses représentants.

*For Algeria:*

ABDELKADER BOUSSELHAM (Romanization)

Sera soumis à ratification

*For Argentina:*

TISCORNIA

Sujeto a ratificación

*For Australia:*

J. PLIMSOLL

*For Austria:**For Belgium:**For Brazil:*

JOAO AUGUSTO DE ARAÚJO CASTRO

Subject to ratification

*For Cameroon:**For Canada:*

ALLAN E. GOTLIEB

*For Ceylon:*

*For Chile:*

O. LETELIER

Sujeto a ratificación

*For the Republic of China:*

JAMES C. H. SHEN

Subject to ratification

*For Colombia:*

DOUGLAS BOTERO BOSHELL

Sujeto a ratificación

*For the Democratic Republic of the Congo (Kinshasa):*

MUSHIETE

*For Denmark:*

ERIK HAUGE

Subject to ratification

*For the Dominican Republic:*

S. ORTIZ

*For Ecuador:*

ORLANDO GABELA

Sujeto a ratificación

*For Ethiopia:*

G. MEKBIB

Subject to ratification by the Imperial Ethiopian Government

*For France:**For Gabon:**For the Federal Republic of Germany:*

*For Greece:*

JOHN G. GREGORIADES

Subject to ratification

*For Guatemala:*

A. VALLADARES

Sujeto a ratificación

*For India:**For Indonesia:*

A. MOEIS

*For Iran:*

Dr. A. ASLAN AFSHAR

Subject to ratification

August 25th 1971

*For Iraq:**For Ireland:**For Israel:*

Y. RABIN

Subject to ratification

*For Italy:*

EGIDIO ORTONA

Subject to ratification

*For the Ivory Coast:*

T. AHOUA

Subject to ratification

*For Jamaica:**For Japan:*

NOBUHIKO USHIBA

Subject to acceptance

*For the Hashemite Kingdom of Jordan*

NASIR S. BATAYNEH

Subject to ratification

*For Kenya:*

*For the Republic of Korea:*

DONGJO KIM

Subject to ratification

August 24th 1971

*For Kuwait:*

SALEM S. AL SABAH

Subject to ratification

*For Lebanon:*

N. KABBANI

Subject to ratification

*For Libya:*

*For Liechtenstein:*

E. ANDRES

Subject to ratification

*For the Grand Duchy of Luxembourg:*

*For the Malagasy Republic:*

*For Malaysia:*

ONG YOKE LIN

*For Mauritania:*

ABDOU OULD HACHEME

*For Mexico:*

*For Monaco:*



*For Morocco:*

ABDESSADEQ EL MEZOUARI EL GLAOUI (Romanization)

*For the Kingdom of the Netherlands:*

*For New Zealand:*

*For Nicaragua:*

GUILLERMO SEVILLA-SACASA

Ad referendum

*For Nigeria:*

*For the Kingdom of Norway:*

GUNNAR HAERUM

Subject to ratification

*For Pakistan:*

A. HILALY

Signed subject to ratification

*For Panama:*

*For Peru:*

IGOR VELÁZQUEZ

Ad referendum

*For the Republic of the Philippines:*

ERNESTO V. LAGDAMEO

Subject to ratification

*For Portugal:*

A. CABRITA MATIAS

Ad referendum

*For Saudi Arabia:*

*For Senegal:*

CHEIKH FALL

Subject to later ratification

*For Singapore:*

E. S. MONTEIRO

Subject to later ratification

*For the Republic of South Africa:*

D. P. OLIVIER

*For Spain:*

J. M. ALLENDE SALAZAR

Sujeto a ratificación

*For the Sudan:*

OSMAN HAMID

Subject to ratification

*For Sweden:**For Switzerland:*

O. EXCHAQUET

Subject to ratification

*For the Syrian Arab Republic:*

R. JOUÉJATI

*For Tanzania:*

SHILAM (G. M. RUTABANZIBWA)

Subject to ratification

*For Thailand:*

SUNTHORN HONGLADAROM

Subject to ratification

*For Trinidad and Tobago:*

CORINNE A. BAPTISTE

*For Tunisia:*

GHEZAL

Sous réserve de ratification

*For Turkey:*

MELIH ESENBEL

Subject to ratification

September 10th 1971

*For Uganda:**For the United Arab Republic:**For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:*

GUY E. MILLARD

Subject to ratification

*For the United States of America:*

WILLIAM P. ROGERS

*For the Vatican City State:*

MARIO PERESSIN

Subject to ratification

*For Venezuela:*

JOSÉ L. ALEGRETT

Ad referendum

*For the Republic of Viet-Nam:*

BUI-DIEM

Subject to ratification

*For the Yemen Arab Republic:*

YAHYA H. GEGHMAN

*For Yugoslavia:*

P. VASILJEVIC

Subject to ratification

*For Zambia:*

*For Haiti:*

R. CHALMERS

Sujet à ratification

*For Costa Rica:*

R. A. ZÚÑIGA

Subject to ratification

*For Burundi:*

FELIX MAGENGE

Sujet à ratification

## AVVERTENZA

- A. = Accordo (istitutivo dell'Intelsat);  
A.O. = Accordo operativo;  
A.d.P. = Assemblea delle Parti;  
C.d.G. = Consiglio dei Governatori;  
I. = Intelsat;  
R.d.F. = Riunione dei Firmatari;  
s.s. = segmento spaziale (per cui « s.s. dell'I. = segmento spaziale dell'Intelsat).

## TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'Accordo fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

## ACCORDO

**RELATIVO ALLA ORGANIZZAZIONE INTERNAZIONALE DI  
TELECOMUNICAZIONI A MEZZO DI SATELLITI « INTELSAT » (\*)**

## P R E A M B O L O

Gli Stati, Parti del presente Accordo,

— in considerazione del principio enunciato nella Risoluzione 1721 (XVI) dell'Assemblea generale delle Nazioni Unite, secondo il quale i paesi del mondo devono poter comunicare, nel più breve tempo, a mezzo di satelliti su una base mondiale e non discriminatoria;

— in considerazione delle relative disposizioni del Trattato sui principi che regolano le attività degli Stati in materia di esplorazione e di utilizzazione dello spazio extra atmosferico, compresi la luna e gli altri corpi celesti, e, in particolare, dell'articolo I per il quale lo spazio extra atmosferico deve essere utilizzato per il bene e nell'interesse di tutti i paesi;

— prendendo atto del fatto che, conformemente all'Accordo con il quale è stato stabilito un regime provvisorio applicabile ad un sistema commerciale mondiale di telecomunicazioni a mezzo di satelliti e all'Accordo speciale ad esso allegato, è stato organizzato un sistema commerciale mondiale di telecomunicazioni a mezzo di satelliti;

— desiderando potenziare lo sviluppo di questo sistema di telecomunicazioni a mezzo di satelliti allo scopo di pervenire ad un sistema commerciale mondiale unico di telecomunicazioni a mezzo di satelliti facente parte di una rete mondiale perfezionata di telecomunicazioni che assicurerà a tutte le regioni del mondo i più estesi servizi di telecomunicazioni e che contribuirà alla pace e alla intesa mondiali;

— risolti, a questo effetto, a fornire per il bene della intera umanità, grazie alle più avanzate tecniche disponibili, le più efficaci ed economiche installazioni, compatibili con la più razionale ed equa utilizzazione delle frequenze dello spettro radioelettrico e dello spazio orbitale;

— ritenendo che le comunicazioni a mezzo di satelliti devono essere organizzate in modo che tutti i popoli possano avere accesso ad un sistema mondiale di satelliti e che gli Stati membri dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni che lo richiedano possano investirvi capitali e partecipare altresì alla concezione, alla messa a punto, alla costruzione — compresa la fornitura di materiale — alla installazione, all'esercizio, alla manutenzione e alla proprietà del sistema;

---

\* Per le abbreviazioni v. avvertenza.

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

— in virtù dell'Accordo che ha stabilito un regime provvisorio applicabile ad un sistema commerciale mondiale di telecomunicazioni a mezzo di satelliti,

hanno convenuto quanto segue.

## ARTICOLO I

*(Definizioni)*

Ai fini del presente Accordo:

a. il termine « Accordo » designa il presente accordo, compresi i suoi allegati, ma esclusi i titoli degli articoli, aperto alla firma dei Governi il 20 agosto 1971, a Washington, e che istituisce l'organizzazione internazionale di telecomunicazioni a mezzo di satelliti « Intelsat »;

b. i termini « Accordo operativo » designano l'accordo, compresi i suoi allegati, ma esclusi i titoli degli articoli, aperto alla firma dei Governi o degli organismi di telecomunicazioni designati dai Governi, in conformità alle disposizioni dell'Accordo, il 20 agosto 1971, a Washington;

c. i termini « Accordo provvisorio » designano l'accordo che ha stabilito un regime provvisorio applicabile ad un sistema commerciale mondiale di telecomunicazioni a mezzo di satelliti, firmato dai Governi a Washington il 20 agosto 1964;

d. i termini « Accordo speciale » designano l'accordo firmato il 20 agosto 1964 dai Governi o dagli organismi di telecomunicazioni delegati dai Governi, in conformità alle disposizioni dell'Accordo provvisorio;

e. i termini « Comitato interinale delle telecomunicazioni a mezzo di satelliti » designano il Comitato istituito dall'articolo IV dell'Accordo provvisorio;

f. il termine « Parte » designa uno Stato nei confronti del quale l'Accordo è entrato in vigore o viene applicato a titolo provvisorio;

g. il termine « Firmatario » designa una Parte, o l'organismo di telecomunicazioni designato da una Parte, che ha firmato l'Accordo operativo e nei cui confronti detto accordo è entrato in vigore o è applicato a titolo provvisorio;

h. i termini « segmento spaziale » designano i satelliti di telecomunicazioni ed inoltre gli impianti di inseguimento, di telemetria, di telecomando, di controllo, di sorveglianza ed ogni altra apparecchiatura connessa, necessaria al funzionamento di detti satelliti;

i. i termini « segmento spaziale dell'Intelsat » designano il segmento spaziale che appartiene all'Intelsat;

j. il termine « telecomunicazione » designa ogni trasmissione, emissione o ricezione di segni, di segnali, di scritti, di immagini, di suoni o di informazioni di qualsiasi natura effettuata per mezzo di filo, o con l'impiego della radioelettricità oppure con un sistema ottico o con altri sistemi elettromagnetici;

k. i termini « servizi pubblici di telecomunicazioni » designano i servizi di telecomunicazioni fissi o mobili che possono essere assicurati per mezzo dei satelliti e che sono utilizzabili dal pubblico quali il telefono, il telegrafo, il telex, la trasmissione di facsimili, la trasmissione di

dati, la trasmissione di programmi radiofonici o televisivi tra stazioni terrene autorizzate e che possano perciò collegarsi al segmento spaziale dell'Intelsat ai fini della successiva trasmissione al pubblico ed inoltre i circuiti concessi per essere utilizzati ai fini di una delle utilizzazioni sopra menzionate; essi escludono quei servizi mobili che non siano stati forniti, prima che l'Accordo sia stato aperto alla firma, in applicazione dell'Accordo provvisorio e dell'Accordo speciale e che sono assicurati per mezzo di stazioni mobili operanti a mezzo di un satellite concepito in tutto o in parte per assicurare i servizi relativi alla sicurezza o al controllo in volo degli aeromobili oppure alla radionavigazione aerea o marittima;

l. i termini «servizi specializzati di telecomunicazioni» designano i servizi di telecomunicazioni diversi da quelli definiti nella precedente lettera «k» e che possono essere assicurati a mezzo di satelliti, in essi compresi — e senza che l'elenco che segue possa essere inteso come limitativo — i servizi di radionavigazione, per le radiodiffusioni destinate ad essere ricevute dal pubblico in genere, di ricerca spaziale, meteorologici, di esplorazione delle risorse terrestri;

m. il termine «beni» designa ogni elemento riguardo al quale, qualunque ne sia la natura, può essere esercitato un diritto di proprietà ed inoltre qualsiasi diritto derivante da rapporti contrattuali;

n. i termini «concezione» e «messa a punto» comprendono la ricerca direttamente legata agli scopi dell'Intelsat.

## ARTICOLO II

### *(Istituzione dell'Intelsat)*

a. Tenuto conto dei principi enunciati nel preambolo, le Parti istituiscono con il presente Accordo l'organizzazione internazionale di telecomunicazioni a mezzo di satelliti «Intelsat», il cui scopo principale è quello di perseguire, su base definitiva, la concezione, la messa a punto, la costruzione, la realizzazione, l'esercizio e la manutenzione del segmento spaziale del sistema commerciale di telecomunicazioni a mezzo di satelliti, in conformità all'Accordo provvisorio e all'Accordo speciale.

b. Ciascuna Parte firmerà — o designerà per la firma un organismo di telecomunicazioni, pubblico o privato — l'A.O., concepito in conformità all'A. e che sarà aperto alla firma unitamente all'A. medesimo. I rapporti tra qualsiasi organismo di telecomunicazioni, nella sua qualità di «Firmatario» e la Parte che l'avrà designato saranno regolati in base alla legislazione nazionale della Parte.

c. Le amministrazioni e gli organismi di telecomunicazioni potranno negoziare e concludere direttamente — in conformità alle norme dei loro ordinamenti — gli opportuni accordi di traffico aventi per oggetto l'utilizzazione che da essi sarà effettuata dei mezzi di comunicazione forniti in virtù del presente A. e dell'A.O., nonché i servizi destinati al pubblico, le installazioni, la ripartizione degli introiti e le relative clausole di carattere commerciale.

## ARTICOLO III

### *(Ambito delle attività dell'Intelsat)*

a. Nello svolgere, in regime di accordi definitivi, le attività relative al s.s. del sistema commerciale mondiale di telecomunicazioni a mezzo di satelliti, l'I. ha per obiettivo primario di fornire a tutte le regioni del mondo, su una base commerciale e senza alcuna discriminazione, il seg-



## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

mento spaziale necessario all'esercizio di servizi pubblici di telecomunicazioni internazionali di alta qualità ed efficienza.

b. Sono assimilati ai servizi pubblici di telecomunicazioni internazionali:

i. i servizi pubblici di telecomunicazioni nazionali tra regioni separate da altre regioni non appartenenti allo Stato interessato o tra regioni separate dall'alto mare;

ii. i servizi pubblici di telecomunicazioni nazionali tra regioni non collegate da alcun impianto terrestre a larga banda e separate da ostacoli naturali talmente eccezionali da escludere la installazione, tra di loro, di un efficiente impianto terrestre a larga banda, a condizione che la Riunione dei Firmatari, tenendo conto dell'avviso espresso dal Consiglio dei Governatori, abbia preventivamente dato la sua approvazione.

c. Il s.s. dell'I., installato al fine di perseguire il suo scopo primario, potrà essere egualmente utilizzato, senza alcuna discriminazione, per i fini propri di altri servizi pubblici di telecomunicazioni nazionali se ciò non comporti alcun pregiudizio all'obiettivo primario dell'I.

d. Il s.s. dell'I. potrà essere inoltre utilizzato - a seguito di specifica richiesta e secondo le opportune modalità e condizioni - per le necessità relative a servizi specializzati di telecomunicazioni internazionali o nazionali, ma che non siano destinati a fini militari, sempre che:

i. non ne derivi alcun danno alla fornitura dei servizi pubblici di telecomunicazioni;

ii. le disposizioni adottate siano altresì accettabili dal punto di vista tecnico ed economico.

e. L'I. potrà - a seguito di specifica domanda e alle opportune condizioni - fornire satelliti o apparecchiature diverse da quelle costituenti il s.s. dell'I. per:

i. servizi pubblici di telecomunicazioni nazionali all'interno di territori soggetti alla sovranità di una o più Parti;

ii. servizi pubblici di telecomunicazioni internazionali tra territori soggetti alla sovranità di due o più Parti;

iii. servizi specializzati di telecomunicazioni non aventi scopi militari.

f. L'utilizzazione del s.s. dell'I., per i servizi specializzati di telecomunicazioni di cui alla precedente lettera « d » e la fornitura di satelliti o di installazioni collegate ma distinte dal s.s. dell'I., di cui alla precedente lettera « e », saranno oggetto di convenzioni tra l'I. e i soggetti interessati. L'utilizzazione del s.s. dell'I. - per i servizi specializzati di telecomunicazioni di cui alla precedente lettera « d » - e la fornitura di satelliti o di installazioni collegate ma distinte dal s.s. I. - per i servizi specializzati di cui all'alinea « iii » della precedente lettera « e » - dovranno essere conformi alle autorizzazioni della Assemblea delle Parti, da ottenersi fin dallo stadio di programmazione, in applicazione dell'alinea « iv » della lettera « c » dell'articolo VII dell'A. Se la utilizzazione delle installazioni del s.s. dell'I. per servizi specializzati di telecomunicazioni implicherà spese supplementari derivanti da modificazioni da apportare alle installazioni, esistenti o previste, relative al s.s. dell'I. oppure, se la for-

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

nitura di satelliti o di installazioni collegate ma distinte dal s.s. dell'I. è richiesta per servizi specializzati di cui all'alinea « iii » della precedente lettera « e », l'autorizzazione di cui all'alinea « iv » della lettera « c » dell'articolo VII sarà data dalla Assemblea delle Parti subordinatamente ad informazioni dettagliate da parte del Consiglio dei Governatori circa il preventivo dei costi, i vantaggi che ne deriveranno, i problemi tecnici o di altra natura che la richiesta solleva e la sua incidenza relativamente ai servizi dell'I. esistenti o previsti. L'autorizzazione dovrà essere ottenuta prima che vengano effettuate le ordinazioni per l'acquisizione delle installazioni. Prima di concedere l'autorizzazione, l'Assemblea delle Parti provvederà a consultazioni con le istituzioni specializzate delle Nazioni Unite direttamente interessate alla fornitura dei servizi specializzati di telecomunicazioni di cui trattasi o controllerà che tali consultazioni siano state effettuate dall'I.

## ARTICOLO IV

*(Personalità giuridica)*

a. L'I. è persona giuridica. Essa possiede la piena capacità per esercitare le sue funzioni e attuare i suoi scopi e, quindi, per:

- i. concludere accordi con Stati o organismi internazionali;
- ii. stipulare contratti;
- iii. acquistare beni e disporne;
- iv. stare in giudizio.

b. Ciascuna delle Parti, nell'ambito del proprio ordinamento e in relazione alle proprie leggi, prenderà le necessarie misure per dare effetto a quanto stabilito nel presente articolo.

## ARTICOLO V

*(Principi finanziari)*

a. L'I. è proprietaria del settore spaziale dell'I. e di ogni altro bene acquisito dall'I. La partecipazione finanziaria nell'I. di ciascun Firmatario è corrispondente, percentualmente, alla sua quota d'investimento valutata in conformità all'articolo 7 dell'A.O.

b. Ciascun Firmatario possiede una quota d'investimento corrispondente alla propria percentuale di utilizzazione, da parte sua, del s.s. dell'I., rispetto a quella di tutti i Firmatari, determinata in conformità alle disposizioni dell'A.O. Tuttavia nessun Firmatario — e anche nel caso in cui la sua percentuale di utilizzazione del s.s. dell'I. sarà eguale a zero — sarà titolare di una quota di investimento inferiore alla quota fissata dall'A.O.

c. Ciascun Firmatario, conformemente alle disposizioni dell'A.O., contribuirà alle necessità di capitale dell'I. e riceverà il rimborso e la remunerazione del capitale investito.

d. Gli utilizzatori del s.s. dell'I. verseranno i canoni di utilizzazione secondo le disposizioni del presente A. dell'A.O. I canoni di utilizzazione del s.s., per ciascun tipo di utilizzazione, saranno eguali per tutti gli utilizzatori.

e. I satelliti e le apparecchiature collegate di cui alla lettera « e » dell'articolo III dell'A. potranno essere finanziati dall'I. e apparterranno all'I. come parte del s.s. dell'I. subordinatamente alla approvazione unanime di tutti i Firmatari. Quando manchi tale approvazione, essi saranno separati dal s.s. dell'I. e finanziati da coloro i quali ne avranno richiesta l'installazione e questi ne diverranno proprietari. In questo caso le condizioni finanziarie fissate dall'I. dovranno coprire integralmente le spese relative alla concezione, alla messa a punto, alla costruzione e alla fornitura di questi satelliti e delle installazioni collegate nonché una quota adeguata delle spese generali e amministrative dell'I.

#### ARTICOLO VI

##### *(Struttura dell'Intelsat)*

- a. L'I. ha i seguenti organi:
- i. l'Assemblea delle Parti;
  - ii. il Consiglio dei Governatori;
  - iii. la Riunione dei Firmatari;
  - iv. un organo esecutivo responsabile nei confronti del Consiglio dei Governatori.
- b. Salvo i casi espressamente previsti dall'A. o dall'A.O. nessun organo potrà prendere una decisione o intraprendere un'azione che possa modificare, annullare, ritardare o altrimenti ostacolare l'esercizio di un potere, di una attribuzione o di una funzione spettante ad un altro organo in base al presente A. o all'A.O.
- c. Subordinatamente a quanto previsto nella precedente lettera « b », l'A.d.P., la R.d.F. e il C.d.G., ciascuno nell'ambito delle proprie competenze, prenderanno atto e terranno debitamente conto, ciascuno per quanto lo riguarda, di ogni risoluzione o raccomandazione adottata e di ogni punto di vista espresso da parte di un altro organo, quando questo esercita le attribuzioni o le funzioni attribuitegli dal presente A. o dall'A.O.

#### ARTICOLO VII

##### *(Assemblea delle Parti)*

- a. L'A.d.P. è composta da tutte le Parti ed è l'organo principale dell'I.
- b. L'A.d.P. prende in considerazione le questioni dell'I. che interessano in particolar modo le Parti nella loro qualità di Stati sovrani. L'Assemblea ha il potere di prendere in considerazione la politica generale e gli obiettivi al lungo termine dell'I. che siano compatibili con i principi, gli scopi e l'ambito dell'attività dell'I. come previsti dall'A. In conformità a quanto disposto nelle lettere « b » e « c » dell'articolo VI dell'A., l'A.d.P. prende nella dovuta considerazione le risoluzioni, le raccomandazioni ed i pareri che le verranno trasmessi dalla R.d.F. o dal C.d.G.
- c. All'A.d.P. sono attribuiti i poteri e le funzioni seguenti:
- i. nella considerazione della politica generale e degli obiettivi a lungo termine dell'I., esprimere pareri ed adottare raccomandazioni, come sarà ritenuto opportuno, diretti agli altri organi dell'I.;

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ii. decidere che si adottino le misure idonee ad evitare che le attività dell'I. risultino in contrasto con le convenzioni generali multilaterali compatibili con l'A. e alle quali abbiano aderito almeno due terzi delle Parti;

iii. deliberare, in conformità a quanto dispone l'articolo XVII dell'A., sulle proposte di emendamenti dell'A., proporre emendamenti dell'A.O., esprimere al riguardo pareri e raccomandazioni;

iv. concedere, a mezzo di un regolamento generale o di specifiche deliberazioni, le autorizzazioni relative all'utilizzazione del segmento spaziale dell'I. e alla fornitura di satelliti e di apparecchiature collegate ma distinte dal s.s. dell'I. per i servizi specializzati di telecomunicazioni di cui alla lettera « d » e dell'alinea « iii » della lettera « e » dell'articolo III dell'A.;

v. esaminare le regole generali stabilite in applicazione dell'alinea « v » della lettera « b » dell'articolo VIII dell'A., al fine di assicurare l'applicazione del principio di non discriminazione;

vi. studiare, esprimendo i propri punti di vista, i rapporti presentati dalla R.d.F. e dal C.d.G. riguardanti la politica generale, le attività ed il programma a lungo termine dell'I.;

vii. esprimere, in forma di raccomandazioni e secondo quanto dispone l'articolo XVI dell'A., il suo parere circa la realizzazione, l'acquisizione e l'utilizzazione di installazioni del s.s. diverse da quelle del s.s. dell'I.;

viii. adottare, secondo quanto dispone l'alinea « i » della lettera « b » dell'articolo XVI dell'A., le decisioni relative al recesso di una Parte dall'I.;

ix. adottare le decisioni del caso a riguardo delle relazioni tra l'I. e gli Stati — si tratti o meno di Parti — o le organizzazioni internazionali;

x. esaminare i reclami presentati dalle Parti;

xi. scegliere gli esperti giuridici di cui all'articolo 3 dell'annesso C dell'A.;

xii. prendere ogni decisione riguardante la nomina del Direttore Generale in conformità agli articoli XI e XII dell'A.;

xiii. decidere sulla struttura dell'organo esecutivo, in conformità all'articolo XII dell'A.;

xiv. esercitare ogni altro potere che le spetti in conformità alle disposizioni dell'A.

d. La prima sessione della A.d.P. sarà convocata dal Segretario Generale e si terrà nel corso dell'anno successivo alla entrata in vigore dell'A. In seguito, le sessioni ordinarie saranno tenute ogni due anni. Tuttavia l'Assemblea potrà disporre diversamente in relazione a ciascuna sessione.

e. i. Oltre alle sessioni previste nella precedente lettera « d », l'A.d.P. potrà tenere sessioni straordinarie su richiesta di convocazione da parte del C.d.G., secondo quanto dispongono gli articoli XIV e XVI dell'A., o su richiesta di una o più Parti ma subordinatamente all'accettazione di almeno due terzi delle Parti, comprese quelle che hanno richiesto la convocazione.

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ii. La richiesta di convocazione di una sessione straordinaria dovrà essere motivata ed inoltrata per iscritto al Segretario Generale, o al Direttore Generale, il quale provvederà affinché la sessione si tenga nel più breve tempo in conformità al regolamento interno dell'A.d.P. applicabile a tale tipo di sessioni.

f. Qualunque sia il tipo di sessione, l'A.d.P. è regolarmente costituita con la presenza della maggioranza delle Parti. Ogni Parte dispone di un voto. Le decisioni di carattere sostanziale saranno prese con il voto favorevole di almeno due terzi delle Parti presenti e votanti. Per le decisioni di carattere procedurale sarà sufficiente il voto favorevole della maggioranza delle Parti presenti e votanti. Per decidere se una questione ha natura sostanziale o procedurale sarà sufficiente il voto favorevole della maggioranza delle Parti presenti e votanti.

g. L'A.d.P. adotterà un proprio regolamento che comprenderà anche le norme relative all'elezione del Presidente e degli altri componenti gli uffici.

h. Saranno a carico di ciascuna delle Parti le spese relative alla partecipazione all'Assemblea dei rispettivi rappresentanti. Le spese relative alle sessioni della A.d.P. saranno considerate come spese di carattere amministrativo dell'I. ai fini dell'applicazione dell'articolo 8 dell'A.O.

## ARTICOLO VIII

*(Riunione dei Firmatari)*

a. La R.d.F. è costituita da tutti i Firmatari. In conformità a quanto disposto con le lettere « b » e « c » dell'articolo VI dell'A., la R.d.F. prenderà nella dovuta considerazione le risoluzioni, le raccomandazioni ed i pareri che le verranno trasmessi dalla A.d.P. o dal C.d.G.

b. Alla R.d.F. sono attribuiti le funzioni e i poteri seguenti:

i. studiare il rapporto e le relazioni finanziarie annuali che le verranno sottoposte dal C.d.G. esprimendo allo stesso Consiglio il suo parere;

ii. esprimere pareri e raccomandazioni circa gli emendamenti all'A. proposti a sensi dell'articolo XVII; procedere ad esame e decidere — in conformità all'articolo 22 dell'A.O. e tenendo conto dei pareri e delle raccomandazioni dell'A.d.P. o del C.d.G. — sulle proposte di emendamenti dell'A.O. che siano compatibili con l'A.;

iii. studiare i rapporti concernenti i futuri programmi che le saranno sottoposti dal C.d.G., esprimendo il proprio punto di vista anche riguardo alle implicazioni finanziarie di questi programmi;

iv. esaminare raccomandazioni del C.d.G. circa l'elevazione del limite dell'importo di cui all'articolo 5 dell'A.O. e prendere ogni decisione;

v. stabilire, a seguito di raccomandazioni del C.d.G. e al fine di determinarne gli orientamenti, le regole generali concernenti:

A. l'approvazione delle stazioni terrene aventi accesso al s.s. dell'I.;

B. l'attribuzione di capacità del s.s. dell'I.;

C. la determinazione e la revisione delle tariffe di utilizzazione del s.s. dell'I. su una base non discriminatoria;

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

vi. prendere ogni decisione, secondo le disposizioni dell'articolo XVI dell'A., in ordine al recesso di un Firmatario dall'I.;

vii. esaminare, esprimendo il proprio punto di vista, i reclami presentati dai Firmatari direttamente o per il tramite del C.d.G., nonché quelli presentati, per il tramite del C.d.G., da utilizzatori che non siano Firmatari;

viii. preparare, per l'A.d.P. nonché per le Parti medesime, le relazioni concernenti l'attuazione della politica generale, le attività e i programmi a lungo termine dell'I.;

ix. prendere ogni decisione circa le autorizzazioni di cui all'alinea « ii » della lettera « b » dell'articolo III dell'A.;

x. esaminare, esprimendo i propri punti di vista, il rapporto del C.d.G. circa le disposizioni definitive relative alla gestione presentate alla A.d.P. secondo la lettera « g » dell'articolo XII dell'A.;

xi. procedere annualmente alla determinazione di cui all'articolo IX dell'A. circa il diritto di essere rappresentati in seno al C.d.G.;

xii. esercitare ogni altro potere che le derivi dall'A. o dall'A.O.

c. La prima sessione ordinaria della R.d.F. è convocata dal Segretario Generale su richiesta del C.d.G. nei nove mesi successivi all'entrata in vigore dell'A. Le successive sessioni ordinarie saranno convocate annualmente.

d. i. La R.d.F. potrà essere altresì convocata in sede straordinaria a richiesta del C.d.G. o di uno o più dei Firmatari, subordinatamente alla accettazione di almeno un terzo dei Firmatari, compresi quelli che abbiano presentato la richiesta;

ii. le richieste di convocazione delle sessioni straordinarie dovranno essere motivate e inoltrate per iscritto al Segretario Generale o al Direttore Generale il quale provvederà affinché la sessione si tenga nel più breve tempo in conformità al regolamento interno della R.d.F. applicabile a tale tipo di sessioni. L'ordine del giorno sarà limitato alle questioni per le quali la R.d.F. è stata convocata.

e. Qualunque sia il tipo di sessione, la R.d.F. è regolarmente costituita con la presenza della maggioranza dei Firmatari. Ciascun Firmatario dispone di un voto. Le decisioni di carattere sostanziale saranno prese con il voto favorevole di almeno due terzi dei Firmatari presenti e votanti. Per le decisioni su questioni di procedura sarà sufficiente il voto favorevole della maggioranza dei Firmatari presenti e votanti. Per decidere se una questione ha carattere sostanziale o procedurale sarà sufficiente il voto favorevole della maggioranza dei Firmatari presenti e votanti.

f. La R.d.F. adotterà un proprio regolamento interno che comprenderà anche le norme relative all'elezione del Presidente e degli altri componenti gli uffici.

g. Saranno a carico di ciascuno dei Firmatari le spese relative alla partecipazione alla R.d.F. dei rispettivi rappresentanti. Le spese relative alle riunioni della R.d.F. saranno considerate come spese di carattere amministrativo dell'I. ai fini dell'applicazione dell'articolo 8. dell'A.O.

## ARTICOLO IX

(Consiglio dei Governatori - Composizione e votazione)

a. Il C.d.G. è composto:

i. da un Governatore per ciascuno dei Firmatari la cui quota di investimento non risulti inferiore al *minimum* fissato a sensi della successiva lettera « b »;

ii. da un Governatore per ciascun gruppo di due o più Firmatari che non siano rappresentati secondo quanto dispone il precedente alinea « i », le cui quote di investimento, sommate insieme, non siano inferiori al *minimum* fissato a sensi della successiva lettera « b », e che siano d'accordo di essere così rappresentati;

iii. da un Governatore per ciascun gruppo di almeno cinque Firmatari che non siano rappresentati secondo quanto dispongono i precedenti alinea « i » e « ii » e che appartengano ad una delle regioni definite dalla conferenza plenipotenziaria della Unione internazionale delle telecomunicazioni riunita a Montreux nel 1965, qualunque sia la quota di investimento dei Firmatari componenti il gruppo. Tuttavia il numero dei Governatori appartenenti a questa categoria non potrà essere superiore a due per una regione e, complessivamente, a cinque per tutte le regioni definite dall'Unione.

b. i. Nel periodo intercorrente tra l'entrata in vigore dell'A. e la prima sessione della R.d.F., la quota d'investimento minima che dà diritto ad un Firmatario o a un gruppo di Firmatari d'essere rappresentato nel C.d.G. è eguale a quella del Firmatario che occupa il 13° posto nella lista — in ordine decrescente — delle quote di investimento iniziali di tutti i Firmatari;

ii. decorso il periodo di cui al precedente alinea « i » la R.d.F. fisserà annualmente la quota minima d'investimento che consentirà a un Firmatario o a un gruppo di Firmatari d'essere rappresentato nel C.d.G. A questo riguardo, la R.d.F. si adopererà perché il C.d.G. sia composto di circa 20 Governatori esclusi quelli scelti secondo l'alinea « iii » della precedente lettera « a »;

iii. la determinazione della quota minima di investimento di cui al precedente alinea « ii », da parte della R.d.F., sarà effettuata in conformità alle seguenti disposizioni:

A. se il C.d.G. comprende, al momento della determinazione, da venti a ventidue Governatori, la R.d.F. fisserà una quota minima di investimento eguale a quella del Firmatario che, nella lista in vigore a quel momento, occupa il posto occupato, nella lista in vigore al momento della precedente determinazione, dal Firmatario scelto in quella occasione;

B. se il C.d.G. comprende, al momento della determinazione, più di ventidue Governatori, la R.d.F. fisserà una quota minima di investimento pari a quella del Firmatario che, nella lista in vigore a quel momento, occupa il posto immediatamente precedente a quello occupato, nella lista in vigore al momento della precedente determinazione, dal Firmatario scelto in quella occasione;

C. se il C.d.G. comprende, al momento della determinazione, meno di venti Governatori, la R.d.F. fisserà una quota minima di inve-

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

stimento uguale a quella del Firmatario che, nella lista in vigore a quel momento, occupa il posto immediatamente successivo a quello occupato, nella precedente determinazione, dal Firmatario scelto in quella occasione;

iv. se, per effetto di quanto previsto nelle lettere « B » e « C » del precedente alinea « iii » il numero dei Governatori risultasse, rispettivamente, inferiore a venti o superiore a ventidue, la R.d.F. fisserà una quota minima di investimento tale che il numero dei componenti il C.d.G. sia eguale a venti;

v. ai fini di quanto previsto nei precedenti alinea « iii » e « iv » non si terrà conto dei Governatori designati per effetto di quanto disposto nell'alinea « iii » della precedente lettera « a »;

vi. agli effetti di quanto previsto nella presente lettera « b » le quote di investimento determinate periodicamente in conformità all'alinea « ii » della lettera « c » dell'articolo 6 dell'A.O. entreranno in vigore dal primo giorno della sessione ordinaria della R.d.F. successiva alla anzidetta determinazione.

c. Verificandosi le condizioni di cui agli alinea « i », « ii » e « iii » della precedente lettera « a », il Firmatario o il gruppo di Firmatari interessati avrà diritto ad essere rappresentato nel C.d.G. Ma, per quanto riguarda i gruppi di Firmatari di cui all'alinea « iii » della precedente lettera « a », l'esercizio di questo diritto è subordinato al ricevimento, da parte dell'organo esecutivo, di un'apposita domanda scritta e sempre che, al momento in cui questa domanda sarà ricevuta, il numero dei gruppi rappresentati in seno al C.d.G. non abbia raggiunto i limiti fissati nell'alinea « iii » della precedente lettera « a »: quando questi limiti, al momento del ricevimento della domanda, siano stati già raggiunti, il gruppo dei Firmatari interessati potrà presentare la sua domanda in occasione della sessione ordinaria della R.d.F. immediatamente successiva per le decisioni da adottare in conformità della seguente lettera « d ».

d. A seguito di domanda presentata da uno o più gruppi di Firmatari di cui all'alinea « iii » della precedente lettera « a », la R.d.F. designa annualmente quei gruppi che saranno o continueranno ad essere rappresentati in seno al C.d.G. A questo riguardo, in caso di più gruppi rappresentativi della stessa regione — quale definita dalla Unione internazionale delle telecomunicazioni — o di più di cinque gruppi rappresentativi di tutte le regioni definite dalla stessa Unione, la R.d.F. sceglie anzitutto, per ciascuna delle regioni definite dalla Unione internazionale delle telecomunicazioni, il gruppo che assommi la maggior quota di investimento e che abbia presentato la domanda scritta a sensi della precedente lettera « c ». Se, in tal modo, il numero dei gruppi rappresentati risulti inferiore a cinque, altri gruppi saranno designati seguendo l'ordine del totale delle quote di investimento di ciascun gruppo senza tuttavia oltrepassare i limiti fissati nell'alinea « iii » della precedente lettera « a ».

e. Per assicurare la continuità della composizione del C.d.G., ciascun Firmatario — o gruppo di Firmatari di cui agli alinea « i », « ii » e « iii » della precedente lettera « a » — continuerà ad esservi rappresentato, singolarmente o come membro del gruppo, fino alla successiva determinazione della quota di investimento a sensi delle precedenti lettere « b » o « d » senza tener conto delle variazioni delle relative quote di investimento per effetto della revisione dei criteri di determinazione. Tuttavia, il diritto di un gruppo ad essere rappresentato nel C.d.G. cessa nel momento in cui il recesso di uno o più Firmatari appartenenti a detto gruppo



## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

non consente che il gruppo stesso sia rappresentato in seno al C.d.G. per effetto di quanto disposto negli alinea « ii » e « iii » della precedente lettera « a ».

f. Subordinatamente a quanto disposto nella successiva lettera « g », ciascun Governatore disporrà di un voto ponderato che corrisponde alla quota di investimento del Firmatario o del gruppo di Firmatari da lui rappresentato calcolato in funzione della rispettiva utilizzazione del s.s. dell'I. relativamente ai seguenti servizi:

- i. i servizi pubblici di telecomunicazioni internazionali;
- ii. i servizi pubblici di telecomunicazioni nazionali tra regioni separate da altre regioni non appartenenti allo Stato interessato o tra regioni separate dall'alto mare;
- iii. i servizi pubblici di telecomunicazioni nazionali tra regioni non collegate da alcun impianto terrestre a larga banda e separate da ostacoli naturali talmente eccezionali da escludere le installazioni tra di loro di un efficiente impianto a banda larga, a condizione che la R.d.F. abbia dato preventivamente l'autorizzazione prevista nell'alinea « ii » della lettera « b » dell'articolo III del presente A.

g. Agli effetti della precedente lettera « f » troveranno applicazione le seguenti disposizioni:

- i. nel caso in cui la quota di investimento di un Firmatario sia soggetta ad una riduzione per effetto di quanto dispone la lettera « d » dell'articolo 6 dell'A.O., la stessa riduzione si applicherà proporzionalmente a tutti i tipi di utilizzazione che lo riguardino;
- ii. nel caso in cui la quota di investimento di un Firmatario sia soggetta ad un aumento per effetto di quanto dispone la lettera « d » dell'articolo 6 dell'A.O., lo stesso aumento si applicherà proporzionalmente a tutti i tipi di utilizzazione che lo riguardino;
- iii. nel caso in cui un Firmatario sia titolare — a sensi della lettera « h » dell'articolo 6 dell'A.O. — di una quota di investimento pari allo 0,05 per cento e faccia parte di un gruppo per essere rappresentato nel C.d.G., secondo quanto dispongono gli alinea « ii » o « iii » della precedente lettera « a », la sua quota di investimento è considerata come se venisse calcolata in funzione della utilizzazione del s.s. dell'I. per i servizi enumerati nella precedente lettera « f »;
- iv. nessuno dei Governatori può disporre di un voto ponderato superiore al 40 per cento dei voti ponderati di tutti i Firmatari o gruppi di Firmatari rappresentati nel C.d.G. Qualora il voto ponderato di un Governatore ecceda il 40 per cento del totale dei voti, l'eccedenza è ripartita, in misura uguale, tra gli altri componenti il C.d.G.
- h. Ai fini della composizione del C.d.G. e del calcolo del voto ponderato spettante a ciascun Governatore, le quote di investimento determinate in conformità all'alinea « ii » della lettera « c » dell'articolo 6 dell'A.O. avranno effetto a partire dal 1° giorno della sessione ordinaria della R.d.F. successiva a detta determinazione.
- i. Le riunioni del C.d.G. sono regolarmente costituite se è presente la maggioranza dei membri del Consiglio — se questa maggioranza dispone di almeno due terzi del totale dei voti ponderati di tutti i Firmatari o

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

gruppi di Firmatari rappresentati nel C.d.G. — oppure se manchino al massimo tre dei Governatori costituenti il C.d.G., qualunque sia, in tal caso, la somma dei voti ponderati disponibili.

j. Il C.d.G. dovrà tendere a prendere decisioni unanimi. In mancanza di unanimità il C.d.G. deciderà:

i. su ogni questione sostanziale, con il voto favorevole di almeno quattro Governatori che dispongano dei due terzi del totale dei voti appartenenti ai Firmatari o gruppi di Firmatari rappresentati nel C.d.G. — tenendosi conto della ripartizione della eccedenza dei voti ponderati di cui all'alinea « iv » della precedente lettera « g » — oppure, con un numero di voti favorevoli pari a quello della totalità dei Governatori costituenti il C.d.G. diminuito, al massimo, di tre, indipendentemente dai voti ponderati di cui dispongano;

ii. su ogni questione di procedura con il voto favorevole della maggioranza dei Governatori presenti e votanti, ciascuno di essi disponendo di un voto.

k. Spetterà al Presidente del C.d.G. di decidere se trattasi di una questione sostanziale o di procedura. La decisione del Presidente potrà essere annullata con il voto favorevole di almeno due terzi dei Governatori presenti e votanti, disponendo ciascuno di essi di un voto.

l. Il C.d.G. potrà, se lo riterrà utile e per essere coadiuvato nell'assolvimento delle sue funzioni, istituire commissioni consultive.

m. Il C.d.G. adotterà un regolamento interno che conterrà le norme per l'elezione del Presidente e di altri funzionari. In deroga a quanto previsto nella precedente lettera « j » e per l'elezione degli altri funzionari potrà essere stabilita qualsiasi procedura di voto.

n. La prima riunione del C.d.G. sarà convocata in conformità a quanto dispone il paragrafo 2 dell'Annesso all'A.O. Il C.d.G. si riunirà ogni volta che si renderà necessario e almeno quattro volte ogni anno.

## ARTICOLO X

*(Il Consiglio dei Governatori: funzioni)*

a. Il C.d.G. provvede alla concezione, alla messa a punto, alla realizzazione, all'esercizio e alla manutenzione del s.s. dell'I., e, in conformità al presente A. e all'A.O., alla attuazione di ogni decisione presa dalla A.d.P. in virtù dell'articolo VII dell'A. per condurre a buon fine ogni altra attività dell'I. A questi fini spettano al C.d.G. i poteri e le funzioni attribuitigli dal presente A. e dall'A.O., compresi i seguenti:

i. decidere sulle linee direttive, i piani e i programmi relativi alla concezione, alla messa a punto, alla costruzione, alla realizzazione, all'esercizio e alla manutenzione del s.s. dell'I. nonché, occorrendo, ad ogni altra attività che l'I. sarà autorizzata a svolgere;

ii. decidere, approvando i relativi contratti, sulle procedure, le regole e le modalità relative alle acquisizioni dell'I., in conformità all'articolo XIII dell'A.;

iii. approvare le linee direttive finanziarie, i bilanci annuali consuntivi e preventivi;

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

iv. fissare i principi generali e le procedure relativi alla acquisizione, alla protezione dei diritti relativi ai brevetti e alle informazioni tecniche, in conformità all'articolo 17 dell'A.O.;

v. formulare le raccomandazioni dirette alla R.d.F. relativamente alle regole generali di cui all'alinea « v » della lettera « b » dell'articolo VIII dell'A.;

vi. in conformità alle regole generali che potranno essere stabilite dalla R.d.F., adottare i criteri e le procedure per: l'approvazione delle stazioni terrene aventi accesso al s.s. dell'I.; le verifiche ed i controlli delle caratteristiche di funzionamento delle stazioni terrene collegabili a detto s.s.; il coordinamento dell'accesso al s.s. dell'I. e la utilizzazione da parte di dette stazioni terrene;

vii. in conformità alle regole generali stabilite dalla R.d.F., decidere sulla attribuzione della capacità del s.s. dell'I.;

viii. in conformità alle regole generali stabilite dalla R.d.F., fissare periodicamente i canoni di utilizzazione del s.s. dell'I.;

ix. adottare, in applicazione dell'articolo 5 dell'A.O., ogni misura circa l'elevazione del limite di importo ivi determinato;

x. presiedere ai negoziati con la Parte nel cui territorio l'I. avrà la sua sede, in vista di un accordo per il quale l'I. dovrà godere dei privilegi, delle esenzioni ed immunità di cui all'articolo XV dell'A. e presentare detto accordo all'A.d.P. per le decisioni di sua competenza;

xi. approvare le stazioni terrene non normalizzate ai fini del loro accesso al s.s. dell'I., in conformità alle regole generali fissate dalla R.d.F.;

xii. fissare le condizioni per l'accesso al s.s. dell'I. in favore degli organismi di telecomunicazioni non soggetti alla sovranità di una delle Parti, in conformità alle regole generali stabilite dalla R.d.F. in applicazione delle disposizioni dell'alinea « v » della lettera « b » dell'articolo VIII dell'A. e in conformità alle disposizioni della lettera « d » dell'articolo V dell'A.;

xiii. decidere in materia di accordi aventi per oggetto i conti scoperti e l'emissione di prestiti, in conformità all'articolo 10 dell'A.O.;

xiv. presentare alla R.d.F. una relazione annuale sulle attività dell'I. e sui bilanci finanziari annuali;

xv. presentare alla R.d.F. rapporti sui futuri programmi, comprese le conseguenze finanziarie che ne derivano;

xvi. presentare alla R.d.F. relazioni e raccomandazioni su ogni altra questione che, a suo avviso, deve essere esaminata dalla R.d.F.;

xvii. fornire ogni informazione richiesta da una Parte o da un Firmatario relativamente all'assolvimento degli obblighi assunti in virtù del presente A. o dell'A.O.;

xviii. nominare e revocare il Segretario Generale a sensi dell'articolo XII e il Direttore Generale a sensi degli articoli VII, XI e XII dell'A.;

xix. designare un alto funzionario dell'organo esecutivo per svolgere, secondo i casi, le funzioni di Segretario Generale *ad interim* in con-

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

formità dell'alinea « i » della lettera « d » dell'articolo XII o di Direttore Generale *ad interim* in conformità dell'alinea « i » della lettera « d » dell'articolo XI dell'A.;

xx. su proposta del Segretario Generale o del Direttore Generale, decidere sugli organici, sullo *status* e sulle norme relative al personale dell'organo esecutivo;

xxi. approvare la nomina, da parte del Segretario Generale o del Direttore Generale, degli alti funzionari da essi direttamente dipendenti;

xxii. vigilare sul perfezionamento dei contratti di cui all'alinea « ii » della lettera « c » dell'articolo XI dell'A.;

xxiii. stabilire le norme generali interne e decidere, secondo i casi, sulla notificazione all'Unione internazionale delle telecomunicazioni, attenendosi alle regole di procedura proprie dell'Unione, delle frequenze che devono essere utilizzate dal s.s. dell'I.;

xxiv. comunicare alla R.d.F. il parere di cui all'alinea « ii » della lettera « b » dell'articolo III dell'A.;

xxv. in conformità alla lettera « c » dell'articolo XIV dell'A., comunicare all'A.d.P., in forma di raccomandazione, i propri punti di vista ed esprimere il proprio parere, a sensi delle lettere « d » o « e » dello stesso articolo XIV, sui progetti circa la realizzazione, l'acquisizione o l'utilizzazione di installazioni diverse da quelle del s.s. dell'I.;

xxvi. prendere le misure previste dall'articolo XVI dell'A. e dall'articolo 21 dell'A.O. in caso di recesso di un Firmatario dall'I.;

xxvii. esprimere il proprio punto di vista e formulare raccomandazioni circa le proposte di emendamenti all'A. a sensi della lettera « b » dell'articolo XVII dell'A.; proporre, a sensi della lettera « a » dell'articolo 21 dell'A.O., emendamenti all'A.O.; esprimere il proprio punto di vista e formulare raccomandazioni circa le proposte di emendamenti all'A.O. a sensi della lettera « b » dell'articolo 21 dello stesso A.O.

b. Secondo quanto dispongono le lettere « b » e « c » dell'articolo VI dell'A., il C.d.G.:

i. terrà nel debito conto le risoluzioni, le raccomandazioni, e i pareri trasmessigli dalla A.d.P. o dalla R.d.F.;

ii. comunicherà alla A.d.P. e alla R.d.F., a mezzo dei suoi rapporti, le misure adottate o le decisioni prese circa le risoluzioni, i pareri e le raccomandazioni anzidette, esponendone i motivi.

## ARTICOLO XI

(Direttore Generale)

a. L'organo esecutivo è diretto dal Direttore Generale e la sua struttura dovrà essere stabilita al più tardi dopo sei anni dall'entrata in vigore dell'A.

b. i. Il Direttore Generale è il legale rappresentante e il funzionario di grado più elevato dell'I.; egli è direttamente responsabile nei confronti del C.d.G. per ogni atto di gestione;

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ii. il Direttore Generale dovrà attenersi ai principi direttivi e alle istruzioni del C.d.G.;

iii. il Direttore Generale è nominato dal C.d.G. e la nomina dovrà essere approvata dalla A.d.P. Il C.d.G., con decisione motivata ed esercitando un suo esclusivo potere, potrà destituire il Direttore Generale;

iv. per la nomina del Direttore Generale e del personale dell'organo esecutivo dovrà aversi riguardo al più alto livello di integrità, di competenza e di efficienza. Il Direttore Generale e il personale dell'organo esecutivo dovranno astenersi da ogni atto incompatibile con le loro responsabilità nei confronti dell'I.

c. i. Le regole definitive relative alla gestione devono essere in armonia con gli scopi e obiettivi fondamentali dell'I., con la sua natura di ente internazionale e con il suo obbligo di fornire, su una base commerciale, servizi di telecomunicazioni di alta qualità ed efficienza;

ii. il Direttore Generale, per conto dell'I. e a mezzo di convenzioni, affiderà a uno o più organismi specializzati compiti tecnici e di esercizio, tenendo massimamente conto dei costi e nel rispetto delle regole di competenza, di rendimento e di efficienza. Questi organismi potranno essere di diversa nazionalità o avere la forma di una società internazionale appartenente all'I. e posta sotto il suo controllo. Le suddette convenzioni saranno trattate, concluse e amministrate dal Direttore Generale.

d. i. Il C.d.G. designa un alto funzionario dell'organo esecutivo per assumere le funzioni di Direttore Generale *ad interim* nei casi di assenza e di impedimento del Direttore Generale o quando questi venga a mancare. Al Direttore Generale *ad interim* sono attribuite le funzioni del Direttore Generale previste dal presente A. e dall'A.O. Quando il Direttore Generale venga a mancare il Direttore Generale *ad interim* eserciterà le funzioni fino alla nomina, che dovrà avvenire nel più breve tempo, del Direttore Generale secondo l'alinea « iii » della precedente lettera « b »;

ii. il Direttore Generale potrà delegare ad altri funzionari dell'organo esecutivo i poteri da esercitarsi in casi di necessità.

## ARTICOLO XII

*(Gestione nel periodo transitorio e Segretario Generale)*

a. Al momento dell'entrata in vigore dell'A. il C.d.G. provvederà innanzitutto a:

i. nominare il Segretario Generale, autorizzando l'assunzione del personale necessario a coadiuvarlo;

ii. preparare il contratto di gestione di cui alla successiva lettera « e »;

iii. disporre perché sia iniziato lo studio per le norme definitive concernenti la gestione di cui alla successiva lettera « f ».

b. Il Segretario Generale ha la rappresentanza legale dell'I. fino al momento in cui il primo Direttore Generale assumerà le sue funzioni. In conformità ai principi direttivi e alle istruzioni del C.d.G., il Segretario Generale avrà la responsabilità di tutti i servizi di gestione, ad eccezione di quelli che sono oggetto del contratto relativo ai servizi di gestione

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

che sarà perfezionato in applicazione della successiva lettera « e », in essi compresi quelli menzionati nell'annesso A dell'A. Il Segretario Generale terrà costantemente informato il C.d.G. dell'esecuzione, da parte del gestore dei servizi, degli obblighi da questi assunti in base al contratto di gestione. Il Segretario Generale, per quanto possibile e senza parteciparvi, seguirà personalmente o a mezzo di un suo delegato, le trattative in ordine ai più importanti contratti condotte dal gestore dei servizi per conto dell'I. A questo scopo il C.d.G. potrà autorizzare l'assunzione di un limitato personale, particolarmente qualificato sul piano tecnico, per coadiuvare il Segretario Generale; questi, tuttavia, non dovrà atteggiarsi come organo interposto tra il C.d.G. e il gestore dei servizi né potrà esercitare alcun controllo su detto gestore.

c. Per la nomina del Segretario Generale e del personale dell'organo esecutivo, dovrà aversi riguardo ai più alti livelli di integrità, di competenza e di efficienza. Il Segretario Generale e il personale dell'organo esecutivo dovranno astenersi da ogni atto incompatibile con le loro responsabilità nei confronti dell'I. Il Segretario Generale potrà essere esonerato dalle sue funzioni con decisione motivata del C.d.G. Il posto di Segretario Generale è soppresso dal momento in cui il primo Direttore Generale assumerà le sue funzioni.

d. i. Il C.d.G. designerà un alto funzionario dell'organo esecutivo per assumere le funzioni di Segretario Generale *ad interim* in caso di assenza o di impedimento del Segretario Generale o quando questi venga a mancare. Al Segretario Generale *ad interim* sono attribuite le funzioni del Segretario Generale previste dall'A. o dall'A.O. Quando il Segretario Generale venga a mancare il Segretario Generale *ad interim* ne eserciterà le sue funzioni fino alla nomina, che dovrà avvenire nel più breve tempo, del Segretario Generale da parte del C.d.G.;

ii. il Segretario Generale potrà delegare ad altri funzionari dell'organo esecutivo i poteri da esercitarsi in caso di necessità.

e. Il contratto di cui all'alinea « ii » della precedente lettera « a » sarà concluso tra la « Communications Satellite Corporation » — indicata nel presente A. come il contraente gestore dei servizi — e l'I.; il contratto avrà come oggetto la realizzazione e la gestione, durante un periodo che avrà termine alla fine del sesto anno successivo all'entrata in vigore dell'A., dei servizi tecnici e di gestione per conto dell'I., come previsto nell'annesso B dell'A. e in conformità alle direttive ivi enunciate. Detto contratto conterrà delle clausole per le quali il gestore dei servizi:

i. agirà attenendosi ai principi direttivi e alle istruzioni del C.d.G.;

ii. sarà responsabile verso il C.d.G. fino a che il primo Direttore Generale avrà assunto le sue funzioni e, successivamente, per il tramite del Direttore Generale;

iii. fornirà al Segretario Generale tutte le informazioni necessarie per consentirgli di informare il C.d.G. sulla gestione dei servizi e per consentire al Segretario Generale di seguire personalmente, o a mezzo di un suo delegato e senza tuttavia parteciparvi, le trattative dei contratti importanti condotte per conto dell'I. dal gestore dei servizi. Il gestore dei servizi tratterà, concluderà, modificherà e amministrerà i contratti, per conto dell'I., nell'ambito delle sue responsabilità in conformità al contratto relativo ai servizi di gestione e alle autorizzazioni concesse dal C.d.G.

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Per effetto delle facoltà attribuitegli con il contratto per la gestione dei servizi, o su autorizzazione del C.d.G., il gestore dei servizi, nell'ambito delle sue responsabilità, firmerà i contratti per conto dell'I. Gli altri contratti saranno firmati dal Segretario Generale.

f. Lo studio di cui all'alinea « iii » della precedente lettera « a » sarà iniziato con ogni sollecitudine e, al più tardi, un anno dopo l'entrata in vigore dell'A. Lo studio sarà effettuato dal C.d.G. con lo scopo di fornire le informazioni necessarie a stabilire disposizioni definitive della gestione tali da assicurare, in armonia con l'articolo XI dell'A., il miglior rendimento e la maggiore efficienza. Lo studio dovrà particolarmente tener conto:

i. dei principi enunciati nell'alinea « i » della lettera « c » dell'articolo XI e delle linee di condotta di cui all'alinea « ii » della lettera « c » dell'articolo XI dell'A.;

ii. da una parte, dell'esperienza acquisita nel periodo di applicazione dell'Accordo provvisorio e, dall'altra, delle disposizioni relative alla gestione nel periodo transitorio;

iii. dell'organizzazione e delle procedure adottate dagli organi di telecomunicazioni in tutto il mondo per ciò che attiene particolarmente ai principi direttivi e all'efficienza della gestione;

iv. delle informazioni analoghe a quelle di cui al precedente alinea « iii » sulle imprese multinazionali dedite alla applicazione delle tecnologie avanzate;

v. delle relazioni di almeno tre esperti in materia di gestione, scelti in differenti parti del mondo.

g. Nei quattro anni successivi all'entrata in vigore dell'A., il C.d.G. presenterà all'A.d.P. un compiuto e dettagliato rapporto con i risultati dello studio di cui all'alinea « iii » della precedente lettera « a » con le proposte relative alla struttura dell'organo esecutivo. Copie di questo rapporto saranno contemporaneamente trasmesse alla R.d.F., alle Parti e ai Firmatari.

h. Nei cinque anni successivi all'entrata in vigore dell'A., l'A.d.P., esaminato il rapporto del C.d.G. di cui alla precedente lettera « g » e presa conoscenza del parere espresso al riguardo dalla R.d.F., deciderà sulla struttura dell'organo esecutivo che dovrà essere in armonia con l'articolo XI dell'A.

i. Il Direttore Generale assumerà le sue funzioni il 31 dicembre 1976 oppure, se il relativo termine verrà a cadere prima di questa data, un anno prima della scadenza del contratto di gestione dei servizi di cui all'alinea « ii » della precedente lettera « a »: il C.d.G. nominerà il Direttore Generale e l'A.d.P. approverà tale nomina in tempo utile perché il Direttore Generale possa assumere le sue funzioni nel giorno stabilito. Da questo momento il Direttore Generale sarà responsabile di tutti i servizi di gestione, assumendo anche i compiti svolti dal Segretario Generale e il controllo dei servizi esercitati dal gestore.

j. Il Direttore Generale — agendo secondo i principi direttivi e le relative istruzioni del C.d.G. e, al più tardi, nei sei anni successivi alla entrata in vigore dell'A. — prenderà ogni misura necessaria per garantire l'applicazione integrale delle disposizioni definitive relative alla gestione.

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

## ARTICOLO XIII

*(Conclusioni dei contratti)*

a. I contratti relativi alla acquisizione dei beni e dei servizi necessari all'I. saranno perfezionati a seguito di pubbliche gare internazionali e la scelta si baserà sulla migliore combinazione dei requisiti di qualità e di prezzi e dei termini di consegna. Gli anzidetti servizi sono quelli forniti da persone giuridiche.

b. Nel caso di più offerte che rispondano ai suddetti requisiti, sarà accettata quella che, conformemente all'interesse dell'I., incoraggi la concorrenza su scala mondiale.

c. Nei casi previsti dall'articolo 16 dell'A.O. potrà ricorrersi a procedure diverse dalla pubblica gara internazionale.

## ARTICOLO XIV

*(Diritti e obblighi dei membri)*

a. Le Parti ed i Firmatari eserciteranno i diritti e adempiranno agli obblighi derivanti dall'A. rispettando pienamente e promuovendo i principi enunciati nel Preambolo e nelle disposizioni dell'A.

b. A tutte le Parti e tutti i Firmatari dovrà essere concesso di assistere e partecipare a tutte le conferenze e riunioni nelle quali essi hanno il diritto di essere rappresentati in conformità alle disposizioni del presente A. e dell'A.O., ed inoltre ad ogni altra riunione organizzata dall'I. o tenuta sotto i suoi auspici, indipendentemente dal luogo dove saranno tenute e in conformità alle disposizioni che saranno prese dall'I. L'organo esecutivo dovrà assicurarsi che in virtù delle disposizioni adottate da una Parte o da un Firmatario organizzatore di una riunione o di una conferenza, i rappresentanti di tutte le Parti e di tutti i Firmatari, aventi il diritto di parteciparvi, possano entrare e soggiornare nel Paese invitante per la durata della riunione o della conferenza.

c. Quando una Parte - o una persona fisica o giuridica ad essa soggetta - o un Firmatario si proponga di realizzare, di stabilire o di utilizzare installazioni relative a un s.s. e diverse da quelle del s.s. dell'I., al fine di soddisfare le esigenze proprie di pubblici servizi di telecomunicazioni nazionali, la Parte o il Firmatario interessato dovrà preventivamente consultare il C.d.G. il quale, sotto forma di raccomandazioni, esprimerà il suo punto di vista relativamente alla compatibilità di queste installazioni e del loro esercizio con l'utilizzazione, da parte dell'I., dello spettro delle frequenze e dello spazio orbitale ai fini del suo s.s. esistente o programmato.

d. Quando una Parte - o una persona fisica o giuridica ad essa soggetta - o un Firmatario si proponga, isolatamente o congiuntamente, di realizzare, di acquistare o di utilizzare installazioni relative a un s.s. e diverse da quelle del s.s. dell'I. al fine di soddisfare esigenze proprie di pubblici servizi internazionali, la Parte o il Firmatario interessato dovrà preventivamente fornire ogni informazione all'A.d.P. e consultarla, per il tramite del C.d.G., al fine sia di assicurare la compatibilità tecnica di queste installazioni e del loro esercizio con l'utilizzazione, da parte dell'I., dello spettro delle frequenze e dello spazio orbitale per il suo s.s. esistente o programmato, sia di evitare considerevoli pregiudizi economici al siste-



ma mondiale dell'I. A seguito di questa consultazione l'A.d.P., tenuto conto del parere del C.d.G., esprimerà, sotto forma di raccomandazioni, il suo punto di vista circa l'anzidetta compatibilità nonché sulla possibilità per la quale l'esercizio o l'utilizzazione di dette installazioni vengano a compromettere lo stabilimento di collegamenti diretti di telecomunicazioni tra tutti i partecipanti a mezzo del s.s. dell'I.

e. Quando una Parte - o una persona fisica o giuridica soggetta alla sua sovranità - o un Firmatario si proponga di realizzare, di acquistare o di utilizzare delle installazioni di un s.s. diverse da quelle del s.s. dell'I. per soddisfare le esigenze proprie per servizi di telecomunicazioni specializzati, la Parte o il Firmatario interessato dovrà preventivamente fornire ogni relativa informazione alla A.d.P. per il tramite del C.d.G. L'A.d.P., tenuto conto del parere del C.d.G., esprimerà, sotto forma di raccomandazioni, il proprio punto di vista relativamente alla compatibilità tecnica di dette installazioni e del loro esercizio con l'utilizzazione da parte dell'I. dello spettro delle frequenze radioelettriche e dello spazio orbitale per il suo s.s. esistente o programmato.

f. Le anzidette raccomandazioni della A.d.P. o del C.d.G. dovranno essere formulate nel termine di sei mesi dall'inizio della relativa procedura. A questo scopo l'A.d.P. potrà essere convocata in sessione straordinaria.

g. L'A. non sarà applicabile alla realizzazione, all'acquisizione o alla utilizzazione di installazioni di un s.s. diverso dal s.s. dell'I. e destinato esclusivamente a fini militari.

#### ARTICOLO XV

*(Sede dell'Intelsat, privilegi, esenzioni e immunità)*

a. L'I. ha sede in Washington.

b. L'I. e i suoi beni, relativamente all'ambito delle attività svolte in base all'A., saranno esenti da ogni imposta nazionale sul reddito, da ogni imposta nazionale sui beni e da ogni diritto doganale sui satelliti di telecomunicazioni nonché sugli elementi e le parti di detti satelliti che devono essere lanciati in vista della loro utilizzazione nel sistema mondiale. Ogni Parte agirà come meglio potrà, in conformità alla procedura nazionale applicabile, per la concessione di ogni altra esenzione d'imposta sul reddito e sui beni che risulti auspicabile tenuto conto della particolare natura dell'I.

c. Ciascuna delle Parti che non sia la Parte nel cui territorio ha sede l'I. o, secondo i casi, la Parte nel cui territorio ha sede l'I., accorderà all'I., in conformità al Protocollo e all'accordo di sede di cui alla presente lettera « c », ai suoi alti funzionari e alle altre categorie del suo personale specificate nel suddetto Protocollo e accordo di sede, alle Parti e ai rappresentanti delle Parti, ai Firmatari e ai rappresentanti dei Firmatari, alle persone partecipanti alle procedure d'arbitrato, i privilegi, le esenzioni e le immunità necessari. In particolare, ciascuna delle Parti - nella misura e nei casi previsti dall'accordo di sede e dal Protocollo - concederà alle anzidette persone l'immunità giurisdizionale per gli atti compiuti, gli scritti e le opinioni espresse nell'esercizio delle loro funzioni e nei limiti delle loro attribuzioni. La parte nel cui territorio ha sede l'I. dovrà con ogni sollecitudine concludere con l'I. un Accordo di sede rela-

tivo alle esenzioni, ai privilegi e alle immunità. Questo Accordo dovrà prevedere l'esenzione da ogni imposta nazionale sul reddito per le somme versate dall'I., nel territorio di detta Parte, ai Firmatari come tali, ad eccezione del Firmatario designato dalla Parte nel cui territorio ha sede l'I. Le altre Parti, con ogni sollecitudine, dovranno pervenire ad un Protocollo relativo ai privilegi, alle esenzioni ed immunità. L'Accordo di sede e il Protocollo saranno indipendenti dall'A. e in essi dovranno essere previste le condizioni della loro scadenza.

#### ARTICOLO XVI

##### (Recesso)

a. i. Ciascuna Parte e ciascun Firmatario potrà recedere volontariamente dall'I. La Parte che recede dovrà notificare per iscritto il suo recesso al Depositario. La decisione del recesso di un Firmatario dovrà essere notificata per iscritto all'organo esecutivo per il tramite della Parte che lo ha designato: il recesso si intenderà accettato dalla Parte con la notificazione;

ii. a seguito del recesso volontario, notificato con le modalità del precedente alinea « i », verranno a cessare, nei confronti della Parte o del Firmatario recedente, gli effetti dell'A. e dell'A.O. a decorrere dall'inizio del quarto mese successivo alla notificazione del recesso, o se la notificazione del recesso l'avrà specificato, dalla data di determinazione della quota di investimento successiva allo spirare del trimestre, in conformità all'alinea « ii » della lettera « c » dell'articolo 6 dell'A.O.

b. i. Quando risulti che una Parte sia venuta meno ad uno dei suoi obblighi, l'A.d.P. — agendo sia di propria iniziativa sia a seguito di specifica notificazione e dopo aver esaminato le osservazioni presentate da detta Parte — potrà decidere, dopo aver accertato la violazione dell'obbligo, nel senso di considerare la Parte stessa come se abbia inteso recedere dall'I. e a decorrere dalla data di questa decisione cesseranno gli effetti dell'A. nei confronti di detta Parte. A questo scopo l'A.d.P. potrà essere convocata in sessione straordinaria;

ii. quando risulti che un Firmatario, come tale, sia venuto meno ad uno degli obblighi che gli derivano dall'A. o dall'A.O. — salvo per quanto riguarda gli obblighi di cui alla lettera « a » dell'articolo 4 dell'A.O. — e, nei tre mesi successivi alla notificazione da parte dell'organo esecutivo di una risoluzione del C.d.G. che constati il fatto, non vi abbia posto rimedio, il C.d.G. dopo aver esaminato le osservazioni del Firmatario o della Parte che l'ha designato, potrà sospenderlo dall'esercizio dei suoi diritti e raccomandare alla R.d.F. di considerarlo come se avesse inteso recedere dall'I. Se la R.d.F., dopo aver esaminato le osservazioni del Firmatario o della Parte che l'ha designato, approverà la raccomandazione del C.d.G., il recesso del Firmatario decorrerà dalla data di questa approvazione e dalla stessa data cesseranno nei suoi confronti gli effetti dell'A. e dell'A.O.

c. Quando un Firmatario non effettui il versamento di tutte le somme dovute a sensi dell'articolo 4 dell'A.O. e siano decorsi tre mesi dalla relativa scadenza, il Firmatario si intenderà per ciò stesso sospeso dall'esercizio dei diritti che gli derivano dall'A. e dall'A.O. Se nei successivi tre mesi il Firmatario non avrà versato tutte le somme dovute o la Parte che l'ha designato non avrà provveduto a sostituirlo a sensi della successiva lettera « f », il C.d.G., dopo aver esaminato le osservazioni del Fir-

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

matario o della Parte che l'ha designato, può raccomandare alla R.d.F. di considerarlo come se avesse inteso recedere dall'I. La R.d.F., dopo aver esaminato le osservazioni del Firmatario, potrà decidere in conformità e, dalla data di questa decisione, cesseranno nei confronti del Firmatario gli effetti dell'A. e dell'A.O.

d. Il recesso di una Parte come tale implica il contemporaneo recesso del Firmatario da essa designato o, secondo i casi, anche di essa Parte come Firmatario, venendo meno nei confronti del Firmatario gli effetti dell'A. e dell'A.O. dal momento in cui verranno meno gli effetti dell'A. nei confronti della Parte che l'ha designato.

e. In ogni caso di recesso di un Firmatario dall'I., la Parte che l'ha designato assumerà la qualità di Firmatario o dovrà designare un nuovo Firmatario che subentrerà al precedente dalla data del recesso oppure dovrà recedere dall'I.

f. Se per qualsivoglia motivo una Parte intenderà sostituirsi al Firmatario da essa designato, oppure designare un nuovo Firmatario, dovrà notificare per iscritto la sua decisione al Depositario; in questi casi l'A. e l'A.O. entreranno in vigore nei confronti del nuovo Firmatario — venendone meno gli effetti nei confronti del precedente Firmatario — dal momento in cui il nuovo Firmatario avrà adempiuto a tutti gli obblighi non soddisfatti dal precedente e sottoscritto l'A.O.

g. Dal momento in cui al Depositario o all'organo esecutivo, in conformità all'alinea « i » della precedente lettera « a », verrà notificato un recesso, la Parte recedente e il Firmatario da essa designato o, secondo i casi, il Firmatario per conto del quale il recesso è stato notificato, non avranno alcun diritto di rappresentanza e di voto in seno a tutti gli organi dell'I. e non potranno assumere alcuna obbligazione o responsabilità, fermo restando l'obbligo a carico del Firmatario — salvo diversa decisione del C.d.G. a mente dell'articolo 21 dell'A.O. — dei versamenti in conto capitale necessari a far fronte agli impegni contrattuali autorizzati prima della notificazione del recesso o conseguenti a responsabilità per atti od omissioni precedenti detta notificazione.

h. Nel periodo durante il quale un Firmatario, per effetto dell'alinea « ii » della precedente lettera « b » o della precedente lettera « c », risulterà sospeso dall'esercizio dei suoi diritti, continuerà tuttavia ad assumere le obbligazioni e le responsabilità derivanti dal presente A. e dall'A.O.

i. Qualora la R.d.F. decida, a mente dell'alinea « ii » della precedente lettera « b » o della precedente lettera « c », di non approvare la raccomandazione del C.d.G. intesa a far presumere il recesso di un Firmatario, la sospensione dall'esercizio dei diritti si intenderà revocata dalla data di questa decisione e dalla stessa data il Firmatario godrà dei diritti derivanti dal presente A. o dall'A.O., salvo il caso in cui il Firmatario risulti sospeso a mente della precedente lettera « c »: in tal caso la sospensione si intenderà revocata dal momento in cui il Firmatario avrà versato le somme di cui è debitore per effetto della lettera « a » dell'articolo 4 dell'A.O.

j. Qualora la R.d.F., a mente dell'alinea « ii » della precedente lettera « b » o della precedente lettera « c », decida di approvare la raccomandazione del C.d.G., intesa a far presumere il recesso di un Firmatario, questi, dopo la detta approvazione, non potrà assumere alcun obbligo o responsabilità fermo restando che sarà tenuto a effettuare — e salvo che il

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

C.d.G. adotti una diversa decisione in conformità alla lettera « d » dell'articolo 21 dell'A.O. — i versamenti per far fronte agli impegni contrattuali autorizzati prima dell'anzidetta approvazione o a responsabilità derivanti da atti od omissioni anteriori all'approvazione.

k. Se l'A.d.P. deciderà di presumere, a sensi dell'alinea « i » della precedente lettera « b », il recesso di una Parte, questa, nella sua qualità di Firmatario o — secondo i casi — il Firmatario che essa ha designato, non potrà assumere, dal giorno della decisione, alcun obbligo o responsabilità fermo restando che la Parte quale Firmatario, o per il Firmatario che essa ha designato — e salvo che il C.d.G. decida diversamente a mente della lettera « d » dell'articolo 21 dell'A.O. — dovrà effettuare i versamenti per far fronte agli impegni contrattuali autorizzati prima di detta decisione o a responsabilità derivanti da atti o omissioni anteriori alla decisione stessa.

l. Ogni regolamento finanziario tra l'I. e un Firmatario nei confronti del quale sono cessati gli effetti dell'A. e dell'A.O. — salvo il caso di sostituzione a sensi della precedente lettera « f » — sarà effettuata in conformità all'articolo 21 dell'A.O.

m. i. La notificazione della decisione del recesso di una Parte a sensi dell'alinea « i » della precedente lettera « a » sarà trasmessa dal Depositario a tutte le Parti e all'organo esecutivo il quale provvederà a trasmetterla a tutti i Firmatari;

ii. quando sia stato dichiarato il recesso di una Parte dall'I., a sensi dell'alinea « i » della precedente lettera « b », l'organo esecutivo avviserà il Depositario il quale provvederà a comunicarlo a tutte le Parti;

iii. il recesso di un Firmatario secondo l'alinea « i » della precedente lettera « a » o l'accertamento del recesso di un Firmatario, secondo l'alinea « ii » della precedente lettera « b » o le precedenti lettere « c » o « d », sarà trasmesso dall'organo esecutivo a tutti i Firmatari e al Depositario il quale provvederà a sua volta a trasmetterlo a tutte le Parti;

iv. la sospensione di un Firmatario a sensi dell'alinea « ii » della precedente lettera « b » o della precedente lettera « c » sarà notificata dall'organo esecutivo a tutti i Firmatari e al Depositario il quale la notificherà a tutte le Parti;

v. la sostituzione di un Firmatario a sensi della precedente lettera « f » sarà notificata dal Depositario all'organo esecutivo, il quale la notificherà a tutti i Firmatari.

n. Le modificazioni relative alla situazione di una Parte o di un Firmatario nei confronti dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni non implicheranno l'obbligo del recesso dall'I.

## ARTICOLO XVII

*(Emendamenti)*

a. Ogni Parte potrà proporre emendamenti all'A. Le relative proposte dovranno essere trasmesse all'organo esecutivo il quale provvederà a trasmetterle sollecitamente alle Parti e ai Firmatari.

b. L'A.d.P. esaminerà ogni proposta di emendamenti nel corso della sessione ordinaria successiva alla distribuzione della proposta da parte

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

dell'organo esecutivo oppure nel corso di una sessione straordinaria convocata anteriormente a sensi dell'articolo VII dell'A., sempre che, in entrambi i casi, la proposta di emendamenti sia stata distribuita almeno novanta giorni prima la data di apertura della sessione. L'A.d.P. esaminerà i punti di vista e le raccomandazioni della R.d.F. o del C.d.G. concernenti le proposte di emendamenti.

c. L'A.d.P. deciderà su ogni proposta di emendamenti con le maggioranze di cui all'articolo VII dell'A. L'A.d.P. potrà modificare ogni proposta di emendamenti distribuita secondo la precedente lettera « b » e decidere su ogni altra proposta di emendamenti che non sia stata distribuita ma direttamente conseguente a una proposta regolarmente distribuita.

d. Gli emendamenti approvati dalla A.d.P. entreranno in vigore, in conformità alla successiva lettera « e », dopo che il Depositario abbia ricevuto la relativa notificazione di accettazione, approvazione o ratifica:

i. dai due terzi degli Stati che erano Parti alla data dell'approvazione degli emendamenti, a condizione che in detti due terzi risultino comprese Parti titolari — anche per tramite dei Firmatari da esse designati — di almeno due terzi del totale delle quote di investimento;

ii. oppure da un numero di Stati pari almeno all'85 per cento degli Stati che erano Parti alla data dell'approvazione, quale che risulti l'ammontare complessivo delle quote di investimento ad essi appartenenti direttamente o per tramite dei Firmatari da esse designati.

e. Il Depositario notificherà sollecitamente a tutte le Parti le accettazioni, le approvazioni o le ratifiche richieste, per l'entrata in vigore degli emendamenti, dalla precedente lettera « d ». Novanta giorni dopo la data di questa notificazione gli emendamenti approvati entreranno in vigore nei confronti di tutte le Parti, comprese quelle che non li abbiano accettati, approvati o ratificati e che non abbiano receduto dall'I.

f. Nonostante le disposizioni delle precedenti lettere « d » ed « e », nessun emendamento potrà entrare in vigore prima che siano decorsi otto mesi o dopo che siano decorsi diciotto mesi dalla data della approvazione della A.d.P.

## ARTICOLO XVIII

*(Regolamento delle vertenze)*

a. Se non sarà risolta diversamente in un tempo ragionevole, ogni vertenza di natura giuridica insorta tra le Parti o tra l'I. ed una o più Parti relativa a diritti e obblighi derivanti dall'A. o alle obbligazioni assunte dalle Parti a sensi dell'articolo 14 o della lettera « c » dell'articolo 15 dell'A.O. dovrà essere sottoposta alla procedura arbitrale di cui all'Annesso C dell'A. Ogni vertenza di natura giuridica relativa ai diritti e alle obbligazioni derivanti dall'A. o dall'A.O. tra una o più Parti e uno o più Firmatari potrà essere sottoposta alla procedura arbitrale di cui all'Annesso C dell'A. a condizione che la Parte o le Parti nonché il Firmatario o i Firmatari lo consentano.

b. Se non sarà risolta diversamente in un tempo ragionevole, ogni vertenza di natura giuridica relativa a diritti e obblighi derivanti dall'A. o ad obbligazioni assunte dalle Parti a sensi della lettera « c » dell'articolo 14 o della lettera « c » dell'articolo 15 dell'A.O. insorta tra una Parte

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

e uno Stato che ha cessato di essere Parte o l'I. e uno Stato che ha cessato di essere Parte e che sia insorta dopo che lo Stato ha cessato di essere Parte, sarà sottoposta alla procedura arbitrale di cui all'Annesso C dell'A. a condizione che lo Stato che ha cessato di essere Parte lo consenta. Se uno Stato perde la qualità di Parte o se uno Stato o un organismo di telecomunicazioni designato da uno Stato perde la qualità di Firmatario dopo l'inizio della procedura arbitrale relativa ad una vertenza di natura giuridica nella quale era interessato, la procedura arbitrale sarà proseguita fino alla sua conclusione.

c. Ogni vertenza di natura giuridica derivante da accordi tra l'I. ed una qualsiasi Parte sarà decisa a mente del regolamento delle controversie contenuto in detti accordi. In mancanza di un tale regolamento e di una diversa soluzione e se le parti lo consentono, queste controversie saranno sottoposte alla procedura arbitrale di cui all'Annesso C dell'A.

## ARTICOLO XIX

*(Firma dell'Accordo)*

a. Il presente A. sarà aperto alla firma a Washington a partire dal 20 agosto 1971 e fino alla sua entrata in vigore o, al massimo, fino allo scadere di un periodo di nove mesi e potrà essere sottoscritto dai Governi:

- degli Stati che erano parti dell'Accordo provvisorio;
- di ogni altro Stato membro dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni.

b. Ogni Governo, all'atto della sottoscrizione, potrà o meno accompagnare la sottoscrizione con una dichiarazione per la quale la sottoscrizione stessa è soggetta a ratifica, accettazione o approvazione.

c. Ciascuno degli Stati di cui alla precedente lettera « a » potrà aderire al presente A. dopo che l'A. sia stato chiuso alla firma.

d. Nessuna riserva potrà essere formulata relativamente al presente A.

## ARTICOLO XX

*(Entrata in vigore dell'Accordo)*

a. Il presente A. entrerà in vigore sessanta giorni dopo l'avvenuta sottoscrizione senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione, o sessanta giorni dopo la ratifica, l'approvazione, l'accettazione o l'adesione da parte di due terzi degli Stati che, al momento dell'apertura alla firma dell'A., erano parti dell'Accordo provvisorio, a condizione che:

i. in questi due terzi risultino comprese Parti - o Firmatari da esse designati ai fini dell'Accordo speciale - titolari, a sensi dell'Accordo speciale, di almeno due terzi delle quote di investimento;

ii. le anzidette Parti o gli organismi di telecomunicazioni da esse designati abbiano altresì sottoscritto l'A.O.

Dalla data di inizio del periodo di sessanta giorni entreranno in vigore, ai fini della loro applicazione, le disposizioni di cui al n. 2 dell'Annesso all'A.O. Nonostante quanto sopra stabilito, il presente A. non potrà entrare in vigore prima che siano decorsi almeno otto mesi o dopo che siano decorsi diciotto mesi dalla data di apertura alla firma.

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

b. Quando uno strumento di ratifica, di accettazione, d'approvazione o di adesione venga depositato da uno Stato dopo l'entrata in vigore dell'A. secondo quanto stabilito dalla precedente lettera « a », l'A. entrerà in vigore nei confronti di detto Stato al momento del deposito.

c. Dal momento della sua entrata in vigore in conformità alla precedente lettera « a », l'A. potrà essere applicato provvisoriamente riguardo ad uno Stato il cui Governo l'abbia sottoscritto con riserva di ratifica, di approvazione o di accettazione, se il Governo stesso l'avrà richiesto al momento della sottoscrizione o anteriormente. L'applicazione provvisoria verrà a cessare:

i. al momento del deposito, da parte di detto Governo, di uno strumento di ratifica, accettazione o approvazione;

ii. quando siano decorsi due anni dalla entrata in vigore dell'A. senza che esso sia stato ratificato, approvato o accettato da parte di detto Governo;

iii. al momento in cui il Governo stesso, prima che sia decorso il periodo di cui al precedente alinea « ii », abbia comunicato che non intende ratificare, accettare o approvare il presente A.

Se la applicazione provvisoria viene a cessare a sensi degli alinea « ii » o « iii » della presente lettera « c », i diritti e le obbligazioni delle Parti o del Firmatario da essa designato saranno regolati dalle lettere « g » ed « l » dell'articolo XVI dell'A.

d. Nonostante qualsiasi diversa disposizione, l'A. non entrerà in vigore e non verrà applicato provvisoriamente nei confronti di alcuno degli Stati fino che il loro Governo o l'organismo di telecomunicazioni da essi designato non abbia sottoscritto l'A.O.

e. Dal momento della sua entrata in vigore il presente A. sostituirà l'Accordo provvisorio che cesserà di avere effetto.

## ARTICOLO XXI

*(Disposizioni diverse)*

a. Le lingue ufficiali e di lavoro dell'I. sono l'inglese, lo spagnolo e il francese.

b. Il regolamento interno dell'organo esecutivo dovrà prevedere la rapida distribuzione a tutte le Parti e a tutti i Firmatari di esemplari dei documenti dell'I. in conformità alle loro richieste.

c. In conformità alle disposizioni della Risoluzione 1721 (XVI) della Assemblea generale delle Nazioni Unite, l'organo esecutivo trasmetterà, a titolo di informazione, al Segretario generale delle Nazioni Unite e alle istituzioni specializzate interessate una relazione annuale sulle attività dell'I.

## ARTICOLO XXII

*(Depositario)*

a. Il Governo degli Stati Uniti d'America è il Depositario dell'A., presso il quale saranno depositate le dichiarazioni di cui alla lettera « b » dell'articolo XIX, gli strumenti di ratifica, di approvazione, di accettazione

o di adesione, le domande di applicazione a titolo provvisorio ed inoltre le notificazioni di ratifica, di approvazione, o di accettazione degli emendamenti, delle dichiarazioni di recesso dall'I. o delle decisioni di cessazione dell'applicazione a titolo provvisorio dell'A.

b. Il presente A., del quale i testi in inglese, francese e spagnolo fanno ugualmente fede, sarà depositato negli archivi del Depositario. Questi ne trasmetterà copie conformi a tutti i Governi che lo avranno sottoscritto o che avranno depositato i loro strumenti di adesione ed inoltre all'Unione internazionale delle telecomunicazioni, e notificherà a tutti i Governi e all'Unione internazionale delle telecomunicazioni, le sottoscrizioni, le dichiarazioni di cui alla lettera « b » dell'articolo XIX dell'A., il deposito degli strumenti di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione, le domande di applicazione a titolo provvisorio, l'inizio del periodo di sessanta giorni di cui alla lettera « a » dell'articolo XX dell'A., l'entrata in vigore dell'A., le notificazioni di ratifica, di accettazione o di approvazione degli emendamenti, l'entrata in vigore degli emendamenti, le decisioni di recesso dall'I., i recessi, le decisioni di cessazione dell'applicazione a titolo provvisorio dell'A. La notificazione dell'inizio del periodo di sessanta giorni sarà fatta il primo giorno di questo periodo.

c. Dal momento dell'entrata in vigore dell'A. il Depositario lo registrerà presso il Segretario delle Nazioni Unite in conformità all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE i rispettivi Plenipotenziari, riuniti a Washington, avendo presentato i loro pieni poteri, nella buona e dovuta forma, hanno firmato il presente Accordo.

FATTO a Washington il giorno 20 del mese di agosto del millenovecentosettantuno.



**ANNESSO A****FUNZIONI DEL SEGRETARIO GENERALE**

In relazione a quanto dispone la lettera « b » dell'articolo XII dell'A., il Segretario Generale eserciterà, in particolare, le seguenti funzioni:

1. tenere aggiornate le previsioni del traffico dell'I. e, a questo riguardo, convocare periodiche riunioni regionali per le stime relative alle domande di traffico;
2. approvare le domande di accesso al s.s. dell'I. delle stazioni terrene normalizzate; presentare al C.d.G. relazioni sulle domande di accesso al s.s. dell'I. delle stazioni terrene non normalizzate; aggiornare le informazioni relative alla entrata in servizio delle stazioni terrene esistenti e previste;
3. sulla base delle relazioni dei Firmatari, degli altri proprietari di stazioni terrene e del gestore dei servizi, tenere aggiornata la documentazione relativa agli sviluppi e alle limitazioni tecniche ed operative di tutte le stazioni terrene, esistenti o previste;
4. istituire un ufficio di documentazione sulle assegnazioni delle frequenze agli utilizzatori; prendere ogni disposizione per la notificazione delle frequenze all'Unione internazionale delle telecomunicazioni;
5. preparare i bilanci di previsione relativi agli investimenti in capitale e alle spese correnti nonché agli introiti necessari, basandosi sulle ipotesi di pianificazione del C.d.G.;
6. suggerire al C.d.G. la misura dei canoni per l'utilizzazione del s.s. dell'I.;
7. suggerire al C.d.G. i metodi e le regole contabili;
8. tenere i registri di contabilità e sottoporli alle verifiche richieste dal C.d.G.; preparare stati finanziari mensili ed annuali;
9. calcolare le quote di investimento dei Firmatari; predisporre le fatture a carico dei Firmatari per le contribuzioni in capitale e a carico degli utilizzatori del s.s. dell'I.; ricevere i pagamenti in contanti a nome dell'I.; distribuire gli introiti ed effettuare ogni altro esborso in favore dei Firmatari, sempre a nome dell'I.;
10. informare il C.d.G. circa i ritardi nei pagamenti da parte dei Firmatari per le loro contribuzioni in capitale e da parte degli utilizzatori per l'utilizzazione del s.s. dell'I.;
11. approvare e pagare le fatture presentate all'I. conseguenti ad acquisti autorizzati e a contratti conclusi dall'organo esecutivo; rimborsare al gestore dei servizi le spese fatte per gli acquisti e per i contratti conclusi per conto dell'I. e autorizzati dal C.d.G.;

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

12. provvedere a quanto stabilito in materia di provvidenze sociali in favore del personale dell'I.; pagare i salari e rimborsare le spese autorizzate del personale dell'I.;

13. impiegare o depositare i fondi disponibili; prelevare da questi impieghi o depositi le somme necessarie per far fronte alle obbligazioni dell'I.;

14. tenere la contabilità relativa ai beni dell'I. e al loro ammortamento; fare l'inventario dei beni dell'I.;

15. formulare proposte sulle modalità e condizioni degli accordi per le concessioni relative alle utilizzazioni del s.s. dell'I.;

16. formulare proposte sui rapporti assicurativi per la copertura dei rischi relativi ai beni dell'I. e, previa autorizzazione del C.d.G., prendere ogni provvedimento per ottenere la necessaria copertura;

17. ai fini dell'applicazione della lettera « d » dell'articolo XIV, analizzare i probabili effetti economici che potrebbe subire l'I. in conseguenza della installazione di segmenti spaziali diversi dal s.s. dell'I. e presentare una relazione al C.d.G.;

18. preparare l'ordine del giorno provvisorio della A.d.P., della R.d.F., del C.d.G. e dei rispettivi comitati consultivi; preparare i resoconti analitici provvisori di queste riunioni; coadiuvare i presidenti dei comitati consultivi nella preparazione dei rispettivi ordini del giorno, della loro documentazione e della loro relazione all'A.d.P., alla R.d.F. e al C.d.G.;

19. prendere ogni provvedimento al fine di assicurare i servizi di traduzione, per la riproduzione e la distribuzione dei documenti e la preparazione dei resoconti stenografici delle sedute;

20. tenere un registro delle decisioni della A.d.P., della R.d.F. e del C.d.G. e predisporre i rapporti e la corrispondenza relativi a tali decisioni;

21. contribuire alla interpretazione dei regolamenti interni della A.d.P., della R.d.F., del C.d.G. e del mandato ai comitati consultivi;

22. prendere ogni disposizione in vista delle riunioni dell'A.d.P., della R.d.F., del C.d.G. e dei comitati consultivi;

23. formulare raccomandazioni sulle procedure e le regole relative alla conclusione dei contratti e agli acquisti effettuati a nome dell'I.;

24. tenere il C.d.G. informato sull'adempimento dei loro obblighi da parte dei contraenti, compreso il gestore dei servizi;

25. formare ed aggiornare una lista internazionale dei fornitori per le acquisizioni dell'I.;

26. trattare, concludere e amministrare i contratti che si rendessero necessari per consentirgli di svolgere le funzioni a lui affidate, compresi i contratti aventi per oggetto la collaborazione di altre organizzazioni, sempre allo scopo di svolgere le funzioni a lui affidate;

27. prendere ogni provvedimento al fine di procurarsi l'assistenza giuridica necessaria allo svolgimento delle sue funzioni;

28. assicurare gli appropriati servizi di informazione al pubblico;

29. prendere ogni disposizione per la convocazione di conferenze in vista delle trattative relative al Protocollo sui privilegi, le esenzioni e le immunità di cui alla lettera « c » dell'articolo XV dell'A.

**ANNESSO B****FUNZIONI DEL GESTORE DEI SERVIZI  
E DIRETTIVE CIRCA IL CONTRATTO AVENTE PER OGGETTO  
LA GESTIONE DEI SERVIZI**

1. In relazione all'articolo XII dell'A., il gestore dei servizi svolgerà le seguenti funzioni:

a. raccomandare al C.d.G. i programmi di ricerca e di sviluppo direttamente collegati agli obiettivi dell'I.;

b. previa autorizzazione del C.d.G.:

i. provvedere — direttamente o, in base a convenzioni, a mezzo di altri organismi o di diversi soggetti — a studi e a ricerche per lo sviluppo dei servizi;

ii. provvedere a studi per la ricerca di sistemi tecnici, economici e di razionalizzazione dei costi;

iii. effettuare esperimenti a mezzo di simulazione di detti sistemi traendone le opportune valutazioni;

iv. indagare, a scopi previsionali, sulle possibilità di utilizzazione di nuovi servizi di telecomunicazioni a mezzo di satelliti;

c. informare il C.d.G. sulle necessità di acquisire installazioni per il s.s. dell'I.;

d. previa autorizzazione del C.d.G., preparare con ogni dettaglio e distribuire i bandi per le gare relative all'acquisizione di installazioni per il s.s. dell'I.;

e. effettuare le valutazioni relative alle offerte presentate a seguito dei bandi e formulare i relativi suggerimenti per il C.d.G.;

f. in applicazione delle regole relative alla conclusione dei contratti:

i. trattare, concludere e amministrare in nome dell'I. tutti i contratti relativi a segmenti spaziali;

ii. prendere tutte le misure necessarie per poter disporre dei servizi di lancio e di quelli sussidiari e cooperare ai lanci;

iii. provvedere a quanto necessario per le assicurazioni del s.s. dell'I., delle attrezzature per i lanci e dei servizi di lancio;

iv. provvedere o far provvedere ai servizi di inseguimento, di telemisura, di telecomando e di controllo dei satelliti di telecomunicazioni, compreso il coordinamento delle attività dei Firmatari e degli altri proprietari di stazioni terrene partecipanti alla fornitura di questi servizi per il posizionamento, le manovre e le prove dei satelliti;

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

vi. provvedere o far provvedere ai servizi di controllo delle caratteristiche del rendimento, delle interruzioni del funzionamento, della efficienza, della potenza dei satelliti e delle frequenze utilizzate dalle stazioni terrene, compreso il coordinamento delle attività dei Firmatari e degli altri proprietari di stazioni terrene partecipanti alla fornitura di questi servizi;

g. suggerire al C.d.G. le frequenze utilizzabili dal s.s. dell'I. e il piano per il posizionamento dei satelliti di telecomunicazioni;

h. gestire il Centro operativo dell'I. e il Centro di controllo tecnico dei veicoli spaziali;

i. suggerire al C.d.G. le caratteristiche di funzionamento, obbligatorie e facoltative, per le stazioni terrene normalizzate;

j. valutare le domande di accesso al s.s. dell'I. delle stazioni terrene non normalizzate;

k. assegnare le unità di capacità del s.s. dell'I. in conformità alle decisioni del C.d.G.;

l. preparare e coordinare i piani operativi del sistema (compresi gli studi per la strutturazione della rete e i piani per gli interventi di urgenza), le procedure, le direttive, le pratiche e le norme di esercizio, in vista della loro adozione da parte del C.d.G.;

m. preparare, coordinare e distribuire i piani di assegnazione delle frequenze alle stazioni terrene aventi accesso al s.s. dell'I.;

n. preparare, diffondere e distribuire relazioni concernenti lo stato del sistema, con i piani relativi alla sua utilizzazione attuale e prevista;

o. distribuire ai Firmatari e agli altri utilizzatori del sistema le informazioni sui nuovi servizi e sui nuovi metodi di telecomunicazioni;

p. ai fini della lettera « d » dell'articolo XIV dell'A., analizzare i probabili effetti tecnici ed operativi nei confronti dell'I. connessi ad ogni progetto di installazione di segmenti spaziali diversi dal s.s. dell'I. — compresi gli effetti sui piani delle frequenze e di posizionamento facendone rapporto al C.d.G.;

q. fornire al Segretario Generale le informazioni necessarie perché possa adempiere a quanto dispone il n. 24 dell'Annesso A dell'A.;

r. fornire suggerimenti per l'acquisizione, la comunicazione, la diffusione e la protezione dei diritti relativi alle invenzioni e alle informazioni tecniche, in conformità a quanto dispone l'articolo 17 dell'A.O.;

s. prendere ogni provvedimento, in conformità alle decisioni del C.d.G., al fine di mettere a disposizione dei Firmatari e dei terzi — in applicazione dell'articolo 17 dell'A.O. — i diritti dell'I. relativi alle invenzioni e alle informazioni tecniche e per concludere, in nome dell'I., gli accordi aventi per oggetto le invenzioni e le informazioni tecniche;

t. prendere ogni misura operativa, tecnica, finanziaria e amministrativa per gli acquisti e ogni altra misura idonea allo svolgimento delle funzioni sopra indicate.

2. Il contratto per i servizi di gestione dovrà contenere particolari clausole destinate all'applicazione delle relative disposizioni dell'articolo XII dell'A. e prevedere:

a. il rimborso in dollari U.S.A. da parte dell'I., delle spese dirette ed indirette — che siano identificabili e documentate — effettuate dal gestore dei servizi in esecuzione negli obblighi contrattuali;

b. il pagamento, in dollari U.S.A., al gestore dei servizi di un corrispettivo fisso annuale che sarà determinato a seguito di trattative tra il gestore e il C.d.G.;

c. la periodica revisione da parte del C.d.G., e previe consultazioni con il gestore dei servizi, delle spese indicate nella precedente lettera « a »;

d. il rispetto dei principi generali e delle procedure dell'I. in materia di conclusione di contratti, in conformità alle relative disposizioni dell'A. e dell'A.O., in occasione delle licitazioni e delle trattative per i contratti in nome dell'I.;

e. disposizioni relative alle invenzioni e alle informazioni tecniche in armonia con l'articolo 17 dell'A.O.;

f. la partecipazione del personale tecnico, scelto dal C.d.G. in collaborazione con il gestore dei servizi tra le persone indicate dai Firmatari, alla valutazione dei progetti per il s.s. e delle specifiche attrezzature;

g. il regolamento — conforme alle regole di conciliazione e di arbitrato della Camera di commercio internazionale — delle controversie o delle divergenze che possano insorgere tra l'I. e il gestore dei servizi relativamente al contratto di gestione;

h. l'obbligo per il gestore dei servizi di fornire al C.d.G. le informazioni richieste da ogni componente il Consiglio stesso per consentirgli di esercitare le sue attribuzioni.

**ANNESSO C****DISPOSIZIONI CONCERNENTI IL PROCEDIMENTO ARBITRALE  
PER LE VERTENZE PREVISTE DALL'ART. XVIII DELL'ACCORDO  
E DALL'ART. 20 DELL'ACCORDO OPERATIVO****ARTICOLO 1.**

Al procedimento arbitrale regolato dal presente Annesso *C* saranno legittimati come parti soltanto i soggetti individuati nell'articolo XVIII dell'A., nell'articolo 20 dell'A.O. e nell'Annesso all'A.O.

**ARTICOLO 2.**

La competenza a decidere su ogni vertenza di cui all'articolo XVIII dell'A., all'articolo 20 dell'A.O. e all'Annesso all'A.O. spetterà a un tribunale arbitrale composto di tre membri e costituito in conformità al presente Annesso *C*.

**ARTICOLO 3.**

a. Ciascuna delle Parti — fino a sessanta giorni precedenti l'apertura della prima sessione ordinaria dell'A.d.P. o di ciascuna successiva sessione ordinaria — potrà proporre all'organo esecutivo il nome di non più di due esperti giuridici ai quali, nel periodo intercorrente tra la fine di ogni sessione e la fine della successiva sessione ordinaria dell'A.d.P., potrà essere affidato il compito di presiedere un tribunale arbitrale istituito in applicazione del presente Annesso o di farne parte. L'organo esecutivo compilerà una lista degli esperti così proposti, con i relativi dati biografici comunicati dalle Parti, distribuendola a tutte le Parti trenta giorni prima della data di apertura della sessione. Se, nei sessanta giorni precedenti l'apertura della sessione dell'A.d.P., si verificasse l'indisponibilità di taluno di detti esperti, la Parte interessata potrà sostituirlo fino a quattordici giorni prima dell'apertura della sessione.

b. In base alla lista degli esperti che sarà predisposta a sensi della precedente lettera « a », l'A.d.P. ne designerà un gruppo di undici tra i quali dovranno essere scelti i presidenti effettivi dei tribunali arbitrali nonché un supplente per ciascuno di essi. I componenti del gruppo e i loro supplenti svolgeranno le loro funzioni nel periodo determinato nella precedente lettera « a ». I supplenti sostituiranno rispettivamente, nel caso di indisponibilità, i componenti effettivi del gruppo.

c. L'organo esecutivo, subito dopo la designazione, inviterà i membri del gruppo ad eleggere il presidente. Ogni riunione del gruppo sarà validamente costituita con la presenza di nove esperti. Il gruppo di esperti eleggerà il presidente a scrutinio segreto con il voto favorevole di almeno sei componenti il gruppo, procedendosi, ove occorra, a più votazioni. Il presidente del gruppo così eletto eserciterà le sue funzioni per la durata della sua appartenenza al gruppo. Le spese relative alle riunioni del gruppo di esperti saranno considerate come spese amministrative dell'I. ai fini dell'articolo 8 dell'A.O.

d. Se un membro del gruppo e il suo supplente risulteranno non disponibili, l'A.d.P. provvederà alla loro sostituzione in base alla lista di cui alla precedente lettera « a ». Tuttavia, ove l'A.d.P. non dovesse riunirsi nei novanta giorni successivi al verificarsi dell'indisponibilità, la sostituzione sarà decisa dal C.d.G. in base alla predetta lista; ciascun Governatore disporrà di un voto. Qualora risulti non disponibile il presidente del gruppo, la sua sostituzione sarà effettuata con la procedura di cui alla precedente lettera « c ».

e. Per la scelta dei membri del gruppo di esperti e dei rispettivi supplenti, secondo quanto disposto dalla precedente lettera « b », l'A.d.P. e il C.d.G. provvederanno nel senso di addivenire ad una composizione del gruppo che rifletta una adeguata espressione geografica dei diversi sistemi giuridici rappresentati dalle Parti.

f. I titolari costituenti il gruppo di esperti e i loro supplenti chiamati a far parte di un tribunale arbitrale dureranno in carica anche dopo la scadenza del loro mandato fino all'esaurimento di ogni procedimento arbitrale del quale siano stati investiti.

g. Le vertenze giuridiche insorte tra le parti di cui al precedente n. 1 tra la data dell'entrata in vigore dell'A. e la costituzione del gruppo di esperti e dei loro supplenti a sensi del presente articolo 4, saranno decise dal gruppo di esperti costituito a sensi della lettera « b » dell'articolo 3 dell'Accordo addizionale sull'arbitrato del 4 giugno 1965. Il detto gruppo di esperti procederà in conformità alle disposizioni del presente Annesso C ai fini della applicazione dell'articolo XVIII dell'A., dell'articolo 20 dell'A.O. e del presente Annesso C.

#### ARTICOLO 4.

a. Chi voglia deferire al tribunale arbitrale una vertenza di natura giuridica dovrà inviare a ciascuna parte convenuta e all'organo esecutivo un atto contenente:

i. l'esposizione dettagliata della vertenza, contenente i motivi per i quali ciascuna parte è convenuta e i capi di domanda;

ii. l'esposizione delle ragioni per le quali il tribunale arbitrale istituito dal presente Annesso C viene ritenuto competente a decidere la vertenza e i motivi per i quali il tribunale può, pronunciandosi in favore della parte attrice, accogliere la domanda;

iii. l'esposizione dei motivi per i quali la parte attrice non ha potuto, in un ragionevole tempo, regolare la vertenza mediante trattative o con mezzi diversi dall'arbitrato;

## LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- iv. il nome della persona designata dalla parte attrice a comporre
- b. L'organo esecutivo distribuirà sollecitamente a ciascuna delle Parti, a ciascun Firmatario e al presidente del gruppi di esperti una copia dell'atto ricevuto a sensi della precedente lettera « a ».

## ARTICOLO 5.

a. Nei sessanta giorni successivi al ricevimento della documentazione di cui alla lettera « a » dell'articolo 4, le parti convenute designeranno una persona a comporre il tribunale. Nel corso dello stesso periodo le parti convenute, congiuntamente o singolarmente, potranno inviare a ciascuna delle altre parti un atto di risposta a quello di cui alla lettera « a » del precedente articolo 4 contenente anche ogni domanda riconvenzionale dipendente dall'oggetto della vertenza. L'organo esecutivo provvederà sollecitamente ad inviare copia di questo atto al presidente del gruppo di esperti.

b. Qualora le parti convenute non abbiano provveduto alla designazione della persona per la composizione del tribunale, il presidente del gruppo di esperti ne designerà una tra quelle proposte all'organo esecutivo secondo il precedente articolo 3.

c. Nei trenta giorni successivi alla loro designazione, i due esperti sceglieranno d'accordo una terza persona, tra quelle componenti il gruppo a sensi del precedente articolo 3, la quale assumerà le funzioni di presidente del tribunale. Nel caso in cui, nel termine anzidetto, non venga raggiunto l'accordo, ciascuno di essi potrà rivolgersi al presidente del gruppo, il quale, nel termine di dieci giorni, designerà un componente del gruppo di esperti — diverso da se stesso — a fungere da presidente del tribunale.

d. Il tribunale è costituito al momento della nomina del presidente.

## ARTICOLO 6.

a. Quando venga a mancare uno dei membri del tribunale per motivi che il presidente o gli altri membri considerino indipendenti dalla volontà delle parti o che siano compatibili con il regolare svolgimento della procedura arbitrale, si provvederà alla sostituzione secondo le seguenti disposizioni:

i. se si tratti di rinuncia di un membro designato da una delle parti, questa designerà il sostituto nei dieci giorni successivi;

ii. se si tratti di rinuncia del presidente del tribunale o di altro membro del tribunale nominato dal presidente del gruppo di esperti, il sostituto sarà scelto tra i membri del gruppo applicandosi rispettivamente

b. Nel caso in cui si verifichi la mancanza di un membro del tribunale per ragioni diverse da quelle di cui alla precedente lettera « a » e non venga provveduto alla sostituzione in conformità a detta lettera « a », i membri del tribunale rimasti in carica, su richiesta di una delle parti e in deroga a quanto disposto dal precedente articolo 2, potranno decidere di procedere fino all'emissione della sentenza.



## ARTICOLO 7.

- a. Il tribunale deciderà nel luogo e nella data delle sue riunioni.
- b. I dibattiti avranno luogo a porte chiuse. Tutto ciò che sarà presentato al tribunale dovrà restare riservato. Tuttavia potranno assistere alle riunioni e aver comunicazione di ogni documento ed atto l'I. le Parti e i Firmatari — nonché, rispettivamente, i Firmatari da esse designati e le Parti che li abbiano designati — che siano parti nella vertenza; nel caso in cui sia parte l'I., tutte le Parti potranno assistervi e aver comunicazione di tutto ciò che verrà presentato al tribunale.
- c. Nel caso in cui sorga una questione di competenza questa sarà risolta in sede preliminare e al più presto.
- d. Il procedimento si svolgerà con atti scritti e ciascuna parte potrà presentare prove scritte a sussidio delle sue argomentazioni in fatto e in diritto. Tuttavia, se il tribunale lo riterrà opportuno, potrà ricorrersi all'audizione di testimoni e a discussioni orali.
- e. Il procedimento avrà inizio con la presentazione di una memoria della parte attrice contenente le ragioni, l'esposizione dei fatti e delle prove che li dimostrano, i principi giuridici invocati. Alla memoria della parte attrice seguirà quella della parte convenuta e la parte attrice potrà a sua volta replicare. Ulteriori memorie potranno essere presentate solo se il tribunale lo riterrà necessario.
- f. Il tribunale potrà conoscere delle domande riconvenzionali dipendenti direttamente dall'oggetto della vertenza a condizione che rientrino nella sua competenza come definita dall'articolo XVIII dell'A., dall'articolo 20 dell'A.O. e dal presente Annesso.
- g. Se, nel corso del procedimento, le parti pervengono ad un accordo, il tribunale lo omologherà in forma di sentenza ma con il consenso delle parti.
- h. In ogni momento il tribunale potrà definire il giudizio dichiarando, in base all'articolo XVIII dell'A., all'articolo 20 dell'A.O. e al pre-Annesso C, la propria incompetenza.
- i. Il tribunale delibera in segreto.
- j. Le sentenze e le decisioni del tribunale sono rese e motivate per iscritto e devono essere approvate da almeno due membri; quello dissenziente potrà esprimere per iscritto la sua opinione. Il tribunale comunicherà la sentenza all'organo esecutivo il quale provvederà a distribuirla alle Parti e ai Firmatari tutti.
- l. Il tribunale potrà adottare le regole procedurali complementari necessarie allo svolgimento del giudizio arbitrale e che siano compatibili con quelle stabilite dal presente Annesso C.

## ARTICOLO 8.

In caso di assenza di una delle parti, l'altra parte potrà chiedere che il tribunale decida in suo favore. Il tribunale, prima di decidere, accerterà la propria competenza e la fondatezza in fatto e in diritto delle ragioni addotte.

## ARTICOLO 9.

a. Ogni Parte potrà intervenire nel procedimento nel quale sia presente il Firmatario da essa designato. L'intervento dovrà essere notificato per iscritto al tribunale e alle altre parti del procedimento.

b. Una qualsiasi altra Parte o un qualsiasi altro Firmatario il quale ritenga di avere un apprezzabile interesse nella decisione della vertenza potrà chiedere al tribunale di essere autorizzato ad intervenire nel procedimento. Il tribunale potrà concedere l'autorizzazione se accerterà l'esistenza dell'apprezzabile interesse.

## ARTICOLO 10.

Il tribunale, su istanza di parte o d'ufficio, potrà procedere alla nomina di consulenti ritenuti necessari.

## ART. 11.

Ciascuna delle Parti, ciascun Firmatario e l'I. forniranno al tribunale le informazioni che il tribunale, su istanza di parte o d'ufficio, riterrà necessarie allo svolgimento del procedimento e alla decisione.

## ARTICOLO 12.

Prima di decidere e nel corso del procedimento il tribunale potrà indicare le misure cautelari ritenute idonee a conservare i diritti delle parti.

## ARTICOLO 13.

a. La decisione del tribunale sarà fondata:

i. sull'A. e sull'A.O.;

ii. sui principi giuridici generalmente riconosciuti.

b. La decisione del tribunale — e così quella resa in base alla lettera « g » del precedente articolo 7 — sarà obbligatoria per le parti le quali dovranno conformarsi secondo buona fede. Nel caso in cui l'I. sia stata parte di una vertenza e venga dichiarato che un provvedimento di uno dei suoi organi deve essere considerato nullo o inesistente perché non permesso né dall'A. né dall'A.O. o perché in contrasto con detti accordi, la decisione sarà obbligatoria per tutte le Parti e per tutti i Firmatari.

6. In caso di disaccordo sul significato o sulla portata della decisione, lo stesso tribunale provvederà, su istanza di parte, a fornire l'interpretazione.

## ARTICOLO 14.

Salvo diversa decisione del tribunale, in ragione delle particolari circostanze relative alla vertenza, le spese del procedimento, compresa la retribuzione dei membri del tribunale, saranno ripartite in misura eguale tra le parti. Quando sianvi più parti attrici o più parti convenute, il tribunale ripartirà rispettivamente tra essi la quota delle spese a loro carico. Qualora l'I. sia stata parte di un procedimento arbitrale le spese a suo carico saranno considerate come spese amministrative a sensi dell'articolo 8 dell'A.O.

**ANNESSO D****DISPOSIZIONI TRANSITORIE****1. Continuità delle attività dell'Intelsat.**

Ogni decisione presa dal Comitato interinale per le telecomunicazioni a mezzo di satelliti in virtù dell'Accordo provvisorio e dell'Accordo speciale e che risulterà in vigore al momento della scadenza di detti accordi, continuerà ad avere pieno effetto, salvo modifica o revoca conseguente direttamente all'A. o all'A.O. o alla loro applicazione.

**2. Gestione.**

Nel periodo successivo all'entrata in vigore dell'A. la « Communications Satellite Corporation » continuerà ad assicurare la gestione relativamente alla concezione, la messa a punto, la costruzione, la realizzazione, l'esercizio e la manutenzione del s.s. dell'I., in conformità alle condizioni e alle clausole di servizio che la riguardavano quale gestore per effetto dell'Accordo provvisorio e dell'Accordo speciale. Nell'esercizio delle sue funzioni essa è soggetta a tutte le relative condizioni del presente A. e dell'A.O. e specialmente alle linee direttive e alle particolari decisioni del C.d.G., fino a che:

i. il C.d.G. deciderà che l'organo esecutivo è in grado di assumere, in tutto o in parte, le sue funzioni a sensi dell'articolo XII e dell'A.; la « Communications Satellite Corporation » sarà allora esonerata da quelle funzioni che saranno gradualmente assunte dall'organo esecutivo;

ii. il contratto per i servizi di gestione di cui all'alinea « ii » della lettera « a » dell'articolo XII dell'A. entrerà in vigore; da quel momento non avranno più effetto le disposizioni che precedono e relative alle funzioni che saranno regolate dal contratto.

**3. Rappresentanza regionale.**

Nel periodo tra l'entrata in vigore dell'A. e l'assunzione delle sue funzioni da parte del Segretario Generale, l'ammissione dei gruppi di Firmatari in seno al C.d.G. a sensi della lettera « c » dell'articolo IX dell'A., in relazione all'alinea « iii » della lettera « a » dello stesso articolo IX, sarà subordinata al ricevimento, da parte della « Communications Satellite Corporation », di una istanza scritta dei gruppi interessati.

*4. Privilegi e immunità.*

Le parti del presente A., che erano parti dell'Accordo provvisorio, riconosceranno alle persone e ai corrispondenti organi che le sostituiscono — e fino al momento dell'entrata in vigore, secondo i casi, dell'Accordo di sede e del Protocollo, come previsto dall'articolo XV dell'A. — i privilegi, le esenzioni e le immunità da esse riconosciuti, prima dell'entrata in vigore dell'A., al Consorzio internazionale di telecomunicazioni a mezzo di satelliti, ai firmatari dell'Accordo speciale, al Comitato interinale per le telecomunicazioni a mezzo di satellite e ai loro rappresentanti.

*(Seguono le firme).*